

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

F. 2009 — 4224 [C — 2009/21138]
30 DECEMBRE 2009. — Loi portant des dispositions diverses (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.
Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er} - Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE 2 - Mobilité

CHAPITRE 1^{er} - De l'organisme chargé de l'application du règlement (CE) 1371/2007

Section 1^{re} - Désignation de l'organisme chargé de l'application du règlement

Art. 2. Le Roi désigne l'organisme chargé de l'application du règlement (CE) n° 1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires.

Le Roi détermine les règles de procédure nécessaires à l'application de l'article 30, § 2, du même règlement.

Section 2 - De la surveillance et du contrôle

Art. 3. Le Roi désigne les fonctionnaires et agents de l'autorité qui sont chargés de rechercher et constater les infractions à ce règlement qui peuvent donner lieu à l'infliction d'amendes administratives.

Les agents qualifiés constatent ces infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

Art. 4. L'amende administrative est proportionnée à la gravité des faits qui la motivent, et en fonction de l'éventuelle récidive.

La constatation de plusieurs contraventions concomitantes aux dispositions du règlement (CE) n° 1371/2007 donne lieu à une amende administrative unique, proportionnelle à la gravité de l'ensemble des faits.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les amendes administratives applicables en cas d'infraction au règlement, dans une fourchette de 250 à 10.000 euros.

Tout arrêté pris en exécution du précédent alinéa qui n'est pas confirmé par la loi dans les 12 mois qui suivent son entrée en vigueur, est censé n'avoir jamais produit ses effets.

Art. 5. L'organisme désigné en vertu de l'article 2 notifie à l'intéressé, au plus tard un an à compter du jour où le fait a été commis, par une lettre recommandée accompagnée d'une copie du procès-verbal visé à l'article 3 :

1° les faits à propos desquels la procédure d'amende administrative est entamée;

2° les jours et heures pendant lesquels il a le droit de consulter son dossier;

3° qu'il a le droit de se faire assister d'un conseil;

4° qu'il dispose d'un délai de trente jours qui commence à courir le troisième jour ouvrable suivant la remise du pli aux services de la poste pour lui envoyer une lettre recommandée contenant ses moyens de défense et, le cas échéant, demandant d'être entendu.

Lorsqu'il est saisi d'une demande conforme au 4° ci-avant, l'organisme dispose de quinze jours, à dater de la réception de cette demande, pour notifier à l'intéressé, par lettre recommandée, la date de l'audition. Cette date est comprise entre le quinzième et le trentième jour calendrier suivant le jour de l'envoi de cette lettre recommandée. Ces délais sont prévus à peine de nullité de l'ensemble de la procédure d'amende administrative.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2009 — 4224 [C — 2009/21138]
30 DECEMBER 2009. — Wet houdende diverse bepalingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1 - Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL 2 - Mobiliteit

HOOFDSTUK 1 - Instantie voor de handhaving van verordening (EG) 1371/2007

Afdeling 1 - Aanwijzing van de instantie verantwoordelijk voor de handhaving van de verordening

Art. 2. De Koning wijst de instantie aan verantwoordelijk voor de handhaving van verordening (EG) nr. 1371/2007 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2007 betreffende de rechten en verplichtingen van reizigers in het treinverkeer.

De Koning bepaalt de noodzakelijke procedureregels voor de toepassing van artikel 30, § 2, van dezelfde verordening.

Afdeling 2 - Toezicht en controle

Art. 3. De Koning wijst de ambtenaren en overheidspersonen aan die belast zijn met de opsporing en de vaststelling van overtredingen van de verordening die tot administratieve geldboetes kunnen leiden.

De bevoegde personen stellen de overtredingen vast door processen-verbaal die bewijskracht hebben zolang het tegendeel niet is bewezen.

Art. 4. De administratieve geldboete wordt vastgesteld in verhouding tot de ernst van de feiten die haar verantwoord en rekening houdend met eventuele herhaling.

De vaststelling van meerdere samenlopende overtredingen van de bepalingen van verordening (EG) nr. 1371/2007 maakt het voorwerp uit van één enkele administratieve geldboete, in verhouding tot de ernst van het geheel van de feiten.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, administratieve geldboetes voor de overtredingen van de verordening vaststellen, binnen een vork van 250 tot 10.000 euro.

Elk ter uitvoering van het voorgaande lid genomen besluit dat niet door de wet wordt bekrachtigd binnen de 12 maanden die volgen op de inwerkingtreding ervan, houdt op uitwerking te hebben.

Art. 5. De instantie bedoeld in artikel 2 betekent aan de betrokkene, uiterlijk één jaar te rekenen van de dag waarop het feit werd gepleegd, bij aangetekende brief, vergezeld van een afschrift van het in artikel 3 bedoelde proces-verbaal :

1° de feiten waarvoor de procedure van administratieve geldboete opgestart is;

2° de dagen en uren waarop hij het recht heeft om zijn dossier te consulteren;

3° dat hij het recht heeft om zich te laten bijstaan door een raadsman;

4° dat hij beschikt over een termijn van dertig dagen, die begint te lopen vanaf de derde werkdag volgend op de overhandiging van de brief aan de postdiensten, om hem een aangetekende brief te sturen, met zijn verweermiddelen en, in voorkomend geval, het verzoek om te worden gehoord.

Indien hij een verzoek ontvangt, in overeenstemming met 4° hierboven, beschikt de instantie over vijftien dagen, volgend op de ontvangst van dit verzoek, om bij aangetekende brief de datum van de hoorzitting aan de betrokkene te betekenen. Deze datum ligt tussen de vijftiende en de dertigste kalenderdag na de verzending van deze aangetekende brief. Deze termijnen zijn voorgeschreven op straffe van nietigheid van het geheel van de procedure van administratieve geldboete.

Art. 6. § 1^{er}. Au plus tôt après le délai de trente jours de l'article 5, alinéa 1^{er}, 4^o, et, le cas échéant, après l'audition de l'intéressé, l'organisme prend une décision relative aux faits faisant l'objet de la procédure. Il notifie cette décision à l'intéressé par lettre recommandée.

La décision qui impose une amende administrative indique, à peine de nullité, son montant ainsi que les voies de recours ouvertes à l'encontre de la décision.

Par la même décision que celle par laquelle il impose l'amende administrative, l'organisme peut accorder, en tout ou en partie, le sursis à l'exécution du paiement de cette amende.

Le Roi détermine les modalités du sursis à l'exécution.

La décision a force exécutoire à l'échéance d'un délai d'un mois qui commence à courir le troisième jour ouvrable qui suit celui où le pli a été remis aux services de la poste, sauf preuve contraire du destinataire.

Art. 7. Aucune amende administrative ne peut être imposée plus de deux ans après le jour où le fait a été commis.

Art. 8. Le Roi fixe les modalités de perception et de recouvrement des amendes administratives.

CHAPITRE 2 - Transport aérien

Section 1^{re} - Modification de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité

Art. 9. L'article 22quinquies de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Par dérogation aux §§ 1^{er} et 2, le Roi désigne l'autorité de sécurité habilitée à réaliser une vérification de sécurité visée à l'article 22sexies et à rendre un avis de sécurité selon les modalités qu'il détermine, préalablement à la délivrance de badges d'identification d'aéroport. »

Section 2 - Badges d'identification d'aéroport

Art. 10. Dans l'article 8 de la loi du 3 mai 2005 modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité, modifié par la loi du 22 décembre 2008, le chiffre « 2009 » est remplacé par le chiffre « 2010 ».

Section 3 - Modifications de la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Art. 11. Dans l'article 1^{er} de la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, après la définition d'Inspecteur en chef, la définition suivante est insérée :

« Inspecteur en chef adjoint de l'inspection aéroportuaire : titulaire d'un mandat d'inspecteur en chef adjoint de l'inspection aéroportuaire accordé par le Roi. »

Art. 12. Dans l'article 39 de la même loi, dernièrement modifié par la loi du 30 décembre 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 1, alinéa 1^{er} :

a) au 2^o, 3^o et 4^o, les mots « de l'aéroport de Bruxelles-National » sont chaque fois remplacés par les mots « de l'aéroport concerné »;

b) au 4^o, les mots « l'Administration de l'aéronautique » sont remplacés par les mots « la Direction générale Transport aérien »;

c) au 5^o, les mots « de Bruxelles-National » sont remplacés par le mot « concerné »;

2^o le § 1^{er}, alinéa 2, est remplacé comme suit :

« Les membres du personnel en charge de l'inspection aéroportuaire de l'exploitant de l'aéroport de Bruxelles-National sont, en ce qui concerne l'exercice des compétences visées dans le présent alinéa, toujours placés sous l'autorité de l'inspecteur en chef et l'inspecteur en chef adjoint de l'inspection aéroportuaire. Ils ne peuvent, dans l'exercice de ces compétences recevoir aucune directive de l'exploitant de l'aéroport. »;

Art. 6. § 1. Niet eerder dan na afloop van de termijn van dertig dagen in artikel 5, eerste lid, 4^o, en, in voorkomend geval, na de hoorzitting van de betrokkene, neemt de instantie een beslissing betreffende de feiten die het voorwerp uitmaken van de procedure. Hij betekent deze beslissing aan de betrokkene bij aangetekende brief.

De beslissing die een administratieve geldboete oplegt, bevat, op straffe van nietigheid, het bedrag ervan, alsook de rechtsmiddelen die tegen de beslissing kunnen worden aangewend.

In dezelfde beslissing waarin hij een administratieve geldboete oplegt, kan de instantie geheel of gedeeltelijk uitstel van de tenuitvoerlegging van de betaling van de geldboete toekennen.

De Koning bepaalt de nadere regels van het uitstel van tenuitvoerlegging.

De beslissing heeft uitvoerbare kracht na het verstrijken van een termijn van één maand, die begint te lopen vanaf de derde werkdag die volgt op die waarop de brief aan de postdiensten werd overhandigd, tenzij de geadresseerde het tegendeel bewijst.

Art. 7. Er kan geen administratieve geldboete worden opgelegd meer dan twee jaar na de dag waarop het feit werd gepleegd.

Art. 8. De Koning bepaalt de wijze van inning en invordering van de administratieve geldboeten.

HOOFDSTUK 2 - Luchtvaart

Afdeling 1 - Wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen

Art. 9. Artikel 22quinquies van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen wordt aangevuld met een paragraaf 4 luidende als volgt :

« § 4. In afwijking van de §§ 1 en 2 duidt de Koning de veiligheidsoverheid aan die gemachtigd is om voorafgaandelijk aan de aflevering van luchthavenidentificatiebadges een veiligheidsverificatie bedoeld in artikel 22sexies uit te voeren en een veiligheidsadvies te verstrekken volgens de nadere regels die hij bepaalt. »

Afdeling 2 - Luchthavenidentificatiebadges

Art. 10. In artikel 8 van de wet van 3 mei 2005 houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, gewijzigd door de wet van 22 december 2008, wordt het getal « 2009 » vervangen door het getal « 2010 ».

Afdeling 3 - Wijzigingen van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919, betreffende de regeling der luchtvaart

Art. 11. In artikel 1 van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, wordt na de definitie van Hoofdinspecteur de volgende definitie ingevoegd :

« Adjunct-hoofdinspecteur van de luchthaveninspectie : houder van een mandaat van adjunct-hoofdinspecteur van de luchthaveninspectie toegekend door de Koning. »

Art. 12. In artikel 39 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij wet van 30 december 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in § 1, eerste lid, worden :

a) in de bepaling onder 2^o, 3^o en 4^o de woorden « luchthaven Brussel-Nationaal » vervangen door de woorden « betrokken luchthaven »;

b) in de bepaling onder 4^o de woorden « Bestuur van de Luchtvaart » vervangen door de woorden « Directoraat-generaal Luchtvaart »;

c) in de bepaling onder 5^o de woorden « luchthaven Brussel-Nationaal » vervangen door de woorden « betrokken luchthaven »;

2^o § 1, tweede lid, wordt vervangen als volgt;

« De personeelsleden van de luchthaveninspectie ressorterend onder de exploitant van de luchthaven Brussel-Nationaal staan met betrekking tot de uitoefening van de in dit lid bedoelde bevoegdheden steeds onder het gezag van de hoofdinspecteur en de adjunct-hoofdinspecteur van de luchthaveninspectie. Zij kunnen in deze geen richtlijnen ontvangen vanwege de exploitant van de luchthaven. »;

3° il est inséré un nouveau paragraphe 2, rédigé comme suit :

« § 2. Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, aux conditions qu'il détermine, peut attribuer les compétences visées à l'article 38, § 1^{er}, et §§ 3 à 5, à des membres du personnel en charge de l'inspection aéroportuaire des exploitants des aéroports d'Anvers, Ostende-Bruges, Courtrai-Wevelgem, Charleroi-Gosselies et Liège-Bierset en ce qui concerne les matières visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, 3°, 4° et 5°.

Les membres du personnel en charge de l'inspection aéroportuaire de l'exploitant de l'aéroport concerné sont, en ce qui concerne l'exercice des compétences mentionnées dans l'alinéa 1^{er}, toujours placés sous l'autorité de l'Inspecteur en chef et l'Inspecteur en chef adjoint de l'inspection aéroportuaire de l'aéroport concerné. Ils ne peuvent, dans l'exercice de ces compétences recevoir aucune directive de l'exploitant de l'aéroport.

L'article 39, § 1^{er}, alinéa 2, et l'article 39, § 1^{er}, dernier alinéa, s'appliquent aux membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}. »;

4° dans le paragraphe 2, qui devient le nouveau paragraphe 3, les mots « et § 2 » sont insérés entre les mots « au § 1^{er} » et le mot « exercent ».

CHAPITRE 3 - Transport terrestre

Art. 13. L'article 47 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques est complété comme suit :

« § 4. Le Roi peut octroyer une compensation pour la couverture des frais liés à l'exercice de leur mandat supportés par les membres du bureau exécutif du comité consultatif compétent pour la Société nationale des Chemins de fer belges. Le montant global maximum de cette compensation est de douze mille cinq cents euros (12.500,00 euros) par an, exprimé en euros 2009 et indexé sur la base de l'indice santé de décembre de l'année qui précède. »

TITRE 3 - Energie

CHAPITRE 1^{er} - Modifications de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité

Art. 14. Dans l'article 12^{novies} de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, inséré par la loi du 1^{er} juin 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Sur la proposition de la Commission et sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport d'électricité et l'accès à celui-ci, le Roi peut fixer la méthodologie relative à la détermination des amortissements et de la marge équitable respectivement visés à l'article 12^{quater}, § 1^{er}, applicables à des extensions d'installations ou de nouvelles installations de transport de l'électricité reconnues comme d'intérêt national ou européen, pour un nombre déterminé de périodes régulatrices, afin de permettre le développement à long terme de celles-ci. »

2° dans l'alinéa 2, modifié par la loi du 20 juillet 2006, la phrase « Ces règles sont appliquées aux investissements concernés, pour la détermination du revenu total visé à l'article 12, § 2, et des tarifs élaborés sur cette base » est remplacée par la phrase « Le gestionnaire du réseau introduit auprès de la commission, pour approbation, conformément à la procédure visée à l'article 12^{quinquies}, 4°, une proposition tarifaire élaborée pour les investissements concernés sur la base du revenu total visé à l'article 12, § 2, tel que déterminé en appliquant la méthodologie visée à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 15. Dans l'article 27 de la même loi, remplacé par la loi du 16 mars 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 8, les mots « Pour la première année de fonctionnement 2007 » sont remplacés par les mots « Pour la première année de fonctionnement 2010 »;

2° l'article est complété par un paragraphe 16, libellé comme suit :

« § 16. Par dérogation au § 3, alinéa 5, au § 6, alinéa 2, et au § 7, et lorsqu'un seul des deux membres du service de médiation est nommé, celui-ci est habilité à exercer seul les attributions prévues au présent article.

L'alinéa 1^{er} est également d'application lorsqu'un des membres du service de médiation se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions. »

3° er wordt een nieuwe paragraaf 2 ingevoegd, luidende :

« § 2. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, de in artikel 38, § 1, en §§ 3 tot 5, bedoelde bevoegdheden toekennen aan personeelsleden van de luchthaveninspecties ressorterend onder de exploitanten van de luchthavens van Antwerpen, Oostende-Brugge, Kortrijk-Wevelgem, Charleroi-Gosselies en Luik-Bierset wat betreft de materies bedoeld in § 1, eerste lid, 2°, 3°, 4° en 5°.

De personeelsleden van de luchthaveninspecties ressorterend onder de exploitant van de betrokken luchthaven staan, met betrekking tot de uitoefening van de in het eerste lid vermelde bevoegdheden, steeds onder het gezag van de Hoofdinspecteur en de Adjunct-hoofdinspecteur van de luchthaveninspectie van de betrokken luchthaven. Zij kunnen in deze geven richtlijnen ontvangen vanwege de exploitant van de luchthaven.

Artikel 39, § 1, tweede lid en artikel 39, § 1, laatste lid, zijn van toepassing op de personeelsleden bedoeld in het eerste lid. »;

4° in paragraaf 2, die de nieuwe paragraaf 3 wordt, worden de woorden « en § 2 » ingevoegd tussen de woorden « in § 1 » en het woord « oefenen ».

HOOFDSTUK 3 - Vervoer te land

Art. 13. Artikel 47 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven wordt als volgt aangevuld :

« § 4. De Koning kan een vergoeding toekennen ter dekking van de kosten verbonden aan de uitoefening van het mandaat gedragen door de leden van het uitvoerend bureau van het raadgevend comité verantwoordelijk voor de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen. Het maximale totale bedrag van deze vergoeding wordt twaalfduizend vijfhonderd euro (12.500,00 euro) per jaar, uitgedrukt in euro 2009 en geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar. »

TITEL 3 - Energie

HOOFDSTUK 1 - Wijzigingen van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt

Art. 14. In artikel 12^{novies} van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, ingevoegd bij de wet van 1 juni 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Op voorstel van de Commissie en onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 19 december 2002 houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe, kan de Koning bijzondere regels definiëren met betrekking tot de bepaling van de afschrijvingen en de billijke marge die respectievelijk bedoeld worden in artikel 12^{quater}, § 1, van toepassing op de uitbreidingen van installaties of op nieuwe installaties voor het transport van elektriciteit, die worden erkend als zijnde van nationaal of Europees belang, voor een bepaald aantal regulatorische periodes, teneinde de ontwikkeling van deze op lange termijn mogelijk te maken. »

2° in het tweede lid, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006, wordt de zin « Deze regels zijn van toepassing op de betrokken investeringen, voor de bepaling van het in artikel 12, § 2, bedoelde totaal inkomen, en de op basis daarvan uitgewerkte tarieven » vervangen door de volgende zin « De netbeheerder dient bij de commissie, ter goedkeuring, overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 12^{quinquies}, 4°, een uitgewerkt tariefvoorstel in voor de betrokken investeringen op basis van het, in artikel 12, § 2, bedoelde totaal inkomen, zoals bepaald met toepassing van de in het eerste lid bedoelde methodologie. »

Art. 15. In artikel 27 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 16 maart 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 8 worden de woorden « Voor het eerste werkingsjaar 2007 » vervangen door de woorden « Voor het eerste werkingsjaar 2010 »;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 16, luidend als volgt :

« § 16. In afwijking van § 3, vijfde lid, § 6, tweede lid, en § 7, en wanneer slechts een van de twee leden van de ombudsdienst benoemd is, is dat lid gemachtigd de bevoegdheden waarin dit artikel voorziet, alleen uit te oefenen.

Het eerste lid is eveneens van toepassing wanneer een van de leden van de ombudsdienst zich in de onmogelijkheid bevindt zijn ambt uit te oefenen. »

CHAPITRE 2 - Confirmation
de l'arrêté royal du 21 octobre 2008

Art. 16. L'arrêté royal du 21 octobre 2008 fixant les montants destinés au financement des passifs nucléaires BP1 et BP2 pour la période 2009-2013, en exécution de l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité, est confirmé avec effet au 1^{er} janvier 2009.

TITRE 4 - Fonction publique

CHAPITRE UNIQUE - Modifications de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public

Art. 17. A l'article 9, § 4, de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, remplacé par la loi du 13 juillet 1973 et modifié par la loi du 20 décembre 1995, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « avant le décès » sont abrogés;

2° à l'alinéa 3, les mots « article 365 » sont remplacés par les mots « article 353-15 »;

3° l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent uniquement à l'adoption simple. »

Art. 18. Dans l'article 10bis de la même loi, inséré par la loi du 17 mai 2007, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« En cas d'établissement de la filiation ou d'octroi de l'adoption après le décès de la victime et si cette filiation ou adoption a une influence sur les droits des autres ayants droit, celle-ci n'a d'effet pour l'application des articles 8 à 10 qu'à partir du jour où la décision coulée en force de chose jugée qui établit la filiation ou accorde l'adoption est notifiée à l'autorité chargée des rentes en vertu de l'article 16. »

TITRE 5 - Coopération au développement

CHAPITRE UNIQUE - Modifications de la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération technique belge » sous la forme d'une société de droit public

Art. 19. Dans l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération technique belge » sous la forme d'une société de droit public, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° l'organisation de programmes de formation et de sensibilisation; »;

b) le 4°, est complété par les mots « ou d'un pays partenaire de la Coopération belge; »;

c) le 5°, inséré par la loi du 30 décembre 2001, est remplacé par ce qui suit :

« 5° l'exécution de programmes visant à promouvoir le commerce; »;

d) l'alinéa est complété par un 6°, rédigé comme suit :

« 6° l'exécution de programmes visant le développement de la société civile locale dans les pays partenaires; ».

Art. 20. L'article 9bis de la même loi, inséré par la loi du 27 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9bis. Un Programme Junior, ci-après dénommé « Le Programme Junior de la coopération au développement belge », peut être effectué au sein de la Coopération au développement.

La CTB est chargée de l'organisation du Programme Junior de la coopération au développement belge, ainsi que de l'affectation du personnel qui y participe. »

HOOFDSTUK 2 - Bekrchtiging
van het koninklijk besluit van 21 oktober 2008

Art. 16. Het koninklijk besluit van 21 oktober 2008 ter vaststelling van de bedragen bestemd voor de financiering van de nucleaire passiva BP1 en BP2 voor de periode 2009-2013, in uitvoering van artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt, wordt bekrachtigd met uitwerking op 1 januari 2009.

TITEL 4 - Ambtenarenzaken

ENIG HOOFDSTUK - Wijzigingen van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector

Art. 17. In artikel 9, § 4, van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, vervangen door de wet van 13 juli 1973 en gewijzigd bij de wet van 20 december 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « vóór het overlijden » opgeheven;

2° in het derde lid, worden de woorden « artikel 365 » vervangen door de woorden « artikel 353-15 »;

3° het vijfde lid wordt vervangen als volgt :

« De bepalingen van deze paragraaf zijn uitsluitend van toepassing op de gewone adoptie. »

Art. 18. In artikel 10bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 17 mei 2007, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Zo de afstamming vastgesteld of de adoptie toegekend wordt na het overlijden van de getroffene en indien deze afstamming of adoptie een invloed heeft op de rechten van andere rechthebbenden, heeft ze pas uitwerking voor de toepassing van de artikelen 8 tot 10 vanaf de dag waarop de in kracht van gewijsde gegane beslissing die de afstamming vaststelt of de adoptie toekent, wordt betekend aan de overheid belast met de renten, overeenkomstig artikel 16. »

TITEL 5 - Ontwikkelingssamenwerking

ENIG HOOFDSTUK - Wijzigingen van de wet van 21 december 1998 tot oprichting van de « Belgische Technische Coöperatie » in de vorm van een vennootschap van publiek recht

Art. 19. In artikel 6, § 1, eerste lid, van de wet van 21 december 1998 tot oprichting van de « Belgische Technische Coöperatie » in de vorm van een vennootschap van publiek recht, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de bepaling onder 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° het organiseren van opleidings- en sensibiliseringsprogramma's; »;

b) de bepaling onder 4° wordt aangevuld met de woorden « of door een partnerland van de Belgische Ontwikkelingssamenwerking; »;

c) de bepaling onder 5°, ingevoegd bij de wet van 30 december 2001, wordt vervangen als volgt :

« 5° de uitvoering van programma's voor de bevordering van de handel; »;

d) het lid wordt aangevuld met een bepaling 6°, luidende :

« 6° de uitvoering van programma's voor de ontwikkeling van de lokale civiele maatschappij in de partnerlanden; ».

Art. 20. Artikel 9bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2005, wordt vervangen als volgt :

« Art. 9bis. Een Junior Programma, hierna genoemd « Junior Programma van de Belgische ontwikkelingssamenwerking » kan worden uitgevoerd binnen de Ontwikkelingssamenwerking.

De BTC is belast met de organisatie van het Junior Programma van de Belgische ontwikkelingssamenwerking, alsook met de aanwijzing van het personeel dat eraan deelneemt. »

Art. 21. Dans l'article 9^{ter} de la même loi, inséré par la loi du 27 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans les paragraphes 1^{er} et 3, les mots « service volontaire à la coopération au développement » sont remplacés par les mots « Programme Junior de la coopération au développement belge »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « service volontaire » sont remplacés par les mots « Programme Junior ».

Art. 22. à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, 5°, de la même loi, inséré par la loi du 27 décembre 2005, les mots « service volontaire à la Coopération au Développement » sont remplacés par les mots « Programme Junior de la coopération au développement belge ».

TITRE 6 - Asile et migration

CHAPITRE UNIQUE - Déléation de compétence

Art. 23. L'article 57/9, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par la loi du 14 juillet 1987 et modifié par la loi du 15 septembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Pour les compétences définies à l'article 57/6, 1° à 7°, la décision est prise par le Commissaire général ou ses adjoints agissant par délégation et ce, sous l'autorité et la direction du Commissaire général. Dans ce cas, les adjoints signent avec la formule « Par délégation ». »

TITRE 7 - Indépendants

CHAPITRE UNIQUE - Caisses d'assurances sociales

Art. 24. à l'article 20, § 4, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, modifié en dernier lieu par la loi du 27 décembre 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est complété in fine comme suit :

« Ils correspondent aux frais encourus par la caisse pour accomplir les missions légales qui lui sont confiées par le présent article et dépendent de la qualité des services offerts par la caisse à ses affiliés. Le niveau de qualité est déterminé en fonction des obligations légales des caisses à l'égard de leurs affiliés et de l'Etat. »;

2° cinq alinéas, rédigés comme suit, sont insérés entre les alinéas 5 et 6 :

« En cas de début d'activité au sens de l'article 13bis, § 1^{er}, la caisse d'assurances sociales informe l'assujetti par écrit de la cotisation visée à l'alinéa 2 qui lui sera imputée, du mode de calcul de celle-ci et des services auxquels elle donne droit. La caisse invitera en même temps l'assujetti à signer un formulaire par lequel il reconnaîtra avoir reçu ces informations.

Chaque année, dans le courant du premier mois du premier trimestre civil, la caisse d'assurances sociales fait connaître à l'assujetti au moyen d'une mention explicite sur l'avis d'échéance, tant le montant de la cotisation visée à l'alinéa 2 dont il lui est redevable pour ce trimestre que le mode de calcul de celle-ci et les services auxquels elle donne droit.

Chaque année, dans le courant du premier mois des deuxième, troisième et quatrième trimestres civils, la caisse d'assurances sociales fait connaître à l'assujetti au moyen d'une mention explicite sur l'avis d'échéance le montant de la cotisation visée à l'alinéa 2 dont il lui est redevable pour ce trimestre.

Lorsque la caisse ne respecte pas les obligations mentionnées dans les trois alinéas précédents, elle peut être soumise aux sanctions telles que déterminées dans le § 2^{ter}.

Le Roi détermine la manière dont les caisses d'assurances sociales satisfont aux obligations visées aux alinéas 6 à 8. »

Art. 21. In artikel 9^{ter} van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragrafen 1 en 3 worden de woorden « vrijwillige dienst bij de ontwikkelingssamenwerking » vervangen door de woorden « Junior Programma van de Belgische ontwikkelingssamenwerking »;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « vrijwillige dienst » vervangen door de woorden « Junior Programma ».

Art. 22. In artikel 35, § 1, tweede lid, 5°, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2005, worden de woorden « vrijwillige dienst bij de ontwikkelingssamenwerking » vervangen door de woorden « Junior Programma van de Belgische ontwikkelingssamenwerking ».

TITEL 6 - Asiel en migratie

ENIG HOOFDSTUK - Delegation van bevoegdheid

Art. 23. Artikel 57/9, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1987 en gewijzigd bij de wet van 15 september 2006, wordt vervangen als volgt :

« Voor de bevoegdheden omschreven in artikel 57/6, 1° tot 7°, wordt de beslissing genomen door de Commissaris-generaal of bij delegatie door zijn adjuncten en dit onder gezag en leiding van de Commissaris-generaal. In dat geval ondertekenen de adjuncten met de formule « Bij delegatie ». »

TITEL 7 - Zelfstandigen

ENIG HOOFDSTUK - Sociale verzekeringskassen

Art. 24. In artikel 20, § 4, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, laatst gewijzigd door de wet van 27 december 2004, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt in fine aangevuld als volgt :

« Deze stemmen overeen met de kosten gemaakt door de kas om de wettelijke taken die haar krachtens dit artikel zijn toevertrouwd, uit te voeren en hangen af van de kwaliteit van de dienstverlening die de kas biedt aan zijn aangeslotenen. Het niveau van kwaliteit wordt bepaald in functie van de wettelijke verplichtingen van de kassen ten opzichte van hun aangeslotenen en van de Staat. »;

2° tussen het vijfde en het zesde lid worden vijf leden ingevoegd, luidende :

« Bij begin van bezigheid in de zin van artikel 13bis, § 1, moet de sociale verzekeringskas schriftelijk de aangeslotene informeren over de bijdragen, bedoeld in het tweede lid, die hem zullen worden aangerekend, de wijze waarop deze worden berekend en de diensten waarop deze recht geven. Tezelfdertijd zal de kas de aangeslotene vragen een formulier te ondertekenen waarbij hij erkent bovenvermelde inlichtingen te hebben verkregen.

Ieder jaar in de loop van de eerste maand van het eerste kalenderkwartaal laat de sociale verzekeringskas door middel van een uitdrukkelijke vermelding op het vervalddagbericht, aan de aangeslotene zowel het bedrag van de bijdrage bedoeld in het tweede lid, verschuldigd voor dit kalenderkwartaal, als de berekeningswijze ervan en de diensten waarop deze recht geeft, kennen.

Ieder jaar in de loop van de eerste maand van het tweede, derde en vierde kalenderkwartaal laat de sociale verzekeringskas door middel van een uitdrukkelijke vermelding op het vervalddagbericht, aan de aangeslotene het bedrag van de bijdrage bedoeld in het tweede lid kennen die hij voor dat kwartaal verschuldigd is.

Wanneer de kas de in drie voorgaande leden vermelde verplichtingen niet naleeft, kan zij onderworpen worden aan de sancties zoals bepaald in § 2^{ter}.

De Koning bepaalt de wijze waarop de sociale verzekeringskassen voldoen aan de verplichtingen bedoeld in het zesde tot het achtste lid. »

TITRE 8 - Affaires sociales**CHAPITRE 1^{er} - Modification de la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions sociales**

Art. 25. L'article 6 de la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions sociales, modifiée en dernier lieu par la loi-programme du 22 décembre 2008, est complété par les alinéas suivants, rédigés comme suit :

« Les créances de l'Office à charge des employeurs qui, pour le calcul de la rémunération de leurs travailleurs et/ou l'introduction de leurs déclarations de sécurité sociale, ont recours au Service central des dépenses fixes, institué par l'arrêté royal du 13 mars 1952 organisant le Service central des dépenses fixes et modifiant l'arrêté royal du 10 décembre 1868 portant règlement général sur la comptabilité de l'Etat, se prescrivent par 7 ans.

La prescription des créances, visée aux alinéas précédents, est interrompue :

1° par une lettre recommandée adressée par l'Office à l'employeur ou par une lettre recommandée adressée par l'employeur à l'Office;

2° par une citation en justice;

3° de la manière prévue par l'article 2248 du Code civil.

Le délai de prescription court à nouveau à partir de chaque interruption. »

Art. 26. Le présent chapitre produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

CHAPITRE 2 - Maladies professionnelles

Art. 27. L'article 6, 7°, des lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970, modifié par la loi du 13 juillet 2006, est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Les coûts de ces enquêtes et examens et les frais administratifs qui y sont inhérents sont à charge du bénéficiaire selon les modalités à déterminer par le Roi. »

CHAPITRE 3 - Allocations familiales**Section 1^{re} - Paiement par différentiel dans les prestations familiales garanties**

Art. 28. A l'article 2, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, remplacé par l'arrêté royal n° 242 du 31 décembre 1983, les termes « soit n'est pas bénéficiaire de prestations familiales en vertu d'un régime belge, étranger ou international soit n'en est bénéficiaire, en vertu d'un tel régime, qu'à raison d'un montant inférieur à celui qui peut être accordé conformément à la présente loi » sont remplacés par les termes « n'est pas bénéficiaire de prestations familiales en vertu d'un régime belge, étranger ou international ».

Art. 29. L'article 2, alinéa 1^{er}, 2°, de la même loi, tel qu'il existait avant d'être modifié par la présente loi, reste applicable aux demandes introduites avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 30. Les articles 28 et 29 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Section 2 - Dispositions diverses

Art. 31. L'article 56sexies, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées du 19 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, inséré par la loi du 24 décembre 2002 et modifié par la loi du 27 décembre 2004, est complété par un 5°, rédigé comme suit :

« 5° qui demande les allocations familiales en faveur d'un enfant :

a) ressortissant d'un Etat auquel s'applique le règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971 du Conseil des Communautés européennes relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés, ainsi qu'aux membres de leur famille, qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, ou, à défaut, ressortissant d'un Etat qui a ratifié la Charte sociale européenne ou la Charte sociale européenne (révisée);

b) ou apatride ou réfugié au sens de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. »

TITEL 8 - Sociale zaken**HOOFDSTUK 1 - Wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen**

Art. 25. Artikel 6 van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, laatst gewijzigd bij de programmawet van 22 december 2008, wordt aangevuld met volgende leden, luidende :

« De vorderingen van de Rijksdienst ten laste van de werkgevers die werknemers tewerkstellen die, voor de berekening van de wedde van hun werknemers en/of voor de indiening van hun aangiften voor sociale zekerheid, beroep doen op de Centrale Dienst voor vaste uitgaven, ingesteld bij het koninklijk besluit van 13 maart 1952 tot inrichting van de Centrale Dienst der vaste uitgaven en tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 december 1868 houdende algemeen reglement op de Rijkscomptabiliteit, verjaren na 7 jaar.

De verjaring van de schuldvorderingen bedoeld in voorgaande leden wordt gestuit :

1° door een aangetekende brief van de Rijksdienst aan de werkgever en door een aangetekende brief van de werkgever aan de Rijksdienst;

2° door een dagvaarding voor het gerecht;

3° op de wijze bepaald in artikel 2248 van het Burgerlijk Wetboek.

De verjaringstermijn loopt opnieuw vanaf elke stuiting. »

Art. 26. Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009.

HOOFDSTUK 2 - Beroepsziekten

Art. 27. Artikel 6, 7°, van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970, gewijzigd bij de wet van 13 juli 2006, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De kosten van deze onderzoeken en de administratieve kosten die hieraan inherent zijn, zijn ten laste van de begunstigde volgens de modaliteiten bepaald door de Koning. »

HOOFDSTUK 3 - Gezinsbijslag**Afdeling 1 - Betaling bij verschil in de gewaarborgde gezinsbijslag**

Art. 28. In artikel 2, eerste lid, 2°, van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, vervangen door het koninklijk besluit nr. 242 van 31 december 1983, worden de woorden « krachtens een Belgische, een buitenlandse of een internationale regeling ofwel geen recht geeft op gezinsbijslag ofwel er slechts recht op geeft voor een bedrag dat lager ligt dan dat van de bijslag welke overeenkomstig deze wet kan worden toegekend » vervangen door de woorden « geen recht geeft op gezinsbijslag krachtens een Belgische, buitenlandse of internationale regeling ».

Art. 29. Artikel 2, eerste lid, 2°, van dezelfde wet blijft, zoals het luidde vóór de wijziging bij deze wet, van toepassing voor aanvragen ingediend vóórdat deze wet in werking trad.

Art. 30. De artikelen 28 en 29 treden in werking op 1 januari 2010.

Afdeling 2 - Diverse bepalingen

Art. 31. Artikel 56sexies, § 1, tweede lid, van de samengeordende wetten van 19 december 1939 betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, ingevoegd bij de wet van 24 december 2002 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, wordt aangevuld met de bepaling onder 5°, luidende :

« 5° die kinderbijslag aanvraagt voor een kind :

a) dat onderdaan is van een Staat die onder de toepassing valt van de verordening (EEG) nr. 1408/71 van 14 juni 1971 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de toepassing van de sociale-zekerheidsregelingen op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen, of, indien dit niet het geval is, dat onderdaan is van een Staat die het Europees Sociaal Handvest of het (Herziene) Europees Sociaal Handvest heeft geratificeerd;

b) dat staatloze of vluchteling is in de zin van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. »

Art. 32. Dans l'article 64, § 2, A, alinéa 1^{er}, 2^o, des mêmes lois, remplacé par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982 et modifié par la loi du 22 décembre 2008, le a) est remplacé par ce qui suit :

« a) dans le chef des père, mère, beau-père, belle-mère. En cas d'adoption plénière de l'enfant par des personnes de même sexe ou en cas d'adoption plénière par une personne de l'enfant ou de l'enfant adoptif de son conjoint ou cohabitant de même sexe, le droit aux allocations familiales est fixé par priorité dans le chef du plus âgé des parents au premier degré. »

Art. 33. A l'article 69, § 1^{er}, des mêmes lois, remplacé par l'arrêté royal du 21 avril 1997 et modifié par les lois des 22 février 1998, 25 janvier 1999, 8 mai 2001, 20 juillet 2006 et 22 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les allocations familiales et de naissance sont payées à la mère. En cas d'adoption plénière de l'enfant par deux personnes de même sexe ou en cas d'adoption plénière par une personne de l'enfant ou de l'enfant adoptif de son conjoint ou cohabitant de même sexe, les allocations familiales sont payées au plus âgé des parents au premier degré. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Si la personne à laquelle les allocations familiales sont payées en vertu de l'alinéa 1^{er} n'élève pas effectivement l'enfant, les allocations familiales sont payées à la personne physique ou morale qui remplit ce rôle. »;

3° dans l'alinéa 3, les mots « de sexe différent » sont insérés entre les mots « deux parents » et les mots « qui ne cohabitent pas »;

4° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Lorsque les deux parents de même sexe qui ne cohabitent pas exercent conjointement l'autorité parentale au sens de l'article 374 du Code civil et que l'enfant n'est pas élevé exclusivement ou principalement par un autre allocataire, les allocations familiales sont payées intégralement au plus âgé des parents au premier degré. Toutefois, les allocations familiales sont payées intégralement à l'autre parent, à dater de sa demande, si l'enfant et lui-même ont, à cette date, la même résidence principale au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 5^o, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques. »;

5° dans l'alinéa 4 ancien, devenant l'alinéa 5, les mots « de l'alinéa 3, » sont remplacés par les mots « des alinéas 3 et 4, »;

6° dans l'alinéa 5 ancien, devenant l'alinéa 6, les mots « à l'alinéa 3, » sont remplacés par les mots « aux alinéas 3 et 4, ».

Art. 34. L'article 1^{er}, alinéa 7, de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, modifié par les lois des 29 avril 1996 et 24 décembre 2002, est complété par un 5^o, rédigé comme suit :

« 5° la personne qui demande les prestations familiales garanties en faveur d'un enfant :

a) ressortissant d'un Etat auquel s'applique le règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971 du Conseil des Communautés européennes relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés, ainsi qu'aux membres de leur famille, qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, ou, à défaut, ressortissant d'un Etat qui a ratifié la Charte sociale européenne ou la Charte sociale européenne (révisée);

b) ou apatride ou réfugié au sens de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. »

Art. 35. à l'article 2 de la même loi, remplacé par l'arrêté royal n° 242 du 31 décembre 1983 et modifié par les lois des 29 décembre 1990, 25 janvier 1999, 24 décembre 1999, 27 décembre 2005 et 28 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1° qui réside effectivement en Belgique :

a) et, pour autant qu'il n'ait pas de lien de parenté avec le demandeur jusqu'au troisième degré, ni n'est l'enfant du conjoint ou de l'ex-conjoint du demandeur ou de la personne avec laquelle celui-ci déclare

Art. 32. In artikel 64, § 2, A, eerste lid, 2^o, van dezelfde wetten, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982 en gewijzigd bij de wet van 22 december 2008, wordt de bepaling onder a) vervangen als volgt :

« a) in hoofde van de vader, de moeder, stiefvader, stiefmoeder. In geval van volle adoptie van het kind door personen van hetzelfde geslacht of in geval van volle adoptie door één persoon van het kind of het adoptiefkind van zijn echtgenoot of samenwonende van hetzelfde geslacht, wordt het recht op kinderbijslag bij voorrang vastgesteld uit hoofde van de oudste van de verwanten in de eerste graad. »

Art. 33. In artikel 69, § 1, van dezelfde wetten, vervangen bij het koninklijk besluit van 21 april 1997 en gewijzigd bij de wetten van 22 februari 1998, 25 januari 1999, 8 mei 2001, 20 juli 2006 en 22 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« De kinderbijslag en het kraamgeld worden betaald aan de moeder. In geval van volle adoptie van het kind door twee personen van hetzelfde geslacht of in geval van volle adoptie door één persoon van het kind of het adoptiefkind van zijn echtgenoot of samenwonende van hetzelfde geslacht, wordt de kinderbijslag betaald aan de oudste van de verwanten in de eerste graad. »;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Indien de persoon aan wie de kinderbijslag wordt betaald krachtens het eerste lid het kind niet daadwerkelijk opvoedt, wordt de kinderbijslag betaald aan de natuurlijke of rechtspersoon die deze rol vervult. »;

3° in het derde lid worden de woorden « van verschillend geslacht » ingevoegd tussen de woorden « twee ouders » en de woorden « die niet samenwonen »;

4° tussen het derde en het vierde lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

« Wanneer de twee ouders van hetzelfde geslacht die niet samenwonen het ouderlijk gezag gezamenlijk uitoefenen in de zin van artikel 374 van het Burgerlijk Wetboek en het kind niet uitsluitend of hoofdzakelijk door een andere bijslagtrekkende wordt opgevoed, wordt de kinderbijslag volledig betaald aan de oudste onder de verwanten in de eerste graad. De kinderbijslag wordt echter volledig aan de andere verwante betaald vanaf zijn aanvraag, als het kind en hijzelf op die datum dezelfde hoofdverblijfplaats hebben in de zin van artikel 3, eerste lid, 5^o, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen. »;

5° in het vroegere vierde lid dat het vijfde lid wordt, worden de woorden « van het derde lid » vervangen door de woorden « van het derde en het vierde lid »;

6° in het vroegere vijfde lid dat het zesde lid wordt, worden de woorden « in het derde lid » vervangen door de woorden « in het derde en het vierde lid ».

Art. 34. Artikel 1, zevende lid, van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, gewijzigd bij de wetten van 29 april 1996 en 24 december 2002, wordt aangevuld met een bepaling onder 5^o, luidende :

« 5° de persoon die gewaarborgde gezinsbijslag aanvraagt ten behoeve van een kind :

a) dat onderdaan is van een Staat die onder de toepassing valt van de verordening (EEG) nr. 1408/71 van 14 juni 1971 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de toepassing van de sociale verzekeringsregelingen op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen, of indien dit niet het geval is, dat onderdaan is van een Staat die het Europees Sociaal Handvest of het (Herziene) Europees Sociaal Handvest heeft geratificeerd;

b) dat staatloze is of vluchteling in de zin van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. »

Art. 35. In artikel 2 van dezelfde wet, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 242 van 31 december 1983 en gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990, 25 januari 1999, 24 december 1999, 27 december 2005 en 28 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt :

« 1° dat werkelijk in België verblijft :

a) en, voor zover het geen bloedverwant tot en met de derde graad van de aanvrager is, noch kind van de echtgenoot of gewezen echtgenoot van de aanvrager of van de persoon met wie deze een

former un ménage de fait, les conditions fixées par l'article 51, § 3, alinéa 2, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, étant satisfaites, ni n'est visé à l'article 1^{er}, alinéa 7, 5°, a) ou b), a résidé effectivement en Belgique, de manière ininterrompue, pendant au moins les cinq dernières années qui précèdent l'introduction de la demande;

b) et, s'il est étranger, a été admis à séjourner en Belgique ou à s'y établir conformément aux dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers; »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « à l'article 1^{er}, alinéa 5 » sont remplacés par les mots « à l'article 1^{er}, alinéa 6 ».

Art. 36. Dans l'article 6, alinéa unique, de la même loi, modifié par la loi du 22 décembre 2008, les mots « alinéas 3 à 5 » sont remplacés par les mots « alinéas 3 à 6 ».

Art. 37. Les articles 31, 34 et 35, 1°, produisent leurs effets le 1^{er} mars 2009.

Les articles 32, 33 et 36 entrent en vigueur le 1^{er} jour du trimestre qui suit celui de leur publication au *Moniteur belge*.

L'article 35, 2°, produit ses effets le 11 juin 2007.

CHAPITRE 4 - Institut national d'assurance maladie-invalidité

Section 1^{re} - Prime de rattrapage malades de longue durée

Art. 38. L'article 98 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, remplacé par loi du 27 décembre 2004, est complété par l'alinéa suivant :

« La revalorisation peut également être accordée sous la forme d'une prime de rattrapage. Le Roi détermine, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le montant de cette prime, ainsi que les catégories d'invalides qui peuvent en bénéficier en fonction de la date du début de l'incapacité de travail. »

Art. 39. La présente section entre en vigueur le 1^{er} mai 2010.

Section 2 - écartement des femmes enceintes

Art. 40. L'article 30 de la loi de relance économique du 27 mars 2009 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 30. Lorsqu'un risque a été constaté en application de l'article 41 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, et que l'employeur a pris une des mesures visées à l'article 42, § 1^{er}, de la même loi, une intervention de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité est prévue :

1° pour la travailleuse enceinte qui accepte d'être affectée à un autre travail adapté avec perte de salaire et pour la travailleuse enceinte qui exerce plusieurs activités salariées et dont la suspension de l'exécution du contrat de travail ou la dispense de travail ne concerne qu'une ou plusieurs mais pas toutes ces activités;

2° pour la travailleuse enceinte dont l'exécution du contrat de travail est suspendue.

La travailleuse enceinte visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, qui accepte d'être affectée à un autre travail adapté avec perte de salaire a droit à une indemnité de maternité dont le montant est déterminé conformément aux dispositions de l'article 219^{ter}, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

La travailleuse enceinte visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, qui exerce plusieurs activités salariées et dont la suspension de l'exécution du contrat de travail ou la dispense de travail ne concerne qu'une ou plusieurs mais pas toutes ces activités a droit à une indemnité de maternité dont le montant est déterminé conformément aux dispositions de l'article 219^{ter}, § 2, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 précité.

Les dispositions des § 3 et § 5 de l'article 219^{ter} précité sont également d'application dans les situations visées aux alinéas 2 et 3.

La travailleuse enceinte visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, a droit à une indemnité journalière égale à 78,237 p.c. de la rémunération journalière moyenne, déterminée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 juin 2001 établissant la notion uniforme de « rémunération journalière moyenne », et mettant en concordance certaines dispositions légales, en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et harmonisant certaines dispositions légales. Cette indemnité est allouée jusqu'à la sixième semaine précédant la date

feitelijk gezin verklaart te vormen, waarbij voldaan is aan de voorwaarden van artikel 51, § 3, tweede lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, noch bedoeld is in artikel 1, zevende lid, 5°, a) of b), gedurende ten minste de laatste vijf jaar die de indiening van de aanvraag voorafgaan, werkelijk en ononderbroken in België heeft verbleven;

b) en, indien het vreemdeling is, toegelaten is in België te verblijven of zich er te vestigen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 15 december 1980, betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen; »;

2° in het tweede lid worden de woorden « in artikel 1, vijfde lid » vervangen door de woorden « in artikel 1, zesde lid ».

Art. 36. In artikel 6, enig lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 22 december 2008, worden de woorden « derde tot vijfde lid » vervangen door de woorden « derde tot zesde lid ».

Art. 37. De artikelen 31, 34 en 35, 1°, hebben uitwerking met ingang van 1 maart 2009.

De artikelen 32, 33 en 36 treden in werking op de eerste dag van het trimester na dat waarin ze zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 35, 2°, heeft uitwerking met ingang van 11 juni 2007.

HOOFDSTUK 4 - Rijksdienst voor ziekte- en invaliditeitsverzekering

Afdeling 1 - Inhaalpremie voor langdurig zieken

Art. 38. Artikel 98 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, vervangen bij de wet van 27 december 2004, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De herwaardering kan eveneens worden toegekend onder de vorm van een inhaalpremie. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het bedrag van deze premie, evenals de categorieën van invaliden die er aanspraak op kunnen maken in functie van de aanvangsdatum van de arbeidsongeschiktheid. »

Art. 39. Deze afdeling treedt in werking op 1 mei 2010.

Afdeling 2 - Werkverwijdering van zwangere vrouwen

Art. 40. Artikel 30 van de economische herstellwet van 27 maart 2009, wordt vervangen als volgt :

« Art. 30. Wanneer er met toepassing van artikel 41 van de arbeidswet van 16 maart 1971, een risico is vastgesteld, en wanneer de werkgever één van de maatregelen bedoeld in artikel 42, § 1, van dezelfde wet, heeft genomen, is een tussenkomst van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering voorzien :

1° voor de zwangere werknemster die aanvaardt om een aangepaste arbeid uit te oefenen die tot loonverlies leidt en voor de zwangere werknemster die meerdere activiteiten in loondienst uitoefent en voor wie de schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst of de vrijstelling van arbeid slechts betrekking heeft op één of meerdere maar niet op al die activiteiten;

2° voor de zwangere werknemster van wie de uitvoering van de arbeidsovereenkomst is geschorst.

De zwangere werknemster bedoeld in het eerste lid, 1°, die aanvaardt om een aangepaste arbeid uit te oefenen die tot loonverlies leidt heeft recht op een moederschapsuitkering waarvan het bedrag wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 219^{ter}, § 1, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

De zwangere werknemster bedoeld in het eerste lid, 1°, die meerdere activiteiten in loondienst uitoefent en voor wie de schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst of de vrijstelling van arbeid slechts betrekking heeft op één of meerdere maar niet op al die activiteiten heeft recht op een moederschapsuitkering waarvan het bedrag wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 219^{ter}, § 2, van voornoemd koninklijk besluit van 3 juli 1996.

De bepalingen van § 3 en § 5 van voornoemd artikel 219^{ter} zijn eveneens van toepassing op de situaties bedoeld in het tweede en derde lid.

De zwangere werknemster bedoeld in het eerste lid, 2°, heeft recht op een daguitkering gelijk aan 78,237 pct. van het gemiddeld dagloon, bepaald overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 juni 2001 waarin, met toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juni 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, het uniform begrip « gemiddeld dagloon » wordt vastgesteld en sommige wettelijke bepalingen in overeenstemming worden gebracht. Deze uitkering wordt toegekend tot de zesde week voorafgaand aan de

présumée de l'accouchement ou la huitième semaine, lorsqu'une naissance multiple est prévue. »

Art. 41. La présente section entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010 et s'applique aux cas d'écartement du travail qui surviennent à partir de cette date.

CHAPITRE 5 - Financement alternatif

Section 1^{re} - Prélèvement complémentaire sur les recettes du précompte professionnel pour les années 2009, 2010 et 2011 – Allocation à l'Office national de sécurité sociale-Gestion globale

Art. 42. Dans l'article 66, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi-programme du 2 janvier 2001, modifié par les lois du 30 décembre 2001 et 17 juin 2009, la dernière phrase commençant par les mots « En cas d'insuffisance du produit de la TVA » et finissant par les mots « de l'insuffisance constatée. » est remplacée par la phrase suivante :

« En cas d'insuffisance du produit de la T.V.A. pour effectuer les paiements des montants dus en application de :

1° la décision du Conseil du 29 septembre 2000 relative au système des ressources propres des Communautés européennes (2000/597/CE, Euratom);

2° l'article 43 de la loi-programme du 11 juillet 2005;

3° l'article 36, 1°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

4° des articles 66, § 1^{er}, § 2, § 3bis, § 3sexies, 4e alinéa, § 11, § 13, et 67bis, de la présente loi;

5° l'article 116 de la loi-programme du 27 décembre 2006;

6° des articles 190 et 191 de la loi-programme du 24 décembre 2002;

7° l'article 21ter de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

8° des articles 57 à 59 de la loi-programme du 22 décembre 2008,

un montant complémentaire peut être prélevé, pour les années 2009, 2010 et 2011 sur les recettes du précompte professionnel sans que ce prélèvement puisse être supérieur au montant de l'insuffisance constatée des recettes de T.V.A. »

Art. 43. La présente section produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Section 2 - Fonds personnes handicapées

Art. 44. Dans l'article 66 de la loi-programme du 2 janvier 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 12, modifié en dernier lieu par la loi du 3 juillet 2005, les mots « en vue du financement du fonds visant à promouvoir l'accès au travail des personnes handicapées » sont remplacés par les mots « en vue de promouvoir le financement de l'activation des demandeurs d'emploi avec une capacité de travail diminuée. »;

2° au paragraphe 2, 13°, inséré par la loi du 3 juillet 2005, les mots « à l'Office national de Sécurité sociale » sont remplacés par « à l'ONSS-Gestion globale ».

Art. 45. La présente section produit ses effets le 17 avril 2009.

CHAPITRE 6 - Commission de règlement de la relation de travail

Art. 46. Dans le texte néerlandais de l'article 338, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, les mots « vanaf de inwerking-treding van deze wet » sont remplacés par les mots « vanaf de inwerking-treding van dit artikel ».

Art. 47. Dans l'article 343 de la même loi, les mots « et au plus tard le 1^{er} janvier 2009 » sont remplacés par les mots « et au plus tard le 1^{er} janvier 2010 ».

Art. 48. Le présent chapitre produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

vermoedelijke bevallingsdatum of tot de achtste week, wanneer de geboorte van een meerling voorzien wordt. »

Art. 41. Deze afdeling treedt in werking op 1 januari 2010 en is van toepassing op de gevallen van werkverwijdering die plaatsgrijpen vanaf die datum.

HOOFDSTUK 5 - Alternatieve financiering

Afdeling 1 - Bijkomende voorafname op de opbrengsten van de bedrijfsvoorheffing voor de jaren 2009, 2010 en 2011 – Toewijzing aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid-Globaal Beheer

Art. 42. In artikel 66, § 1, tweede lid, van de programmawet van 2 januari 2001, gewijzigd bij de wetten van 30 december 2001 en 17 juni 2009, wordt de laatste zin, die aanvangt met de woorden « Bij onvoldoende opbrengst van de BTW » en eindigt met de woorden « het vastgestelde tekort. » vervangen door de volgende zin :

« Bij onvoldoende opbrengst van de BTW om de betalingen uit te voeren die voortvloeien uit de toepassing van :

1° het besluit van de Raad van 29 september 2000 met betrekking tot het stelsel van de eigen middelen van de Europese Gemeenschappen (2000/597/EG, Euratom);

2° artikel 43 van de programmawet van 11 juli 2005;

3° artikel 36, 1°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

4° de artikelen 66, § 1, § 2, § 3bis, § 3sexies, vierde alinea, § 11, § 13 en 67bis van de voorliggende wet;

5° artikel 116 van de programmawet van 27 december 2006;

6° de artikelen 190 en 191 van de programmawet van 24 december 2002;

7° artikel 21ter van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;

8° de artikelen 57 tot 59 van de programmawet van 22 december 2008,

mag voor de jaren 2009, 2010 en 2011 een bijkomend bedrag voorafgenomen worden van de opbrengst van de bedrijfsvoorheffing, zonder dat deze voorafname groter kan zijn dan het vastgestelde tekort in de BTW ontvangsten. »

Art. 43. Deze afdeling heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009.

Afdeling 2 - Gehandicaptenfonds

Art. 44. In artikel 66, van de programmawet van 2 januari 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, twaalfde lid, laatst gewijzigd bij de wet van 3 juli 2005, worden de woorden « met het oog op de financiering van het fonds ter bevordering van de toegang tot arbeid voor personen met een handicap » vervangen door de woorden « met het oog op de financiering van de bevordering van de activering van werkzoekenden met een verminderde arbeidsgeschiktheid. »;

2° in paragraaf 2, 13°, ingevoegd bij de wet van 3 juli 2005, worden de woorden « voor de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid » vervangen door de woorden « voor de RSZ-Globaal Beheer ».

Art. 45. Deze afdeling heeft uitwerking met ingang van 17 april 2009.

HOOFDSTUK 6 - Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie

Art. 46. In de Nederlandse tekst van artikel 338, § 2, eerste lid, van de programmawet (I) van 27 december 2006, worden de woorden « vanaf de inwerking-treding van deze wet » vervangen door de woorden « vanaf de inwerking-treding van dit artikel ».

Art. 47. In artikel 343 van de zelfde wet worden de woorden « en uiterlijk op 1 januari 2009 » vervangen door de woorden « en uiterlijk op 1 januari 2010 ».

Art. 48. Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009.

CHAPITRE 7 - *Secrétariats sociaux d'employeurs, prestataires de services, mandat historique et baromètre de qualité*

Art. 49. Dans la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, il est inséré un article 31^{ter}, rédigé comme suit :

« Art. 31^{ter}. § 1^{er}. Les employeurs ont la possibilité de désigner un mandataire dans le cadre de leur administration sociale.

§ 2. Il existe deux types de mandataires :

1° les prestataires de services sociaux sont des mandataires qui, au nom et pour le compte d'employeurs, remplissent en relation directe avec les institutions de sécurité sociale, des formalités prévues en matière de sécurité sociale auxquelles les employeurs sont tenus à l'égard desdites institutions.

Dans les limites du mandat conclu avec l'employeur, ils se chargent d'accompagner les employeurs dans leurs relations avec les institutions telles que définies à l'article 2, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, et de les informer dans ce contexte;

2° les secrétariats sociaux agréés, tels que visés à l'article 27 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

§ 3. Pour remplir les formalités prévues en matière de sécurité sociale pour ses employeurs affiliés, le mandataire reçoit un accès au réseau électronique de la sécurité sociale, pour autant qu' :

1° il s'identifie dûment auprès des services de l'Office national de sécurité sociale ou auprès des services de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales;

2° il se conforme aux instructions des administrations concernées;

3° à la demande des administrations compétentes, il fournit tous les renseignements ou transmette tout document pour la surveillance de l'application des lois sociales, conformément à la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail, pour autant que ces renseignements ou ces documents soient nécessaires pour l'exécution des missions du mandataire;

4° il informe l'Office national de Sécurité sociale ou l'Office national de Sécurité sociale des administrations provinciales et locales, et l'Inspection sociale du Service public fédéral Sécurité sociale, endéans les 15 jours suivant l'événement, de la dénonciation ou de la suppression d'un employeur. »

Art. 50. Dans la même loi, il est inséré un article 31^{quater}, rédigé comme suit :

« Art. 31^{quater}. § 1^{er}. Entre l'employeur et son mandataire, un contrat écrit est conclu qui détermine, entre autres, l'objet du mandat, tout en respectant les conditions énoncées ci-après.

Le mandat peut s'appliquer à la totalité des obligations en matière de sécurité sociale ou à une partie de celles-ci.

Le Roi peut fixer les obligations en matière de sécurité sociale pour lesquelles un seul mandataire doit être compétent.

§ 2. Avant que celui-ci ne prenne cours, le mandat est notifié à l'Office national de Sécurité sociale ou à l'Office national de Sécurité sociale des administrations provinciales et locales au moyen de l'envoi d'une procuration.

Le mandataire désigné par l'employeur constitue le premier point de contact pour les institutions de sécurité sociale dans leurs relations avec l'employeur.

§ 3. Un mandat ne peut être transféré à un nouveau mandataire que lors du passage à un nouveau trimestre.

Le Roi fixe les modalités à prendre en considération lors du transfert du mandat d'un mandataire à un autre.

§ 4. Sans préjudice du § 5, le nouveau mandataire reprend de son prédécesseur la gestion des applications électroniques mises à la disposition par les institutions de sécurité sociale en vue de remplir les obligations en matière de droit de la sécurité sociale et est ainsi également chargé de la gestion pour le passé, le présent et l'avenir. Dès la reprise du mandat, le nouveau mandataire constitue le premier point de contact pour les institutions de sécurité sociale dans leurs relations avec l'employeur.

HOOFDSTUK 7 - *Sociale secretariaten van werkgevers, dienstverrichters, historisch mandaat en kwaliteitsbarometer*

Art. 49. In de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers wordt een artikel 31^{ter} ingevoegd, luidende :

« Art.31^{ter}. § 1. Werkgevers kunnen een mandataris aanstellen in het kader van hun sociale administratie.

§ 2. Er bestaan twee types mandatarissen :

1° Sociale dienstverrichters zijn mandatarissen die in naam en voor rekening van werkgevers formaliteiten inzake sociale zekerheid, waartoe deze werkgevers zijn gehouden ten aanzien van de instellingen van sociale zekerheid, in een rechtstreekse relatie met deze instellingen vervullen.

Binnen de grenzen van het met de werkgever gesloten mandaat nemen zij de opdracht op zich de werkgevers te begeleiden in hun betrekkingen met de instellingen, zoals ze zijn opgesomd in artikel 2, eerste alinea, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, en hen in die context te informeren;

2° erkende sociale secretariaten, zoals bedoeld in artikel 27 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

§ 3. De mandataris krijgt voor het uitvoeren van de formaliteiten inzake sociale zekerheid voor zijn aangesloten werkgevers een toegang tot het elektronische netwerk van de sociale zekerheid voor zover :

1° hij zich behoorlijk identificeert bij de diensten van de Rijksdienst voor sociale zekerheid of bij de diensten van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

2° hij zich schikt naar de onderrichtingen van de betrokken administraties;

3° hij op aanvraag van de bevoegde administraties alle inlichtingen verschafft of alle documenten voor het toezicht op de toepassing van de sociale wetten doorgeeft, overeenkomstig de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie, voor zover die inlichtingen of documenten noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de opdrachten van de mandataris;

4° hij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, en de sociale inspectie van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, binnen vijftien dagen na de gebeurtenis kennis geeft van de opzegging of van de schrapping van een werkgever. »

Art. 50. In dezelfde wet wordt een artikel 31^{quater} ingevoegd, luidende :

« Art. 31^{quater}. § 1. Tussen de werkgever en zijn mandataris wordt een schriftelijke overeenkomst gesloten die onder meer de inhoud regelt van het mandaat, met naleving van de hiernavolgende voorwaarden.

Het mandaat kan gelden voor de totaliteit van de verplichtingen inzake sociale zekerheid of een gedeelte ervan.

De Koning kan verplichtingen inzake sociale zekerheid vastleggen waarvoor een enkele mandataris bevoegd moet zijn.

§ 2. Het mandaat wordt vóór de aanvang ervan aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid of aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de plaatselijke en provinciale overheidsdiensten kenbaar gemaakt door middel van de verzending van een procuratie.

De door de werkgever aangeduide mandataris is het eerste aanspreekpunt voor de instellingen van sociale zekerheid in de betrekkingen met de werkgever.

§ 3. Een mandaat kan slechts op het ogenblik van de overgang naar een nieuw kwartaal worden overgedragen op een nieuwe mandataris.

De Koning bepaalt de modaliteiten die moeten in acht genomen worden bij de overgang van het mandaat van een mandataris naar een andere mandataris.

§ 4. Onverminderd de toepassing van paragraaf 5, neemt de nieuwe mandataris van zijn voorganger het beheer over van de elektronische toepassingen die met het oog op het vervullen van de verplichtingen inzake sociale zekerheid door de instellingen van sociale zekerheid ter beschikking worden gesteld en is daarbij belast met het beheer van het verleden, het heden en de toekomst. Vanaf de overname van het mandaat is de nieuwe mandataris het eerste aanspreekpunt voor de instellingen van sociale zekerheid in de betrekkingen met de werkgever.

L'ancien mandataire est soumis à une obligation d'information vis-à-vis du nouveau mandataire en ce qui concerne les trimestres pour lesquels l'ancien mandataire a effectué des déclarations ou rempli des formalités, et cela tout au long du délai durant lequel les trimestres auxquels l'information se rapporte ne sont pas encore prescrits.

En cas d'interruption ou de suspension de la prescription, l'obligation d'information reste intacte.

L'obligation d'information implique que l'ancien mandataire est tenu de fournir au nouveau mandataire à sa demande tous les renseignements disponibles, nécessaires aux transactions techniques, portant sur des trimestres ayant relevé de sa gestion.

§ 5. Un contrat conclu entre l'employeur et le nouveau mandataire doit obligatoirement préciser dans quelle mesure le mandataire précédent garde le mandat de procéder encore effectivement à des transactions techniques liées aux trimestres et aux obligations en matière de droit de la sécurité sociale ayant relevé de son mandat. »

Art. 51. L'article 27 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 27. § 1^{er}. Les secrétariats sociaux agréés sont des prestataires de services sociaux, tels que visés à l'article 31^{ter}, § 2, 1^o, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et qui, en vertu d'un agrément, perçoivent les cotisations sociales de leurs employeurs affiliés en vue de leur versement aux institutions chargées de la perception des cotisations de sécurité sociale.

§ 2. Le Roi fixe les conditions dans lesquelles le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions peut agréer des secrétariats sociaux d'employeurs appelés à accomplir en qualité de mandataires de leurs affiliés les formalités prescrites par la présente loi. Il détermine leurs droits et obligations.

Le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, accorder aux catégories d'employeurs qu'il détermine une intervention financière dans les frais d'affiliation à un secrétariat social agréé, dont il fixe le montant, les conditions et les règles spécifiques d'octroi.

Les réviseurs d'entreprise des secrétariats sociaux font rapport par écrit au Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et à l'Office national de Sécurité sociale endéans les soixante jours de l'approbation statutaire du rapport annuel, sur l'accomplissement de leur mission et plus particulièrement à propos du plan comptable fixé par le Roi.

L'usage de la dénomination « secrétariat social » est exclusivement réservé aux mandataires qui, conformément aux dispositions fixées par le Roi, sont agréés comme secrétariat social.

L'agrément confère au secrétariat social le droit exclusif de percevoir les cotisations dues par les employeurs affiliés, et ce uniquement de manière scripturale, et de les verser à l'Office national de Sécurité sociale.

A défaut de cette agrément spécifique, il est interdit à un prestataire de services sociaux, tel que visé à l'article 31^{ter}, § 2, 1^o, de la loi précitée du 29 juin 1981 de procéder à la perception de cotisations.

§ 3. L'agrément comme secrétariat social peut être retirée par le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, sur la base d'un rapport commun de l'Inspection sociale du Service public fédéral Sécurité sociale et de l'Inspection de l'Office national de Sécurité sociale et après avis du Comité de gestion de l'Office précité qui entend les responsables du secrétariat social. Ceux-ci peuvent aussi faire valoir leurs moyens par écrit.

La décision de retrait peut, entre autres, être basée sur les éléments suivants :

1^o le fait que, sciemment, le secrétariat social enfreint la législation sociale ou aide à l'enfreindre;

2^o le constat que le nombre des employeurs affiliés ou des travailleurs qu'ils occupent au cours d'une période ininterrompue de quatre trimestres est inférieur aux minima fixés par le Roi dans les conditions d'agrément;

3^o un manquement de qualité manifeste et persistant qui apparaît des résultats du baromètre de qualité, tel que visé à l'article 27^{bis}.

Le rapport de l'inspection visé dans le premier alinéa comprend entre autres un avis motivé des services mentionnés au sujet du retrait de l'agrément. »

Op de oude mandataris rust een informatieplicht naar de nieuwe mandataris betreffende de kwartalen waarvoor de oude mandataris aangiften of formaliteiten heeft verricht, en dit gedurende de termijn dat de kwartalen waarop de informatie betrekking heeft nog niet zijn verjaard.

In geval van stuiting of schorsing van de verjaring loopt de informatieplicht onverminderd door.

De informatieplicht houdt in dat de oude mandataris op verzoek van de nieuwe mandataris alle beschikbare inlichtingen, nodig voor de technische transacties, dient te verschaffen over kwartalen die onder zijn beheer vielen.

§ 5. Een overeenkomst tussen de werkgever en de nieuwe mandataris moet verplicht bepalen in welke mate de vorige mandataris de opdracht behoudt om voor de kwartalen en voor de verplichtingen van sociale zekerheid die onder zijn mandaat vielen nog effectief technische transacties te verrichten. »

Art. 51. Artikel 27 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wordt vervangen als volgt :

« Art. 27. § 1. Erkende sociale secretariaten zijn sociale dienstverrichters zoals vermeld in art. 31^{ter}, § 2, 1^o van de wet van 29 juni 1981 betreffende de algemene beginselen van de sociale zekerheid der werknemers die krachtens hun erkenning de sociale bijdragen van hun aangesloten werkgevers innen met het oog op doorstorting aan de instellingen belast met de inning van de sociale zekerheidsbijdragen.

§ 2. De Koning stelt de voorwaarden vast waaronder sociale secretariaten van werkgevers door de Minister bevoegd voor de Sociale Zaken kunnen worden erkend ten einde in hoedanigheid van mandataris van hun aangeslotenen, de door deze wet bepaalde formaliteiten te vervullen. Hij bepaalt hun rechten en verplichtingen.

De Koning kan, aan de categorieën werkgevers die Hij bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een financiële tussenkomst toekennen in de aansluitingskosten bij een erkend sociaal secretariaat, waarvan Hij het bedrag, de voorwaarden en de nadere regelen van de toekenning bepaalt.

De bedrijfsrevisoren van de sociale secretariaten brengen bij de Minister bevoegd voor de Sociale Zaken en bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid binnen zestig dagen na de statutaire goedkeuring van het jaarverslag, schriftelijk verslag uit over de uitvoering van hun opdracht, inzonderheid met betrekking tot het boekhoudkundig plan door de Koning bepaald.

Het gebruik van de benaming « sociaal secretariaat » is uitsluitend voorbehouden aan de mandatarissen die overeenkomstig de door de Koning vastgestelde bepalingen als sociaal secretariaat erkend zijn.

De erkenning geeft aan het sociaal secretariaat het exclusieve recht om de door de aangesloten werkgevers verschuldigde bijdragen uitsluitend op girale wijze te innen en door te storten aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Bij gebreke aan deze specifieke erkenning is het een sociale dienstverrichter, zoals bedoeld in artikel 31^{ter}, § 2, 1^o, van voornoemde wet van 29 juni 1981 verboden tot de inning van bijdragen over te gaan.

§ 3. De erkenning als sociaal secretariaat kan worden ingetrokken door de Minister bevoegd voor de Sociale Zaken, op grond van een gezamenlijk verslag van de Sociale Inspectie van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid en de Inspectie van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en na advies van het Beheerscomité van de voormelde Rijksdienst dat de verantwoordelijken van het sociaal secretariaat hoort. Laatstgenoemden kunnen hun middelen ook schriftelijk uiteenzetten.

De beslissing tot intrekking kan onder meer gebaseerd worden op volgende elementen :

1^o het feit dat het sociaal secretariaat, wetens en willens, de sociale wetgeving overtreedt of helpt te overtreden;

2^o de vaststelling dat het aantal van de aangesloten werkgevers of van de door hen tewerkgestelde werknemers gedurende een ononderbroken periode van vier kwartalen lager is dan de door de Koning in de erkenningsvoorwaarden vastgestelde minima;

3^o een manifest en blijvend gebrek aan kwaliteit, dat blijkt uit de resultaten van de kwaliteitsbarometer, zoals bepaald in artikel 27^{bis}.

Het verslag van de in het eerste lid beoogde inspectiediensten bevat onder meer een gemotiveerd advies van de vermelde diensten betreffende de intrekking van de erkenning. »

Art. 52. Dans la même loi, il est inséré un article 27bis, rédigé comme suit :

« Art. 27bis. Le Roi peut, sur avis du Comité de gestion de l'Office précité, élaborer, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, un baromètre de qualité pour les secrétariats sociaux agréés. Celui-ci constitue un instrument destiné à améliorer la qualité du traitement des données et l'échange des données avec les institutions de sécurité sociale, nécessaires à la bonne gestion de la sécurité sociale, et doit permettre aux secrétariats sociaux agréés de disposer d'un outil leur permettant d'évaluer objectivement leurs performances dans les différents domaines qui font l'objet des contrôles partiels composant le baromètre et les aider à améliorer celles-ci pour autant que de besoin.

Dans le but d'objectiver le fonctionnement correct des secrétariats sociaux agréés, le baromètre se compose des types de contrôles partiels suivants :

- contrôles silencieux
- contrôles techniques
- contrôles financiers
- contrôles par le système d'anomalies prioritaires présentes dans la DmfA
- contrôles par le système d'anomalies non-prioritaires présentes dans la DmfA
- contrôles croisés.

Le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, déterminer le contenu concret des contrôles partiels. L'élaboration technique des contrôles est définie par les institutions compétentes pour la perception des cotisations.

Le Roi définit, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, une procédure suivant laquelle les résultats sont communiqués au secrétariat social et au Comité de gestion de l'Office précité et détermine les suites qui doivent y être données.

Le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, également appliquer totalement ou partiellement le baromètre aux prestataires de services sociaux, tels que visés à l'article 31ter, § 2, 1°, de la loi précitée du 29 juin 1981, à l'exception du contrôle partiel 3° contrôles financiers. »

Art. 53. L'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, est complété comme suit :

« , ou qui, sans être agréé comme secrétariat social, perçoit des cotisations sociales chez des employeurs ou qui en qualité de secrétariat social perçoit des cotisations d'employeurs autrement que de manière scripturale. »

Art. 54. Dans l'article 3 de la loi concernant la modernisation de la gestion de la sécurité sociale et concernant la communication électronique entre des entreprises et l'autorité fédérale, modifié par la loi du 22 décembre 2003, il est inséré un nouveau paragraphe 2ter, rédigé comme suit :

« § 2ter. La Banque-Carrefour de la sécurité sociale coordonne le développement par une ou plusieurs institutions de sécurité sociale d'un système intégré pour la gestion des utilisateurs et des autorisations d'accès, l'identification électronique et l'authentification de l'identité des utilisateurs et la gestion et la vérification des qualités et mandats pertinents d'utilisateurs, qui doit être utilisé par les entreprises, leurs préposés ou mandataires en vue de l'accès au système d'information des institutions de sécurité sociale. »

Art. 55. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010, à l'exception de l'article 52 qui entrera en vigueur à une date déterminée par le Roi, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, et après avis du Conseil national du travail.

CHAPITRE 8 - Prescription ONSS

Art. 56. Dans l'article 42, alinéa 6, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par les lois des 25 janvier 1999, 27 décembre 2005 et 22 décembre 2008, la disposition figurant au 2° est remplacée comme suit :

« 2° par une lettre recommandée adressée par l'Office national de Sécurité sociale à l'employeur ou aux personnes visées à l'article 30bis et par une lettre recommandée adressée par l'employeur ou les personnes visées à l'article 30bis à l'Office précité; ».

Art. 52. In dezelfde wet wordt een nieuw artikel 27bis ingevoegd, luidende :

« Art. 27bis. De Koning kan, na advies van het Beheerscomité van de voormelde Rijksdienst, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een kwaliteitsbarometer uitwerken voor de erkende sociale secretariaten. Deze is een middel om de kwaliteit te verbeteren van de behandeling van de gegevens en de gegevensuitwisseling met de instellingen van sociale zekerheid, nodig voor een goed beheer van de sociale zekerheid en moet de erkende sociale secretariaten in de mogelijkheid stellen om op een objectieve manier hun eigen prestaties te evalueren in de verschillende domeinen die het voorwerp uitmaken van de deelcontroles van de kwaliteitsbarometer en moet hen toestaan deze te verbeteren voor zover nodig.

Met als doel de correcte werking van de sociale secretariaten te objectiveren, is de barometer opgebouwd uit de volgende soorten deelcontroles :

- stilzwijgerscontroles
- technische controles
- financiële controles
- systeemcontroles op prioritaire anomalieën in de DmfA
- systeemcontroles op niet-prioritaire anomalieën in de DmfA
- crosscontroles.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de concrete inhoud van de deelcontroles bepalen. De technische uitwerking van de controles wordt gedefinieerd door de instellingen die bevoegd zijn voor de inning van de bijdragen.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een procedure volgens dewelke de resultaten worden medegedeeld aan het sociaal secretariaat en het Beheerscomité van de voornoemde Rijksdienst en bepaalt de gevolgen die hieraan moeten worden gegeven.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de barometer ook geheel of ten dele toepassen op de sociale dienstverrichters, zoals bedoeld in artikel 31ter, § 2, 1°, van de voornoemde wet van 29 juni 1981, met uitzondering van de deelcontrole 3° financiële controles. »

Art. 53. Artikel 35, § 1, tweede lid, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« , of die zonder als sociaal secretariaat erkend te zijn, sociale zekerheidsbijdragen int bij werkgevers, of die als sociaal secretariaat de bijdragen van de werkgevers op een andere dan girale wijze ontvangen. »

Art. 54. In artikel 3 van de wet van 24 februari 2003 betreffende de modernisering van het beheer van de sociale zekerheid en betreffende de elektronische communicatie tussen ondernemingen en de federale overheid, gewijzigd bij de wet van 22 december 2003, wordt een nieuwe paragraaf 2ter ingevoegd, die luidt als volgt :

« § 2ter. De Kruispuntbank van de sociale zekerheid coördineert de uitbouw door één of meerdere instellingen van sociale zekerheid van een geïntegreerd systeem voor het beheer van de gebruikers en van de toegangsmachtigingen, de elektronische identificatie en de authenticatie van de identiteit van de gebruikers en het beheer en de verificatie van de relevante hoedanigheden en mandaten van gebruikers, dat door de ondernemingen, hun aangestelden of lasthebbers moet worden gebruikt voor de toegang tot het informatiesysteem van de instellingen van sociale zekerheid. »

Art. 55. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2010, behalve artikel 52 dat in werking treedt op een datum bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, en na het advies van de Nationale Arbeidsraad te hebben ingewonnen.

HOOFDSTUK 8 - Verjaring RSZ

Art. 56. In artikel 42, zesde lid, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wetten van 25 januari 1999, 27 december 2005 en 22 december 2008, wordt de bepaling onder 2° vervangen als volgt :

« 2° door een aangetekende brief van de Rijksdienst voor sociale zekerheid aan de werkgever of aan de personen bedoeld in artikel 30bis en door een aangetekende brief van de werkgever of de personen bedoeld in artikel 30bis aan de genoemde Rijksdienst; ».

CHAPITRE 9 - *Cotisation spéciale pour la sécurité sociale*

Art. 57. A l'article 107, 2°, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, modifié en dernier lieu par la loi du 27 décembre 2005, les mots « en France auxquelles s'appliquent les articles 11, § 2, c, et 18, de la convention préventive de la double imposition conclue avec la France le 10 mars 1964 et qui sont soumises en France à une législation sociale analogue à celle visée à l'article 106, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « en France et aux Pays-Bas auxquelles s'appliquent respectivement les articles 11, § 2, c, et 18, paragraphe 1^{er}, b) des conventions préventives de la double imposition conclues avec ces pays et qui sont soumises dans ces pays à une législation sociale analogue à celle visée à l'article 106, § 1^{er} ».

Art. 58. § 1^{er}. L'article 57 produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 2005.

§ 2. Le dégrèvement des impositions se rattachant aux exercices d'imposition à partir de 2005 qui ont été établies en contradiction avec l'article 57, est accordé à la suite d'une réclamation présentée dans le délai de six mois à partir de la date de la publication de la présente loi auprès du directeur des contributions directes dans le ressort duquel l'imposition a été établie.

CHAPITRE 10 - *Dispositions modifiant le Chapitre VI du Titre XI de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I) relatif aux cotisations de sécurité sociale et retenues, dues sur des prépensions, sur des indemnités complémentaires à certaines allocations de sécurité sociale et sur des indemnités d'invalidité*

Art. 59. Dans l'article 114 de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses(I), l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Pour l'application des 2°, 3° et 5°, n'est toutefois pas considérée comme une indemnité complémentaire à certaines allocations de sécurité sociale, l'indemnité qui est considérée comme de la rémunération en application de l'article 2 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 60. A l'article 116 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la première phrase, les mots « à celle-ci » sont remplacés par « à une allocation sociale » ;

2° dans le 1°, les mots « l'article 114, 1°, 2°, 3° et 5° » sont remplacés par les mots « l'article 114, 2°, 3° et 5° » ;

3° les 7° et 8° sont abrogés.

Art. 61. Dans l'article 118, § 3, de la même loi, les mots « des ateliers sociaux, visés au Décret de la Communauté flamande du 14 juillet 1998 relatif aux ateliers sociaux ou par » sont insérés entre les mots « occupés par » et les mots « des employeurs » et les mots « à l'article 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 » sont remplacés par les mots « à l'article 1^{er}, 1° et 2°, de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 ».

Art. 62. Dans l'article 121, de la même loi, les mots « et de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant la prépension conventionnelle dans le cadre du Pacte de solidarité entre les générations » sont insérés entre les mots « portant dispositions diverses, » et les mots « les débiteurs visés à ».

Art. 63. L'article 123 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 123. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités de calcul, déclaration et paiement des cotisations patronales spéciales visées aux articles 117 et 119, ainsi que de la cotisation compensatoire visée à l'article 121 lorsque cette indemnité complémentaire est versée par plusieurs débiteurs. »

Art. 64. A l'article 124, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par les mots « et fixer les règles de calcul en cas de mois incomplet. » ;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, fixer des sanctions administratives dans les cas où le débiteur s'est soustrait à son obligation en matière de déclaration ou n'y a satisfait que partiellement. Le maximum d'une telle sanction est fixé à 250 euros. » ;

3° dans le paragraphe 4, les mots « aux articles 117 et 119 » sont remplacés par les mots « aux articles 117, 119 et 121 » ;

HOOFDSTUK 9 - *Bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid*

Art. 57. In artikel 107, 2°, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, laatst gewijzigd bij de wet van 27 december 2005, worden de woorden « in Frankrijk waarop de artikelen 11, § 2, c, en 18, van de op 10 maart 1964 met Frankrijk gesloten overeenkomst ter voorkoming van dubbele belasting van toepassing is en die in Frankrijk aan een sociale wetgeving gelijkaardig aan die bedoelde in artikel 106, § 1, zijn onderworpen » vervangen door de woorden « in Frankrijk en Nederland, waarop respectievelijk de artikelen 11, § 2, c, en 18, paragraaf 1, b) van de met die landen gesloten overeenkomsten ter voorkoming van dubbele belasting van toepassing zijn en die in die landen aan een sociale wetgeving gelijkaardig aan die vermeld in artikel 106, § 1, zijn onderworpen ».

Art. 58. § 1. Artikel 57 heeft uitwerking met ingang van aanslagjaar 2005.

§ 2. De ontheffing van de belastingen die verbonden zijn aan de aanslagjaren vanaf 2005 en die werden gevestigd in strijd met het artikel 57, wordt toegekend ingevolge een bezwaarschrift ingediend binnen de zes maanden na de bekendmaking van deze wet bij de directeur der directe belastingen in wiens ambtsgebied de aanslag is gevestigd.

HOOFDSTUK 10 - *Bepalingen tot wijziging van Hoofdstuk VI van Titel XI van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I) betreffende de Sociale zekerheidsbijdragen en inhoudingen verschuldigd op brugpensioenen, op aanvullende vergoedingen bij sommige sociale zekerheidsuitkeringen en op uitkeringen voor invaliditeit*

Art. 59. In artikel 114 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), wordt het vierde lid vervangen als volgt :

« Voor de toepassing van 2°, 3° en 5°, wordt echter niet als een aanvullende vergoeding bij bepaalde sociale zekerheidsuitkeringen beschouwd, de vergoeding die als loon wordt beschouwd bij toepassing van artikel 2 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers en van haar uitvoeringsbesluiten. »

Art. 60. In artikel 116 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste zin wordt het woord « daarvan » vervangen door « op een sociale uitkering » ;

2° in 1° worden de woorden « in artikel 114, 1°, 2°, 3° en 5°. » vervangen door de woorden « in artikel 114, 2°, 3° en 5° » ;

3° de bepalingen onder 7° en 8° worden opgeheven.

Art. 61. In artikel 118, § 3, van dezelfde wet, worden de woorden « door sociale werkplaatsen, zoals bedoeld in het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 14 juli 1998 inzake sociale werkplaatsen of » ingevoegd tussen de woorden « die waren tewerkgesteld » en de woorden « door werkgevers » en worden de woorden « in artikel 1, 1° van het koninklijk besluit van 18 juli 2002, » vervangen door de woorden « in artikel 1, 1° en 2° van het koninklijk besluit van 18 juli 2002, ».

Art. 62. In artikel 121, van dezelfde wet worden de woorden « en van artikel 3, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het conventioneel brugpensioen in het kader van het Generatiepact » ingevoegd tussen de woorden « en houdende diverse bepalingen » en de woorden « zijn de debiteurs bedoeld in ».

Art. 63. Artikel 123 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 123. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de modaliteiten van berekening, aangifte en betaling van de bijzondere werkgeversbijdragen bepaald in de artikelen 117 en 119, alsook van de compenserende bijdrage bepaald in artikel 121 wanneer deze laatste aanvullende vergoeding wordt uitgekeerd door meerdere debiteurs. »

Art. 64. In artikel 124 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met de woorden « en de regels voor berekening vaststellen in geval van een onvolledige maand. » ;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, administratieve sancties bepalen in het geval de debiteur zich geheel of gedeeltelijk aan zijn aangifteplicht heeft onttrokken. Deze sanctie kan maximaal 250 euro bedragen. » ;

3° in paragraaf 4 worden de woorden « in artikelen 117 en 119 » vervangen door de woorden « in artikelen 117, 119 en 121 » ;

4° le paragraphe 5 est complété par les 8° et 9°, rédigés comme suit :

« 8° le fait que le travailleur qui bénéficie d'une indemnité complémentaire telle que définie à l'article 114, 3°, b), est dispensé par l'employeur de l'exécution des prestations de travail à mi-temps normalement prévues;

9° le fait que le travailleur qui bénéficie d'une indemnité complémentaire telle que définie à l'article 114, 3°, b), est remplacé. »

Art. 65. à l'article 125, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe premier est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Nonobstant l'article 123, les débiteurs visés à l'article 116, 1° à 3°, déclarent trimestriellement tant les cotisations patronales spéciales visées aux articles 117 et 119, que la cotisation patronale spéciale compensatoire visée à l'article 121 et les versent à l'Institution chargée de la perception des cotisations de sécurité sociale. »;

2° l'article 125 est complété par un paragraphe 3, rédigé comme suit :

« § 3. Le Roi peut fixer des modalités particulières de déclaration et de paiement des cotisations lorsque l'indemnité complémentaire n'est pas versée mensuellement jusqu'au mois au cours duquel le bénéficiaire atteint l'âge de la pension légale. Une fois déterminé et versé, le montant des cotisations est non révisable. »

Art. 66. L'article 126 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 126. § 1^{er}. Sur l'indemnité complémentaire visée :

1° soit à l'article 114, 2°;

2° soit à l'article 114, 3°,

il est instauré une retenue de sécurité sociale correspondant à 6,5 % de l'ensemble de l'allocation sociale et de l'indemnité complémentaire à charge du bénéficiaire de l'indemnité complémentaire.

Sur l'indemnité complémentaire visée à l'article 114, 5°, il est instauré une retenue de sécurité sociale correspondant à 4,5 % de l'ensemble de l'allocation sociale et de l'indemnité complémentaire à charge du bénéficiaire de l'indemnité complémentaire.

Il est instauré une retenue de sécurité sociale correspondant à 4,5 % de l'ensemble de l'allocation sociale et de l'indemnité complémentaire visée à l'article 114, 2°, à charge du bénéficiaire de l'indemnité complémentaire pour les prépensions qui ont pris cours après le 30 avril 1994 et avant le 1^{er} janvier 1997 ainsi que pour les prépensions qui ont pris cours après le 31 décembre 1996 lorsque les travailleurs ont été mis au courant de leur licenciement avant le 1^{er} novembre 1996 ou lorsque les travailleurs ont été mis au courant de leur licenciement après le 31 octobre 1996 mais ont été licenciés en application de la section III de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi des allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle pour autant que la reconnaissance en tant qu'entreprise en difficulté ou en restructuration ait été délivrée avant le 1^{er} novembre 1996.

§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prévoir des sanctions administratives dans les cas où le débiteur s'est soustrait à son obligation en matière de déclaration ou n'y a satisfait que partiellement. Le maximum d'une telle sanction est fixé à 250 euros.

§ 3. Le débiteur de l'indemnité complémentaire, visé à l'article 116, 1° à 4°, est considéré comme débiteur de la retenue visée au § 1^{er}. Ce débiteur est civilement responsable de cette retenue, ainsi que de sa déclaration et de son paiement.

En cas de trop perçu des retenues, celui-ci est remboursé aux débiteurs de l'indemnité complémentaire à charge pour ceux-ci de rétrocéder la retenue au bénéficiaire de l'indemnité complémentaire.

§ 4. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités de paiement de la retenue visée au § 1^{er} lorsque l'indemnité complémentaire est versée par plusieurs débiteurs. »

Art. 67. A l'article 127 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

a) le premier paragraphe est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les retenues visées à l'article 126, § 1^{er}, sont calculées sur la somme de l'allocation sociale et de l'indemnité complémentaire.

Pour l'application de l'alinéa précédent, il est tenu compte du montant mensuel théorique de l'allocation sociale et du montant mensuel brut de l'indemnité complémentaire. »;

4° paragraaf 5 wordt aangevuld met de bepalingen onder 8° en 9°, luidende :

« 8° het feit dat de werknemer die geniet van een aanvullende vergoeding zoals omschreven in artikel 114, 3°, b), door de werkgever vrijgesteld is van de normaal voorziene uitvoering van de halftijdse werkprestaties;

9° het feit dat de werknemer die geniet van een aanvullende vergoeding zoals omschreven in artikel 114, 3°, b), vervangen is. »

Art. 65. In artikel 125 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Onverminderd het bepaalde in artikel 123 geven de debiteurs, bedoeld in artikel 116, 1° tot 3°, per kwartaal zowel de bijzondere werkgeversbijdragen bedoeld in de artikelen 117 en 119, als de bijzondere compenserende werkgeversbijdrage, bedoeld in artikel 121, aan en storten deze aan de instelling belast met de inning van de sociale zekerheidsbijdragen. »;

2° artikel 125 wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende :

« § 3. De Koning kan bijzondere modaliteiten van aangifte en betaling vastleggen indien de aanvullende vergoeding niet maandelijks tot de maand gedurende dewelke de begunstigde de wettelijke pensioenleeftijd bereikt, wordt uitgekeerd. Eénmaal vastgesteld en uitgekeerd, is het bedrag van de bijdragen niet meer herzienbaar. »

Art. 66. Artikel 126 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 126. § 1. Op de aanvullende vergoeding, bedoeld in :

1° artikel 114, 2°;

2° of artikel 114, 3°,

wordt een sociale zekerheidsinhouding ingesteld die overeenstemt met 6,5 % van het totaal van de sociale uitkering en de aanvullende vergoeding, ten laste van de rechthebbende op de aanvullende vergoeding.

Op de aanvullende vergoeding, bedoeld in artikel 114, 5°, wordt een sociale zekerheidsinhouding ingesteld die overeenstemt met 4,5 % van het geheel van de sociale uitkering en de aanvullende vergoeding, ten laste van de rechthebbende op de aanvullende vergoeding.

Er wordt een sociale zekerheidsinhouding ingevoerd van 4,5 % op het totaal van de sociale uitkering en van de aanvullende vergoeding bedoeld in artikel 114, 2°, ten laste van de begunstigde van de aanvullende vergoeding voor de brugpensioenen die zijn ingegaan na 30 april 1994 en vóór 1 januari 1997, alsook voor de brugpensioenen die zijn ingegaan na 31 december 1996, indien de werknemers van hun ontslag op de hoogte zijn gebracht vóór 1 november 1996 of indien de werknemers van hun ontslag op de hoogte zijn gebracht na 31 oktober 1996 maar ontslagen werden bij toepassing van de afdeling III van het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van de werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen, voor zover de erkenning als onderneming in moeilijkheden of herstructurering werd afgeleverd vóór 1 november 1996.

§ 2. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, administratieve sancties voorzien in het geval de debiteur zich geheel of gedeeltelijk aan zijn aangifteplicht heeft onttrokken. Deze sanctie kan maximaal 250 euro bedragen.

§ 3. De debiteur van de aanvullende vergoeding, bedoeld in artikel 116, 1° tot 4°, wordt beschouwd als debiteur van de inhouding bedoeld in § 1. Deze debiteur is burgerlijk verantwoordelijk voor deze inhouding, alsook voor de aangifte en de betaling ervan.

In geval van teveel ontvangen inhoudingen worden deze aan de debiteurs van de aanvullende vergoeding terugbetaald, waarbij zij verplicht zijn de inhouding terug te geven aan de begunstigde van de aanvullende vergoeding.

§ 4. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de betalingsmodaliteiten van de inhouding bedoeld in § 1 indien de aanvullende vergoeding wordt uitgekeerd door meerdere debiteurs. »

Art. 67. In artikel 127 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De inhoudingen bedoeld in artikel 126, § 1, worden berekend op de som van de sociale uitkering en de aanvullende vergoeding.

Voor de toepassing van het vorig lid wordt rekening gehouden met het theoretische maandbedrag van de sociale uitkering en met het bruto maandbedrag van de aanvullende vergoeding. »;

b) le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le montant mensuel théorique de l'allocation sociale est fixé comme suit :

1° pour les allocations sociales visées à l'article 114, 2°, 3°, a) et 5°, s'il s'agit d'un chômeur complet visé à l'article 100 de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991, ou d'un prépensionné à mi-temps, le montant journalier de l'allocation de chômage multiplié par 26;

2° pour les allocations sociales visées à l'article 114, 2° et 3°, a), s'il s'agit d'un chômeur complet visé à l'article 103 de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991, le montant d'une demi-allocation de chômage multiplié d'abord par le nombre de demi-allocations par semaine fixé en application de cet article 103 et puis par 4,33. La fraction décimale du résultat obtenu est arrondie soit à l'unité supérieure, soit à l'unité inférieure selon qu'elle atteint ou non 0,50;

3° pour les allocations sociales visées à l'article 114, 3°, b), le montant mensuel des allocations d'interruption. »;

c) le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Pour la retenue visée à l'article 126, § 1^{er}, lorsqu'il s'agit d'indemnités complémentaires visées à l'article 114, 2° et 114, 3°, a), le montant mensuel brut de l'indemnité complémentaire est fixé comme suit :

1° si l'indemnité complémentaire est payée mensuellement ou plus fréquemment, du premier mois pour lequel l'indemnité complémentaire est octroyée jusqu'au mois au cours duquel l'allocataire atteint l'âge de la pension légale, le montant brut mensuel est égal au montant brut de l'indemnité versée pour le mois;

2° si l'indemnité complémentaire est payée selon une autre périodicité que celle visée au 1°, le montant brut mensuel est égal au montant total qui est dû pour la période totale à laquelle ce ou ces montant(s) a(ont) trait, divisé par le nombre de mois, compté à partir du premier mois pour lequel l'indemnité complémentaire est octroyée jusqu'au mois au cours duquel l'allocataire atteint l'âge de la pension légale.

Pour les indemnités complémentaires dont le premier octroi est antérieur à l'entrée en vigueur du titre 8, chapitre 10, de la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions diverses et qui sont payées selon une autre périodicité que celle visée au 1°, le montant brut mensuel est égal au solde du montant des indemnités complémentaires restant à payer divisé par le nombre de mois restant à couvrir. »;

d) le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Pour la retenue visée à l'article 126, § 1^{er}, 2°, lorsqu'il s'agit d'indemnités complémentaires visées à l'article 114, 3°, b), le montant mensuel brut de l'indemnité complémentaire est fixé comme suit :

1° si l'indemnité complémentaire est payée mensuellement ou plus fréquemment, le montant brut mensuel est égal au montant brut de l'indemnité versée pour le mois;

2° si l'indemnité complémentaire est payée selon une autre périodicité que celle visée au 1°, le montant brut mensuel est égal au montant total qui est dû pour la période totale à laquelle ce ou ces montant(s) a(ont) trait, divisé par le nombre de mois compris dans la période maximale pour laquelle une demande d'allocations d'interruption visées à l'article 114, 3°, b), a été introduite auprès de l'Office national de l'emploi. »;

e) il est inséré un paragraphe 5/1, rédigé comme suit :

« § 5/1. Le Roi peut fixer des modalités particulières de déclaration et de paiement des retenues lorsque l'indemnité complémentaire est versée selon les modalités du § 4, 2°, ou du § 5, 2°. Une fois déterminé et versé le montant des retenues est non révisable. »;

f) le paragraphe 6, est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Pour l'application des § 4, 2°, § 5, 2°, et § 5/1, il est tenu compte du montant théorique maximal auquel l'ayant droit peut prétendre. Il n'est pas tenu compte de la modification de ce montant suite à l'application de mécanismes de revalorisation ou d'indexation. »;

g) le paragraphe 7 est abrogé.

Art. 68. L'article 128, § 1^{er}, de la même loi est complété comme suit :

« Cette déclaration doit également se faire si le montant calculé de la retenue est égal à zéro. »

b) paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Het theoretische maandbedrag van de sociale uitkering wordt bepaald als volgt :

1° voor de sociale uitkeringen bedoeld in artikel 114, 2°, 3°, a) en 5°, indien het een volledig werkloze betreft bedoeld in artikel 100 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991, of een halftijds brugpensioneerde, het dagbedrag van de werkloosheidsuitkering vermenigvuldigd met 26;

2° voor de sociale uitkeringen bedoeld in artikel 114, 2° en 3°, a), indien het een volledig werkloze betreft bedoeld in artikel 103 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991, het bedrag van een halve werkloosheidsuitkering achtereenvolgens te vermenigvuldigen met het aantal halve uitkeringen per week, bepaald in uitvoering van dit artikel 103, en vervolgens met 4,33. De decimalen van het bekomen resultaat worden naar de bovenliggende of de onderliggende eenheid afgerond naargelang 0,50 al dan niet wordt bereikt;

3° voor de sociale uitkeringen bedoeld in artikel 114, 3°, b), het maandbedrag van de onderbrekingsvergoedingen. »;

c) paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. Voor de inhouding bedoeld in artikel 126, § 1, wordt, indien het gaat om aanvullende vergoedingen bedoeld in artikel 114, 2° en 114, 3°, a), het bruto maandbedrag van de aanvullende vergoeding bepaald als volgt :

1° indien de aanvullende vergoeding maandelijks of met een korter interval wordt betaald vanaf de eerste maand waarvoor een aanvullende vergoeding wordt toegekend tot de maand waarin de begunstigde de wettelijke pensioenleeftijd bereikt, is het bruto maandbedrag gelijk aan het bruto bedrag van de vergoeding uitgekeerd voor de maand;

2° indien de aanvullende vergoeding wordt betaald volgens een andere periodiciteit dan die bedoeld in 1°, is het bruto maandbedrag gelijk aan het totale bedrag dat verschuldigd is voor de volledige periode waarop dit of deze bedrag(en) betrekking heeft (hebben), gedeeld door het aantal maanden vanaf de eerste maand waarvoor de aanvullende vergoeding wordt toegekend tot de maand waarin de begunstigde de wettelijke pensioenleeftijd bereikt.

Voor de aanvullende vergoedingen die voor het eerst zijn toegekend vóór de inwerkingtreding van Titel 8, Hoofdstuk 10 van de wet van 30 december 2009 houdende diverse bepalingen en die volgens een andere periodiciteit worden betaald dan die bedoeld in 1°, is het bruto maandbedrag gelijk aan het saldo van het bedrag van de aanvullende vergoedingen dat nog betaald dient te worden, gedeeld door het aantal maanden dat nog gedekt dient te worden. »;

d) paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

« § 5. Voor de inhoudingen bedoeld in artikel 126, § 1, 2°, wordt, indien het gaat om aanvullende vergoedingen bedoeld in artikel 114, 3°, b), het bruto maandbedrag van de aanvullende vergoeding vastgesteld als volgt :

1° indien de aanvullende vergoeding maandelijks of met een korter interval betaald wordt, is het bruto maandbedrag gelijk aan het brutobedrag van de vergoeding uitgekeerd voor de maand;

2° indien de aanvullende vergoeding wordt betaald volgens een andere periodiciteit dan bedoeld in 1°, is het bruto maandbedrag gelijk aan het totaalbedrag dat verschuldigd is voor de volledige periode op dewelke dit (deze) bedrag(en) betrekking heeft (hebben), gedeeld door het aantal maanden begrepen in de maximale periode voor dewelke een aanvraag voor onderbrekingsuitkeringen bedoeld in artikel 114, 3°, b), is ingediend bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening. »;

e) een paragraaf 5/1 wordt ingevoegd, luidende als volgt :

« § 5/1. De Koning kan bijzondere modaliteiten van aangifte en betaling vastleggen indien de aanvullende vergoeding wordt betaald volgens de modaliteiten van de § 4, 2°, of § 5, 2°. Eenmaal uitgekeerd is dit bedrag niet meer herzienbaar. »;

f) paragraaf 6 wordt vervangen als volgt :

« § 6. Voor de toepassing van § 4, 2°, § 5, 2°, en § 5/1, wordt rekening gehouden met het theoretisch maximumbedrag waarop de rechthebbende aanspraak kan maken. Er wordt geen rekening gehouden met de wijziging van dit bedrag ten gevolge van de toepassing van herwaarderings- of indexeringsmechanismen. »;

g) paragraaf 7 worden opgeheven.

Art. 68. Artikel 128, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« Deze aangifte moet eveneens gebeuren indien het berekende bedrag van de inhouding gelijk is aan nul. »

Art. 69. à l'article 130 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La retenue visée à l'article 126 ne peut pas avoir comme conséquence qu'après application de celle-ci, le montant de l'allocation de sécurité sociale, augmenté de la somme globale des indemnités complémentaires, soit inférieur à un montant de 938,50 euros par mois pour un bénéficiaire de l'allocation et de l'indemnité, sans charge de famille, ou à un montant de 1.130,44 euros par mois pour un bénéficiaire de l'allocation et de l'indemnité, avec charge de famille. Si nécessaire, le montant de la retenue est diminué jusqu'à ce que cette condition soit respectée. »;

2° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Les montants fixés aux §§ 2 et 3 évoluent dans le temps par une indexation et une revalorisation automatiques. Chaque fois qu'un nouveau montant doit être fixé, on revient aux montants mentionnés aux §§ 2 et 3 et on y applique d'abord toutes les indexations successives qui se sont produites au cours du temps, sans arrondissements intermédiaires. Le résultat de ce calcul est arrondi arithmétiquement à l'eurocent le plus proche, 0,5 cent étant arrondi vers le haut. Ensuite, toutes les revalorisations successives qui se sont produites au cours du temps sont appliquées sur ce montant arrondi, également sans arrondissements intermédiaires. Le montant ainsi obtenu est arrondi arithmétiquement à l'eurocent le plus proche, 0,5 cent étant arrondi vers le haut. Ce montant arrondi après revalorisation est le nouveau montant qui doit être utilisé. »

Art. 70. Dans l'article 132 de la même loi, les mots « fois 1,010 » sont insérés entre les mots « fois 1,012 » et les mots « le montant fixé ».

Art. 71. à l'article 133 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Dans le cadre de la retenue visée à l'article 126, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, lorsque les allocations sociales sont des allocations de chômage, les organismes de paiement du montant journalier de l'allocation de chômage, qui paient au bénéficiaire une allocation de chômage, visée à l'article 114, 1^o et 4^o ou à l'article 114, 3^o, a), communiquent immédiatement au débiteur de la retenue, visé à l'article 126, § 3, les données nécessaires au calcul de cette retenue et notamment le montant journalier de l'allocation de chômage ou de la demi-allocation de chômage, le nombre de demi-allocations par semaine, les reprises de travail et la fin de celles-ci et les données relatives à la charge de famille du bénéficiaire, telle que définie à l'article 130, § 1^{er}.

Dans le cadre de la retenue visée à l'article 126, § 1^{er}, alinéa 2, lorsque les allocations sociales sont des allocations de chômage dans le cadre de la prépension à mi-temps, les organismes de paiement du montant journalier de l'allocation de chômage, qui paient au bénéficiaire une allocation de chômage, visée à l'article 114, 5^o, communiquent au débiteur de la retenue, visé à l'article 126, § 3, les données nécessaires au calcul de cette retenue et notamment le montant journalier de l'allocation de chômage et les données relatives à la charge de famille du bénéficiaire, telle que définie à l'article 130, § 1^{er}. »;

2° dans le paragraphe 4, les mots « visé à l'article 126, § 2, » sont remplacés par les mots « visé à l'article 126, § 3, »;

3° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Le Roi peut compléter la liste des données visées aux §§ 3 et 4 et déterminer les modalités du transfert des données. ».

Art. 72. Dans le Titre 11, Chapitre 6, de la même loi, la sous-section 3.C. comportant les articles 140 à 143 est abrogée.

Art. 73. Dans le Titre 11, Chapitre 6, de la même loi, l'intitulé de la Sous-section 3.D. est remplacé par ce qui suit :

« Sous-section 3.D. Dispositions communes aux sous-sections 3.A et 3.B ».

Art. 74. L'article 144 de la même loi, est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, modifier les pourcentages visés à l'article 126, § 1^{er}, et à l'article 134, § 1^{er}.

§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, modifier les minima visés à l'article 130, §§ 1^{er} et 2.

§ 3. Le Roi peut fixer, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les règles de calcul en cas de mois incomplet. »

Art. 69. In artikel 130 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De inhouding bedoeld in artikel 126 mag niet tot gevolg hebben dat na de toepassing van deze inhouding, het bedrag van de sociale zekerheidsuitkering, verhoogd met de globale som van de aanvullende vergoedingen, lager zou zijn dan een bedrag van 938,50 euro per maand voor de gerechtigde op de uitkering en op de vergoeding, zonder gezinslast, of dan een bedrag van 1.130,44 euro per maand voor de gerechtigde op de uitkering en op de vergoeding, met gezinslast. Zo nodig wordt het bedrag van de inhouding beperkt zodat aan deze voorwaarde is voldaan. »;

2° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

« § 5. De in §§ 2 en 3 bepaalde bedragen evolueren in de tijd door een automatische indexering en herwaardering. Telkens een nieuw bedrag moet worden bepaald, keert men terug naar de bedragen vermeld in de §§ 2 en 3 en past men daarop eerst de opeenvolgende indexeringen toe die zich in de loop van de tijd hebben voorgedaan, zonder intermediaire afrondingen. Het resultaat van deze berekening wordt rekenkundig afgerond op de dichtstbijzijnde eurocent, waarbij 0,5 cent wordt afgerond naar boven. Daarna worden op dit afgerond bedrag al de opeenvolgende herwaarderingen toegepast die zich in de loop van de tijd hebben voorgedaan, eveneens zonder intermediaire afrondingen. Het aldus bekomen bedrag wordt rekenkundig afgerond op de dichtstbijzijnde eurocent, waarbij 0,5 cent wordt afgerond naar boven. Dit na herwaardering afgeronde bedrag is het nieuwe bedrag dat moet worden gebruikt. »

Art. 70. In artikel 132 van dezelfde wet worden de woorden « maal 1,010 » ingevoegd na de woorden « maal 1,012. ».

Art. 71. In artikel 133 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. In het raam van de inhouding bedoeld in artikel 126, § 1, eerste lid, indien de sociale uitkeringen werkloosheidsuitkeringen zijn, delen de uitbetalingsinstellingen van het dagbedrag van de werkloosheidsuitkering, die betalen aan de begunstigde van een werkloosheidsuitkering, bedoeld in artikel 114, 1^o en 4^o, of artikel 114, 3^o, a), aan de debiteur van de inhouding bedoeld in artikel 126, § 3, onmiddellijk de gegevens mee die nodig zijn voor de berekening van deze inhouding, met name, het dagbedrag van de werkloosheidsuitkering of de halve werkloosheidsuitkering, het aantal halve uitkeringen per week, de werkhervattingen en het einde van dezen en de gegevens betreffende de gezinslast van de rechthebbende, zoals omschreven in artikel 130, § 1.

In het raam van de inhouding bedoeld in artikel 126, § 1, 2e lid, indien de sociale uitkeringen werkloosheidsuitkeringen zijn in het kader van het halftijds brugpensioen, delen de uitbetalingsinstellingen van het dagbedrag van de werkloosheidsuitkering, die aan de gerechtigde een werkloosheidsuitkering uitbetalen, bedoeld in artikel 114, 5^o, aan de debiteur van de inhouding bedoeld in artikel 126, § 3, de gegevens mee die nodig zijn voor de berekening van deze inhouding, met name het dagbedrag van de werkloosheidsuitkering en de gegevens betreffende de gezinslast van de rechthebbende, zoals omschreven in artikel 130, § 1. »;

2° in paragraaf 4 worden de woorden « artikel 126, § 2 » vervangen door de woorden « artikel 126, § 3 »;

3° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

« § 5. De Koning kan de lijst van de gegevens bedoeld in de §§ 3 en 4 aanvullen en er de wijze van overdracht van bepalen. »

Art. 72. In Titel 11, Hoofdstuk 6, van dezelfde wet, wordt onderafdeling 3.C, die de artikelen 140 tot en met 143 bevat, opgeheven.

Art. 73. In Titel 11, Hoofdstuk 6, van dezelfde wet, wordt het opschrift van onderafdeling 3.D. vervangen als volgt :

« Onderafdeling 3.D. - Gemeenschappelijke bepalingen voor de onderafdelingen 3.A en 3.B ».

Art. 74. Artikel 144 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 1. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de percentages bedoeld in artikel 126, § 1, en artikel 134, § 1, wijzigen.

§ 2. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de minima bedoeld in artikel 130, §§ 1 en 2, wijzigen.

§ 3. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de berekeningsregels vastleggen in geval van een onvolledige maand. »

Art. 75. Dans le Titre 11, Chapitre 6, de la même loi, il est inséré une section 3/1, comportant les articles 144/1 et 144/2, rédigée comme suit :

« Section 3/1. Information et échange de données.

Art. 144/1. § 1^{er}. Dans le cadre de la retenue visée à l'article 126, § 1^{er}, le Roi détermine les données qui doivent être communiquées aux organismes de paiement et à l'Office national de l'emploi par l'employeur, par le débiteur et par le travailleur dont les allocations sociales sont susceptibles d'être visées par la retenue.

§ 2. Dans le cadre de la retenue visée à l'article 126, § 1^{er}, le Roi détermine les données qui doivent être communiquées ou échangées entre les organismes de paiement qui paient au bénéficiaire une allocation de chômage, visée à l'article 114, 1^o, à l'article 114, 3^o, a), ou à l'article 114, 5^o, et l'Office national de l'emploi.

§ 3. Dans le cadre des cotisations patronales visées à l'article 117 et à l'article 119 et de la retenue visée à l'article 126, § 1^{er}, l'institution chargée de la perception des cotisations de sécurité sociale peut interroger l'Institut national d'Assurance sociale pour Travailleurs indépendants, pour savoir s'il y a eu, dans le chef du bénéficiaire d'une indemnité complémentaire visée à l'article 114, 2^o ou 114, 3^o, a), une occupation à titre principal dans une profession indépendante.

§ 4. Le Roi détermine les modalités des communications et transmissions de données prévues aux §§ 1^{er}, 2 et 3.

Art. 144/2. § 1^{er}. Dans le cadre de la retenue visée à l'article 126, § 1^{er}, le bénéficiaire de l'indemnité complémentaire visée à l'article 114, 2^o et 3^o, a), communique au débiteur de celle-ci les périodes de reprise du travail et la fin de celles-ci.

§ 2. Par dérogation à l'article 26 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, lorsque l'employeur n'a pas été averti de la cessation de la reprise du travail par son ancien travailleur, il peut récupérer auprès de ce dernier les cotisations personnelles si elles n'ont pas été retenues. »

Art. 76. Dans le Titre 11, Chapitre 6, de la même loi, il est inséré une section 3/2, comportant l'article 144/3, rédigée comme suit :

« Section 3/2. Disposition transitoire.

Art. 144/3. Par dérogation aux articles 126 et 146 les dispositions prévues à l'article 50 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, restent d'application s'agissant des indemnités complémentaires payées antérieurement à l'entrée en vigueur du présent chapitre, pour lesquelles la partie de la retenue qui était due à l'Office national des pensions en application de l'article 1^{er} de l'arrêté royal n^o33 du 30 mars 1982 relatif à une retenue sur des indemnités d'invalidité et des prévisions, a déjà été versée entièrement auprès de cette Institution et couvre une période qui s'étend au-delà de la date d'entrée en vigueur du présent chapitre. »

Art. 77. Dans l'article 145 de la même loi, les mots « aux articles 126, 134 et 140 » sont remplacés par les mots « aux articles 126 et 134 ».

Art. 78. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} avril 2010.

TITRE 9 - Classes moyennes

CHAPITRE UNIQUE - Modifications de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes

Art. 79. L'article 8, § 2, alinéa 2, de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes, modifié par la loi du 21 novembre 2008, est complété par la phrase suivante :

« La déclaration est renouvelée une fois par an si le prestataire compte fournir des services d'une manière temporaire ou occasionnelle en Belgique au cours de l'année concernée. Le prestataire peut fournir la déclaration par tout moyen. »

Art. 80. Dans l'article 17, § 1^{er} de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 21 novembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 2 est complété comme suit :

« Il en accuse réception dans un délai de 10 jours. »;

2^o dans l'alinéa 3 les mots « Le cas échéant, le Conseil informe dans ce délai le demandeur de tout document manquant. » sont insérés entre les mots « article 8, § 2, premier alinéa. » et les mots « Dans les cas ».

Art. 75. In Titel 11, Hoofdstuk 6, van dezelfde wet, wordt een afdeling 3/1 ingevoegd die de artikelen 144/1 en 144/2 bevat, luidende :

« Afdeling 3/1. Informatie en gegevensuitwisseling.

Art. 144/1. § 1. In het kader van de inhouding bedoeld in artikel 126, § 1, bepaalt de Koning de gegevens die aan de uitbetalingsinstellingen en de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening moeten medegedeeld worden door de werkgever, door de debiteur en door de werknemer wiens sociale uitkeringen in aanmerking kunnen komen voor de inhouding.

§ 2. In het kader van de inhouding bedoeld in artikel 126, § 1, bepaalt de Koning de gegevens die moeten medegedeeld of uitgewisseld worden tussen de uitbetalingsinstellingen die aan de gerechtigde een werkloosheidsuitkering uitbetalen, bedoeld in artikel 114, 1^o, in artikel 114, 3^o, a), of in artikel 114, 5^o, en de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening.

§ 3. In het kader van de werkgeversbijdragen bedoeld in de artikelen 117 en 119 en van de inhouding bedoeld in artikel 126, § 1, kan de instelling belast met de inning van de sociale zekerheidsbijdragen het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekering der zelfstandigen ondervragen om te weten of een begunstigde van de aanvullende vergoeding bedoeld in artikel 114, 2^o of 114, 3^o, a), een zelfstandig hoofdberoep heeft uitgeoefend.

§ 4. De Koning bepaalt de nadere regels voor de mededelingen en overbrengingen van gegevens voorzien in de §§ 1, 2 en 3.

Art. 144/2. § 1. In het kader van de inhouding bedoeld in artikel 126, § 1, deelt de begunstigde van de aanvullende vergoeding, bedoeld in artikel 114, 2^o en 3^o, a), aan de debiteur van deze laatste de periodes van herhaling van het werk en het einde van deze mede.

§ 2. Onverminderd artikel 26 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, kan de werkgever, indien hij niet op de hoogte is gebracht van de stopzetting van de werkhervatting van zijn gewezen werknemer, bij deze laatste de persoonlijke bijdragen recupereren, indien deze niet werden ingehouden. »

Art. 76. In Titel 11, Hoofdstuk 6, van dezelfde wet, wordt een afdeling 3/2 ingevoegd die artikel 144/3 bevat, luidende :

« Afdeling 3/2. Overgangsbepaling.

Art. 144/3. In afwijking van artikelen 126 en 146 blijven de bepalingen van artikel 50 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, van toepassing wanneer het gaat om de aanvullende vergoedingen die werden betaald vóór de inwerkingtreding van dit hoofdstuk en waarvoor het deel van de inhouding dat met toepassing van artikel 1 van koninklijk besluit nr. 33 van 30 maart 1982 betreffende een inhouding op invaliditeitsuitkeringen en brugpensioenen, verschuldigd was aan de Rijksdienst voor pensioenen, reeds volledig werd gestort aan deze instelling en een periode dekt die eindigt na de datum van inwerkingtreding van dit hoofdstuk. »

Art. 77. In artikel 145 van dezelfde wet worden de woorden « in de artikelen 126, 134 en 140 » vervangen door de woorden « in de artikelen 126 en 134 ».

Art. 78. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 april 2010.

TITEL 9 - Middenstand

ENIG HOOFDSTUK - Wijzigingen van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten

Art. 79. Artikel 8, § 2, tweede lid, van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten, gewijzigd bij de wet van 21 november 2008, wordt aangevuld met de volgende zin :

« De verklaring wordt eenmaal per jaar verlengd indien de dienstverrichter voornemens is om gedurende dat jaar in België tijdelijke of incidentele diensten te verrichten. De dienstverrichter mag de verklaring met alle middelen aanleveren. »

Art. 80. In artikel 17, § 1, van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij de wet van 21 november 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het tweede lid wordt aangevuld als volgt :

« Hij bevestigt de ontvangst ervan binnen een termijn van 10 dagen. »;

2^o in het derde lid worden de woorden « In voorkomend geval deelt de Raad binnen deze termijn aan de aanvrager mee welke documenten ontbreken. » ingevoegd tussen de woorden « artikel 8, § 2, eerste lid. » en de woorden « In de gevallen ».

Art. 81. Dans l'article 26, alinéa 4, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 21 novembre 2008, les mots « l'article 17, § 1^{er}, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « l'article 17, § 1^{er}, alinéa 4 ».

Art. 82. L'article 39 de la même loi est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Le Roi peut modifier les règles de déontologie et le règlement du stage auxquels a été donnée force obligatoire par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, dans le but d'assurer la transposition en droit interne des directives relatives à la reconnaissance mutuelle des diplômes et des formations professionnelles, parmi lesquelles la directive 2005/36/CE du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et les directives favorisant la libre circulation des biens et services, parmi lesquelles la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur. »

TITRE 10 - Emploi

CHAPITRE 1^{er} - *Modification de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité*

Art. 83. Dans l'article 10^{ter}, § 2, 4^o, de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, inséré par la loi du 17 juin 2009, les mots « de la présente loi » sont remplacés par les mots « de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services ».

CHAPITRE 2 - *Modification de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier*

Art. 84. Dans l'article 18 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, l'alinéa 1^{er} est remplacé par les alinéa suivants :

« En application de la réglementation de l'Union européenne, le Roi peut soumettre le licenciement collectif des travailleurs à la notification préalable aux autorités publiques qu'Il détermine.

Le Roi détermine les modalités et les conditions pour la notification des licenciements collectifs aux autorités publiques. »

Art. 85. L'arrêté royal du 24 mai 1976 sur les licenciements collectifs reste d'application jusqu'à ce que le Roi exerce les compétences telles qu'elles sont prévues par l'article 18, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.

CHAPITRE 3 - *Modifications de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales*

Art. 86. Dans l'article 1^{er}bis, § 1^{er}, 14^o, d, de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, inséré par la loi du 17 juin 2009, les mots « de la présente loi » sont remplacés par les mots « de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services ».

Art. 87. L'article 13^{ter} de la même loi, introduit par la loi du 27 décembre 2005 et modifié par la loi du 27 décembre 2006 et du 22 décembre 2008, est remplacé comme suit :

« L'administration compétente et l'administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines versent, à l'issue de chaque trimestre, 90 % du montant perçu en amendes administratives en faveur de l'ONSS - Gestion globale visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Le solde est versé au Trésor. »

Art. 88. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

CHAPITRE 4 - *Modification de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés*

Art. 89. L'article 38, § 3, alinéa 1^{er}, 9^o et 10^o, et tous les alinéas suivants du § 3, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, sont remplacés comme suit :

« 9^o 1,60 p.c. du montant de la rémunération du travailleur; cette cotisation est due par chaque employeur en ce qui concerne les travailleurs pour lesquels il est soumis aux lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées le 28 juin 1971. Sont dispensés de cette cotisation les employeurs qui occupaient en moyenne moins de 10 travailleurs durant une période de référence à déterminer.

Art. 81. In artikel 26, vierde lid, van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij de wet van 21 november 2008, worden de woorden « artikel 17, § 1, derde lid » vervangen door de woorden « artikel 17, § 1, vierde lid ».

Art. 82. Artikel 39 van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De Koning kan de voorschriften van de plichtenleer en het stagereglement waaraan bindende kracht is verleend bij een in Ministerraad overlegd besluit, wijzigen met het doel de omzetting in het interne recht te verzekeren van de richtlijnen met betrekking tot de wederzijdse erkenning van diploma's en beroepsopleidingen, waaronder richtlijn 2005/36/EG van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties en de richtlijnen ter bevordering van het vrij verkeer van goederen en diensten, waaronder richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt. »

TITEL 10 - Werk

HOOFDSTUK 1 - *Wijziging van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen*

Art. 83. In artikel 10^{ter}, § 2, 4^o, van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, ingevoegd bij de wet van 17 juni 2009, worden de woorden « van deze wet » vervangen door de woorden « van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques ».

HOOFDSTUK 2 - *Wijziging van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel*

Art. 84. In artikel 18 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Met toepassing van de reglementering van de Europese Unie, kan de Koning het collectief ontslag van werknemers onderwerpen aan een voorafgaande kennisgeving aan de overheidsinstanties die Hij bepaalt.

De Koning bepaalt de vormen en de voorwaarden voor de kennisgeving van het collectief ontslag aan de overheidsinstanties. »

Art. 85. Het koninklijk besluit van 24 mei 1976 betreffende het collectief ontslag blijft van toepassing totdat de Koning de bevoegdheden uitvoert zoals voorzien bij artikel 18, eerste en tweede lid, van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel.

HOOFDSTUK 3 - *Wijzigingen van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten*

Art. 86. In artikel 1bis, § 1, 14^o, d, van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten in geval van inbreuk op sommige sociale wetten, ingevoegd bij de wet van 17 juni 2009, worden de woorden « van deze wet » vervangen door de woorden « van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques ».

Art. 87. Artikel 13^{ter} van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2005 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2006 en 22 december 2008, wordt vervangen als volgt :

« De bevoegde administratie en de administratie van het Kadaster, de Registratie en de Domeinen storten na verloop van elk kwartaal 90 % van het ontvangen bedrag aan administratieve geldboeten ten gunste van de RSZ-Global Beheer, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2^o, van de wet van 27 juni 1969 ter herziening van de besluitwet betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Het saldo wordt aan de Schatkist gestort. »

Art. 88. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2010.

HOOFDSTUK 4 - *Wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van sociale zekerheid voor werknemers*

Art. 89. Artikel 38, § 3, eerste lid, 9^o en 10^o, en alle volgende leden van § 3, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van sociale zekerheid voor werknemers, worden vervangen als volgt :

« 9^o 1,60 procent van het bedrag van het loon van de werknemer; deze bijdrage is verschuldigd door elke werkgever met betrekking tot de werknemers voor wie hij onder de toepassing van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971, valt. Van deze bijdrage zijn vrijgesteld de werkgevers die gemiddeld minder dan 10 werknemers tewerkstelden gedurende een te bepalen referentieperiode.

Cette période de référence et les modalités du calcul de la moyenne des travailleurs occupés pendant cette période de référence sont à déterminer par le Roi.

La cotisation de 1,60 p.c. du montant de la rémunération des travailleurs, n'est également pas due par les Fonds de sécurité d'existence qui, avant le 30 septembre 1983, payaient des rémunérations tant que tiers payant en application de l'article 43 de la loi du 27 juin 1969 et qui ne bénéficiaient pas de l'avantage prévu par l'article 35 de la loi du 29 juin 1981.

Le produit de la cotisation de 1,60 p.c. est affecté au financement des régimes de la Gestion globale, visés à l'article 21, § 2.

Pour l'application de ce point du présent alinéa, il faut entendre par travailleurs, ceux qui sont liés par un contrat de travail, ainsi que les apprentis agréés et les travailleurs assujettis exclusivement au secteur des soins de santé. Lors de la détermination du nombre de travailleurs, il convient également d'inclure ceux dont le travail est suspendu pour une cause légitime conformément aux dispositions du titre I^{er}, chapitre III de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, à l'exception des travailleurs en interruption complète de la carrière professionnelle.

10° 1,00 p.c. du montant de la rémunération de l'ouvrier assujetti au régime des pensions d'invalidité pour les ouvriers mineurs et assimilés. »

A l'exception du 9°, le Roi détermine pour l'application de l'alinéa 1^{er}, ce qu'il faut entendre par « travailleurs ». »

CHAPITRE 5 - Calcul de l'indemnité de congé en cas de réduction des prestations de travail suite au congé parental

Art. 90. Dans l'article 105 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, modifié par les lois des 26 mars 1999 et 10 août 2001, l'alinéa 2 est complété par ce qui suit :

« Durant l'exercice de ce droit à la réduction des prestations de travail le travailleur est occupé dans un régime de travail à temps partiel constaté conformément aux dispositions de l'article 11bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. »;

2° le paragraphe 3, abrogé par la loi-programme du 30 décembre 2001, est rétabli dans la rédaction suivante :

« § 3. Lorsqu'il est mis fin au contrat de travail durant une période de réduction des prestations de travail dans le cadre d'un congé parental pris en exécution de la présente section, on entend par « rémunération en cours » au sens de l'article 39 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, la rémunération à laquelle le travailleur aurait eu droit en vertu de son contrat de travail s'il n'avait pas réduit ses prestations. »

CHAPITRE 6 - Modifications de la loi organique du 29 mai 1952 du Conseil national du Travail, la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales de l'année 2008 et la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et confirmant l'arrêté royal du 7 avril 1995 fixant les modalités de l'élargissement de la composition du Conseil national du Travail aux organisations les plus représentatives des employeurs qui représentent le secteur non marchand

Section 1^{re} - Modifications de la loi organique du 29 mai 1952 du Conseil national du Travail

Art. 91. L'article 2 de la loi du 29 mai 1952 du Conseil national du Travail, modifié par les lois des 27 juillet 1979 et 21 décembre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. § 1^{er}. Le Conseil national du Travail est composé d'un président et de vingt-six membres effectifs.

§ 2. Les membres effectifs sont nommés par le Roi. Ils comprennent des représentants en nombre égal des organisations les plus représentatives des employeurs et des organisations les plus représentatives des travailleurs.

Deze referentieperiode en de wijze waarop het gemiddelde van de tijdens deze referentieperiode tewerkgestelde werknemers wordt berekend, worden bepaald door de Koning.

Evenmin is de bijdrage van 1,60 procent van het bedrag van het loon van de werknemers, verschuldigd door de Fondsen voor bestaanszekerheid die, vóór 30 september 1983, lonen uitbetaalden als derde betalers in toepassing van artikel 43 van de wet van 27 juni 1969 en die het voordeel, voorzien in artikel 35 van de wet van 29 juni 1981, niet genoten.

De opbrengst van de bijdrage van 1,60 procent wordt aangewend voor de financiering van de regelingen van het Globaal Beheer, bedoeld in artikel 21, § 2.

Voor de toepassing van dit punt van het huidige lid, wordt onder werknemers verstaan de werknemers verbonden door een arbeidsovereenkomst alsmede de erkende leerlingen en de werknemers die uitsluitend aan de sector der geneeskundige verzorging onderworpen zijn. Bij het bepalen van het aantal werknemers dienen ook begrepen te worden de werknemers wiens arbeid geschorst is om een wettige oorzaak overeenkomstig de bepalingen van titel I, hoofdstuk III van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, met uitzondering van de werknemers in volledige beroepsloopbaanonderbreking.

10° 1,00 procent van het bedrag van het loon van de werknemers onderworpen aan de regeling van de invaliditeitspensioenen voor de mijnwerkers en ermee gelijkgestellten. »

Met uitzondering van 9° bepaalt de Koning voor de toepassing van lid 1 wat onder « werknemers » wordt verstaan. »

HOOFDSTUK 5 - Berekening van de opzeggingsvergoeding bij vermindering van arbeidsprestaties ten gevolge van ouderschapsverlof

Art. 90. In artikel 105 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, gewijzigd bij de wetten van 26 maart 1999 en 10 augustus 2001, wordt het tweede lid aangevuld met de volgende zin :

« Tijdens de uitoefening van dit recht op een vermindering van de arbeidsprestaties wordt de werknemer tewerkgesteld op grond van een deeltijdse arbeidsregeling, vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 11bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. »;

2° paragraaf 3, opgeheven bij de programmawet van 30 december 2001, wordt hersteld als volgt :

« § 3. Wanneer de arbeidsovereenkomst wordt beëindigd gedurende een periode van vermindering van arbeidsprestaties in het kader van een ouderschapsverlof genomen in toepassing van deze afdeling, wordt onder « lopend loon » in de zin van artikel 39 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten begrepen het loon dat de werknemer krachtens zijn arbeidsovereenkomst zou hebben verdiend indien hij zijn arbeidsprestaties niet had verminderd. »

HOOFDSTUK 6 - Wijzigingen van de wet van 29 mei 1952 tot inrichting van de Nationale Arbeidsraad, de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen van het jaar 2008 en de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk en tot bevestiging van het koninklijk besluit van 7 april 1995 tot vastlegging van de nadere regelen van de uitbreiding van de samenstelling van de Nationale Arbeidsraad tot de meest representatieve werkgeversorganisaties die de niet-commerciële sector vertegenwoordigen

Afdeling 1 - Wijzigingen van de wet van 29 mei 1952 tot inrichting van de Nationale Arbeidsraad

Art. 91. Artikel 2 van de wet van 29 mei 1952 tot inrichting van de Nationale Arbeidsraad, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1979 en 21 december 1994, wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. § 1. De Nationale Arbeidsraad bestaat uit een voorzitter en uit zesentwintig werkende leden.

§ 2. De werkende leden worden door de Koning benoemd. De meest representatieve werkgeversorganisaties en de meest representatieve werknemersorganisaties zijn onder hen in gelijken getale vertegenwoordigd.

§ 3. Les membres qui représentent les organisations des employeurs les plus représentatives de l'industrie, des services, de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat et du secteur non marchand sont choisis sur une double liste de candidats présentée par ces organisations, dont un certain nombre de candidats représentent les petites et moyennes entreprises ainsi que les entreprises familiales.

Les treize mandats pour les organisations les plus représentatives des employeurs sont répartis comme suit :

- huit mandats pour l'organisation la plus représentative des employeurs qui est constituée sur le plan national et qui représente les employeurs de la majorité absolue des secteurs de l'industrie, du commerce et des services, pour autant que la majorité des travailleurs soit également représentée;

- trois mandats sur présentation du Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises;

- un mandat pour les organisations les plus représentatives des employeurs qui représentent les employeurs de l'agriculture;

- un mandat pour l'organisation la plus représentative des employeurs qui est constituée sur le plan national et qui représente les employeurs du secteur non-marchand.

§ 4. Les membres représentant les organisations les plus représentatives des travailleurs sont choisis parmi les candidats sur base d'une liste double de candidats présentée par ces organisations.

Sont considérées comme organisations les plus représentatives des travailleurs les organisations qui répondent à tous les critères suivants :

1° être constituées sur le plan national et avoir un fonctionnement interprofessionnel;

2° représenter la majorité absolue des secteurs et des catégories de personnel dans le secteur privé et le secteur public, pour autant que la majorité des travailleurs soit également représentée;

3° au cours de la période de quatre ans précédant les nominations prévues à l'article 5, compter en moyenne au moins 125.000 membres cotisants, y compris les membres des organisations affiliées ou associées;

4° avoir pour objet statutaire la défense des intérêts des travailleurs.

Les treize mandats pour les organisations les plus représentatives des travailleurs sont répartis entre ces organisations par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 5. Le Roi peut modifier la répartition des mandats déterminée au § 3, alinéa 2, et § 4, alinéa 3, lors de leur renouvellement par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres sur avis du Conseil national du Travail. Le Roi ne peut faire usage de cette compétence que lorsqu'il est établi de manière irréfutable que la répartition des sièges ne peut, de façon persistante et significative, plus être justifiée sur la base d'indicateurs de représentativité objectifs. En cas d'avis unanime du Conseil national du Travail, le Roi ne peut y déroger que moyennant une motivation formelle et particulière.

§ 6. Le président est nommé par le Roi qui fixe son statut. Il est choisi parmi les personnes indépendantes particulièrement compétentes en matière sociale et économique.

§ 7. Il est nommé par le Roi autant de membres suppléants que le Conseil comprend de membres effectifs. Leur présentation et leur désignation s'effectuent de la même manière que celles des membres effectifs.

§ 8. Le Conseil élit en son sein, conformément aux dispositions du règlement d'ordre intérieur relatives à cette élection, quatre vice-présidents. ».

Art. 92. L'article 5bis de la même loi, inséré par la loi du 5 décembre 1968, est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'article 24 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, les conventions collectives de travail peuvent être conclues au sein du Conseil national du Travail par les organisations qui sont représentées par au moins 90 % des membres représentant les employeurs et au moins 90 % des membres représentant les travailleurs. »

§ 3. De leden die de meest representatieve werkgeversorganisaties uit de nijverheid, de diensten, de landbouw, de handel, het ambachtswesen en de niet-commerciële sector vertegenwoordigen, worden gekozen op een door die organisaties voorgedragen dubbele lijst van kandidaten, van wie een bepaald aantal de kleine en de middelgrote ondernemingen alsmede de familiebedrijven vertegenwoordigen.

De dertien mandaten voor de meest representatieve werkgeversorganisaties worden als volgt verdeeld :

- acht mandaten voor de meest representatieve werkgeversorganisatie die voor het gehele land is opgericht en die de werkgevers uit de absolute meerderheid der sectoren uit de nijverheid, de handel en de diensten vertegenwoordigt voor zover tevens de meerderheid van de werkgevers vertegenwoordigd is.

- drie mandaten op voordracht van de Hoge Raad voor de zelfstandigen en de kleine en middelgrote ondernemingen;

- één mandaat voor de meest representatieve werkgeversorganisaties die de werkgevers uit de landbouw vertegenwoordigen;

- één mandaat voor de meest representatieve werkgeversorganisatie die voor het gehele land is opgericht en die de werkgevers uit de niet-commerciële sector vertegenwoordigt.

§ 4. De leden die de meest representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen, worden gekozen onder de kandidaten, op een door die organisaties voorgedragen dubbele lijst van kandidaten.

Worden als meest representatieve werknemersorganisaties beschouwd de organisaties die beantwoorden aan elk van de volgende criteria :

1° voor het gehele land opgericht zijn en een interprofessionele werking hebben;

2° de absolute meerderheid van sectoren en personeelscategorieën vertegenwoordigen in de private en de publieke sector voor zover tevens de meerderheid van de werknemers vertegenwoordigd is;

3° gedurende de periode van vier jaar voorafgaand aan de benoemingen voorzien in artikel 5, gemiddeld ten minste 125 000 betalende leden tellen, met inbegrip van de leden van de bij haar aangesloten of geassocieerde organisaties;

4° de belangenverdediging van de werknemers als statutair doel hebben.

De dertien mandaten voor de meest representatieve werknemersorganisaties worden onder deze organisaties verdeeld bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 5. De Koning kan de overeenkomstig § 3, tweede lid, en § 4, derde lid, bepaalde mandatenverdeling bij de hernieuwing ervan wijzigen bij een in Ministerraad overlegd besluit op advies van de Nationale Arbeidsraad. De Koning kan van deze bevoegdheid alleen gebruik maken wanneer onomstotelijk is komen vast te staan dat de mandatenverdeling op een voortdurende en significante wijze niet langer op basis van objectieve representativiteitsindicatoren kan worden verantwoord. Indien het bij de Nationale Arbeidsraad ingewonnen advies unaniem is, kan de Koning daarvan alleen afwijken mits een uitdrukkelijke en bijzondere motivering.

§ 6. De voorzitter wordt door de Koning benoemd die zijn statut vaststelt. Hij wordt gekozen onder de onafhankelijke personen die op sociaal en economisch gebied bijzonder bevoegd zijn.

§ 7. De Koning benoemt evenveel plaatsvervangende leden als de Raad werkende leden telt. Voordracht en benoeming geschieden voor hen op dezelfde wijze als voor de werkende leden.

§ 8. De Raad kiest uit zijn midden vier ondervoorzitters, overeenkomstig de desbetreffende bepalingen van het huishoudelijk reglement. ».

Art. 92. Artikel 5bis van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 5 december 1968, wordt aangevuld met het volgend lid :

« In afwijking van artikel 24 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités kunnen de collectieve arbeidsovereenkomsten in de Nationale Arbeidsraad worden gesloten door de organisaties die vertegenwoordigd zijn door minstens 90 % van de leden die de werkgevers vertegenwoordigen en minstens 90 % van de leden die de werknemers vertegenwoordigen. »

Section 2 - Modifications de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires

Art. 93. A l'article 3 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 1°, la phrase « les organisations des travailleurs doivent, en outre, compter au moins 50 000 membres » est abrogée;

2° dans l'alinéa 2, les mots « à la loi du 6 mars 1964 portant organisation des classes moyennes » sont remplacés par les mots « aux lois relatives à l'organisation des classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979 ».

Art. 94. Dans l'article 12, alinéa 2, de la même loi, les mots « Conseil supérieur des classes moyennes » sont remplacés par les mots « Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises ».

Art. 95. L'article 24 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice de ce qui est déterminé à l'article 5*bis*, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1952 organique du Conseil national du Travail, dans un organe paritaire, la convention doit être conclue par toutes les organisations qui sont représentées au sein de l'organe. »

Section 3 - Modifications de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie

Art. 96. L'article 2, alinéa 2, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, modifié par les lois des 17 février 1971 et 26 mars 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Les membres effectifs sont nommés en nombre égal parmi les candidats présentés :

a) d'une part, par les organisations les plus représentatives de l'industrie, des services, de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat et du secteur non marchand, qui établissent à cet effet des listes doubles de candidats dont un certain nombre représentent les petites et moyennes entreprises ainsi que les entreprises familiales;

b) d'autre part, par les organisations les plus représentatives des travailleurs, telles que visées à l'article 2, § 4, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1952 organique du Conseil national du Travail, qui établissent à cet effet des listes doubles de candidats dont un certain nombre représentant les coopératives de consommation. »

Art. 97. L'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, a), de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« a) les organisations interprofessionnelles de travailleurs constituées sur le plan national et représentées au Conseil central de l'économie et au Conseil national du Travail.

Par dérogation à l'article 3, alinéa 2, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, les mandats des membres du Conseil central de l'économie, comme attribués par l'arrêté royal du 12 janvier 2007 portant nomination de membres du Conseil central de l'économie, prennent fin le jour de l'entrée en vigueur du titre 10, chapitre 6, section 3, de la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions diverses. »

Section 4 - Modification de la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales de l'année 2008

Art. 98. L'article 4, 6°, a), de la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales de l'année 2008, est remplacé par la disposition suivante :

« a) les organisations interprofessionnelles de travailleurs constituées sur le plan national et représentées au Conseil central de l'économie et au Conseil national du Travail; ».

Section 5 - Modifications de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail

Art. 99. Dans l'article 3, § 2, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, modifié par les lois des 13 février 1998 et 5 mars 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er}, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° les organisations interprofessionnelles de travailleurs et d'employeurs représentées au Conseil central de l'économie et au Conseil national du Travail; »

Afdeling 2 - Wijzigingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités

Art. 93. In artikel 3 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 1°, wordt de zin « de werknemersorganisaties moeten bovendien ten minste 50 000 leden tellen » opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden « de wet van 6 maart 1964 tot organisatie van de middenstand » vervangen door de woorden « de wetten betreffende de organisatie van de middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979 ».

Art. 94. In artikel 12, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden « Hoge Raad voor de Middenstand » vervangen door de woorden « Hoge Raad voor de zelfstandigen en de kleine en middelgrote ondernemingen ».

Art. 95. Artikel 24 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd het bepaalde in artikel 5*bis*, derde lid, van de wet van 29 mei 1952 tot inrichting van de Nationale Arbeidsraad, moet in een paritair orgaan een overeenkomst worden aangegaan door alle organisaties die in het orgaan vertegenwoordigd zijn. »

Afdeling 3 - Wijzigingen van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven

Art. 96. Artikel 2, tweede lid, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, gewijzigd bij de wetten van 17 februari 1971 en 26 maart 1999, wordt vervangen als volgt :

« De werkende leden worden in even aantal benoemd onder de kandidaten die worden voorgedragen :

a) enerzijds, door de meest representatieve organisaties uit de nijverheid, de diensten, de landbouw, de handel en het ambachtswesen en de niet-commerciële sector, die te dien einde dubbele lijsten opmaken van kandidaten, van wie een zeker aantal de kleine en de middelgrote ondernemingen alsmede de familiebedrijven vertegenwoordigen;

b) anderzijds door de meest representatieve organisaties van de werknemers zoals bedoeld in artikel 2, § 4, tweede lid, van de wet van 29 mei 1952 tot inrichting van de Nationale Arbeidsraad, die te dien einde dubbele lijsten opmaken van kandidaten, van wie een zeker aantal de verbruikerscoöperaties vertegenwoordigen. »

Art. 97. Artikel 14, § 1, tweede lid, 4°, a), van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« a) de interprofessionele organisaties van werknemers, die voor het gehele land zijn opgericht en die in de Centrale Raad voor het bedrijfsleven en in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd zijn.

In afwijking van artikel 3, tweede lid, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven nemen de mandaten van de leden van de Centrale Raad voor het bedrijfsleven, zoals toegekend bij het koninklijk besluit van 12 januari 2007 tot benoeming van de leden van de Centrale Raad voor het bedrijfsleven, een einde op de datum van inwerkingtreding van titel 10, hoofdstuk 6, afdeling 3, van de wet van 30 december 2009 houdende diverse bepalingen. »

Afdeling 4 - Wijziging van de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen van het jaar 2008

Art. 98. Artikel 4, 6°, a) van de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen van het jaar 2008, wordt vervangen als volgt :

« a) de interprofessionele organisaties van werknemers, die voor het gehele land zijn opgericht en die in de Centrale Raad voor het bedrijfsleven en in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd zijn; ».

Afdeling 5 - Wijzigingen van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk

Art. 99. In artikel 3, § 2, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, gewijzigd bij de wetten van 13 februari 1998 en 5 maart 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 1°, wordt vervangen als volgt :

« 1° de interprofessionele organisaties van werknemers en werkgevers, die in de Centrale Raad voor het bedrijfsleven en in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd zijn; »

2° les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 100. Dans l'article 44 de la même loi, modifié par la loi du 13 février 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, 2°, la phrase « Leur nombre est fixé par le Roi » est abrogée;

2° l'alinéa 4 est complété par les mots « en ce compris leur nombre de mandats. »;

3° l'alinéa 5 est abrogé.

Section 6 - Composition du Conseil national du Travail - Confirmation de l'arrêté royal du 7 avril 1995 fixant les modalités de l'élargissement de la composition du Conseil national du Travail aux organisations les plus représentatives des employeurs qui représentent le secteur non marchand

Art. 101. Le nombre de membres effectifs du Conseil national du Travail est, jusqu'à l'élargissement de la composition du Conseil national du travail aux organisations les plus représentatives des employeurs qui représentent le secteur non-marchand, maintenu à vingt-quatre.

Art. 102. Les membres représentant les organisations les plus représentatives des employeurs du secteur non-marchand sont associés comme membre associé aux travaux du Conseil national du travail. Un nombre équivalent de membres associés représentant les organisations les plus représentatives des travailleurs sont associés aux travaux du Conseil national du Travail. Le nombre de membres effectifs et associés est de vingt-six au maximum.

Les membres associés sont invités aux séances plénières du Conseil, ainsi qu'aux réunions des commissions instituées pour l'examen des questions à traiter par le Conseil.

Les observations des membres associés sont consignées dans les procès-verbaux des réunions, y compris les procès-verbaux dans lesquels il est pris acte de la conclusion de conventions collectives de travail.

Leurs positions peuvent, à leur demande, être reprises à titre d'annexe des avis.

Les membres associés ne sont pas assimilés aux membres effectifs ou suppléants, tel que prévu par la loi du 29 mai 1952 organique du Conseil national du Travail. Ils sont nommés sur la proposition du Ministre de l'Emploi et du Travail.

Art. 103. Dans un délai de deux ans, à compter de l'entrée en vigueur du présent chapitre, le Bureau du Conseil national du Travail donne au Ministre de l'Emploi et du Travail un avis sur l'évaluation de la représentativité des organisations d'employeurs du secteur non marchand, de même que sur la contribution de leurs représentants aux travaux du Conseil national du Travail.

Art. 104. En cas d'évaluation positive, les membres représentant les organisations les plus représentatives des employeurs du secteur non marchand pourront être nommés membre du Conseil national du Travail.

Section 7 - Dispositions abrogatoires et finales et entrée en vigueur

Art. 105. L'arrêté royal du 7 avril 1995 fixant les modalités de l'élargissement de la composition du Conseil national du Travail aux organisations les plus représentatives des employeurs qui représentent le secteur non marchand, est abrogé.

Art. 106. Le présent chapitre entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de la section 6 qui produit ses effets le 17 mai 1995 et cesse d'être en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

CHAPITRE 7 - Modifications de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination et de certaines dispositions du Code pénal

Art. 107. Dans l'article 3 de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination, sont insérés les mots « la conviction syndicale » entre les mots « la conviction politique » et les mots « la langue ».

Art. 108. Dans l'article 4, 4°, de la même loi, sont insérés les mots « la conviction syndicale » entre les mots « la conviction politique » et les mots « la langue ».

2° het tweede en het derde lid worden opgeheven.

Art. 100. In artikel 44 van dezelfde wet, gewijzigd bij wet van 13 februari 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, 2°, wordt de zin « Hun aantal wordt vastgesteld door de Koning » opgeheven;

2° het vierde lid wordt aangevuld met de woorden « , met inbegrip van hun aantal mandaten. »;

3° het vijfde lid wordt opgeheven.

Afdeling 6 - Samenstelling van de Nationale Arbeidsraad - Bevestiging van het koninklijk besluit van 7 april 1995 tot vastlegging van de nadere regelen van de uitbreiding van de samenstelling van de Nationale Arbeidsraad tot de meest representatieve werkgeversorganisaties die de niet-commerciële sector vertegenwoordigen.

Art. 101. Het aantal werkende leden van de Nationale Arbeidsraad wordt, tot de uitbreiding van de samenstelling van de Nationale Arbeidsraad tot de meest representatieve werkgeversorganisaties die de niet-commerciële sector vertegenwoordigen, op vierentwintig behouden.

Art. 102. De leden die de meest representatieve werkgeversorganisaties van de niet-commerciële sector vertegenwoordigen, worden als geassocieerd lid betrokken bij de werkzaamheden van de Nationale Arbeidsraad. Eenzelfde aantal geassocieerde leden die de meest representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen, worden bij de werkzaamheden van de Nationale Arbeidsraad betrokken. Het aantal werkende en geassocieerde leden bedraagt ten hoogste zesentwintig.

De geassocieerde leden worden uitgenodigd tot de plenaire zittingen van de Raad alsook tot de vergaderingen van de commissies die zijn opgericht om een onderzoek te wijden aan de vraagstukken die de Raad moet behandelen.

De opmerkingen van de geassocieerde leden worden opgenomen in de notulen van de vergaderingen, met inbegrip van de notulen, waarin akte wordt genomen van het sluiten van de collectieve arbeidsovereenkomsten.

Hun standpunten kunnen op hun verzoek als bijlage bij de adviezen worden gevoegd.

De geassocieerde leden worden niet gelijkgesteld met gewone of plaatsvervangende leden, zoals bepaald in de wet van 29 mei 1952 tot inrichting de Nationale Arbeidsraad. Zij worden benoemd op voordracht van de minister van Tewerkstelling en Arbeid.

Art. 103. Binnen een termijn van twee jaar, na het inwerking treden van dit hoofdstuk, geeft het uitvoerend dagelijks bestuur van de Nationale Arbeidsraad aan de minister van Tewerkstelling en Arbeid advies betreffende de evaluatie van de representativiteit van de werkgeversorganisaties van de niet-commerciële sector alsook van de bijdrage van hun vertegenwoordigers tot de werkzaamheden van de Nationale Arbeidsraad.

Art. 104. In geval van positieve evaluatie kunnen leden die de meest representatieve werkgeversorganisaties uit de niet-commerciële sector vertegenwoordigen tot werkend lid van de Nationale Arbeidsraad worden benoemd.

Afdeling 7 - Opheffings- en slotbepalingen en inwerkingtreding

Art. 105. Het koninklijk besluit van 7 april 1995 tot vastlegging van de nadere regelen van de uitbreiding van de samenstelling van de Nationale Arbeidsraad tot de meest representatieve werkgeversorganisaties die de niet-commerciële sector vertegenwoordigen, wordt opgeheven.

Art. 106. Dit hoofdstuk treedt in werking op de dag volgende de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van afdeling 6 dat uitwerking heeft met ingang van 17 mei 1995 en buiten werking treedt op de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK 7 - Wijzigingen van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en van sommige bepalingen van het Strafwetboek

Art. 107. In artikel 3 van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie worden de woorden « syndicale overtuiging » tussen de woorden « politieke overtuiging » en de woorden « taal » ingevoegd.

Art. 108. In artikel 4, 4°, van dezelfde wet, worden de woorden « syndicale overtuiging » tussen de woorden « politieke overtuiging » en de woorden « taal » ingevoegd.

Art. 109. Dans l'article 377bis du Code pénal, inséré par la loi du 25 février 2003 et remplacé par la loi du 10 mai 2007, sont insérés les mots « de sa conviction syndicale » entre les mots « de sa conviction politique » et les mots « d'une caractéristique physique ».

Art. 110. Dans l'article 405quater du Code pénal, inséré par la loi du 25 février 2003 et remplacé par la loi du 10 mai 2007, sont insérés les mots « de sa conviction syndicale » entre les mots « de sa conviction politique » et les mots « d'une caractéristique physique ».

Art. 111. Dans l'article 422quater du Code pénal, inséré par la loi du 25 février 2003 et remplacé par la loi du 10 mai 2007, sont insérés les mots « de sa conviction syndicale » entre les mots « de sa conviction politique » et les mots « d'une caractéristique physique ».

Art. 112. Dans l'article 438bis du Code pénal, inséré par la loi du 25 février 2003 et remplacé par la loi du 10 mai 2007, sont insérés les mots « de sa conviction syndicale » entre les mots « de sa conviction politique » et les mots « d'une caractéristique physique ».

Art. 113. Dans l'article 442ter du Code pénal, inséré par la loi du 25 février 2003 et remplacé par la loi du 10 mai 2007, sont insérés les mots « de sa conviction syndicale » entre les mots « de sa conviction politique » et les mots « d'une caractéristique physique ».

Art. 114. Dans l'article 453bis du Code pénal, inséré par la loi du 25 février 2003 et remplacé par la loi du 10 mai 2007, sont insérés les mots « de sa conviction syndicale » entre les mots « de sa conviction politique » et les mots « d'une caractéristique physique ».

Art. 115. Dans l'article 514bis du Code pénal, inséré par la loi du 25 février 2003 et remplacé par la loi du 10 mai 2007, sont insérés les mots « de sa conviction syndicale » entre les mots « de sa conviction politique » et les mots « d'une caractéristique physique ».

Art. 116. Dans l'article 525bis du Code pénal, inséré par la loi du 25 février 2003 et remplacé par la loi du 10 mai 2007, sont insérés les mots « de sa conviction syndicale » entre les mots « de sa conviction politique » et les mots « d'une caractéristique physique ».

Art. 117. Dans l'article 532bis du Code pénal, inséré par la loi du 25 février 2003 et remplacé par la loi du 10 mai 2007, sont insérés les mots « de sa conviction syndicale » entre les mots « de sa conviction politique » et les mots « d'une caractéristique physique ».

Art. 118. Dans l'article 534quater du Code pénal, inséré par la loi du 10 mai 2007, sont insérés les mots « de sa conviction syndicale » entre les mots « de sa conviction politique » et les mots « d'une caractéristique physique ».

Art. 119. Le présent chapitre entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

CHAPITRE 8 - Modifications de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise

Art. 120. L'article 19 de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise, est abrogé.

Art. 121. Dans la même loi, il est inséré, après l'article 34, un titre 5 intitulé « Dispositions générales ».

Art. 122. Dans le titre 5 de la même loi, inséré par l'article 121, il est inséré un article 34/1, rédigé comme suit :

« Art. 34/1. Le Roi prend, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, toutes les mesures nécessaires pour adapter la législation relative à la sécurité sociale, au profit des travailleurs visés par la présente loi. »

Art. 123. Les articles 120 à 122 produisent leurs effets le 25 juin 2009.

Art. 109. In artikel 377bis van het Strafwetboek, ingevoegd bij de wet van 25 februari 2003 en vervangen bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden « zijn syndicale overtuiging » tussen de woorden « zijn politieke overtuiging » en « een fysieke of genetische eigenschap » ingevoegd.

Art. 110. In artikel 405quater van het Strafwetboek, ingevoegd bij de wet van 25 februari 2003 en vervangen bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden « zijn syndicale overtuiging » tussen de woorden « zijn politieke overtuiging » en « een fysieke of genetische eigenschap » ingevoegd.

Art. 111. In artikel 422quater van het Strafwetboek, ingevoegd bij de wet van 25 februari 2003 en vervangen bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden « zijn syndicale overtuiging » tussen de woorden « zijn politieke overtuiging » en « een fysieke of genetische eigenschap » ingevoegd.

Art. 112. In artikel 438bis van het Strafwetboek, ingevoegd bij de wet van 25 februari 2003 en vervangen bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden « zijn syndicale overtuiging » tussen de woorden « zijn politieke overtuiging » en « een fysieke of genetische eigenschap » ingevoegd.

Art. 113. In artikel 442ter van het Strafwetboek, ingevoegd bij de wet van 25 februari 2003 en vervangen bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden « zijn syndicale overtuiging » tussen de woorden « zijn politieke overtuiging » en « een fysieke of genetische eigenschap » ingevoegd.

Art. 114. In artikel 453bis van het Strafwetboek, ingevoegd bij de wet van 25 februari 2003 en vervangen bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden « zijn syndicale overtuiging » tussen de woorden « zijn politieke overtuiging » en « een fysieke of genetische eigenschap » ingevoegd.

Art. 115. In artikel 514bis van het Strafwetboek, ingevoegd bij de wet van 25 februari 2003 en vervangen bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden « zijn syndicale overtuiging » tussen de woorden « zijn politieke overtuiging » en « een fysieke of genetische eigenschap » ingevoegd.

Art. 116. In artikel 525bis van het Strafwetboek, ingevoegd bij de wet van 25 februari 2003 en vervangen bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden « zijn syndicale overtuiging » tussen de woorden « zijn politieke overtuiging » en « een fysieke of genetische eigenschap » ingevoegd.

Art. 117. In artikel 532bis van het Strafwetboek, ingevoegd bij de wet van 25 februari 2003 en vervangen bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden « zijn syndicale overtuiging » tussen de woorden « zijn politieke overtuiging » en « een fysieke of genetische eigenschap » ingevoegd.

Art. 118. In artikel 534quater van het Strafwetboek, ingevoegd bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden « zijn syndicale overtuiging » tussen de woorden « zijn politieke overtuiging » en « een fysieke of genetische eigenschap » ingevoegd.

Art. 119. Dit hoofdstuk treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK 8 - Wijzigingen van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis

Art. 120. Artikel 19 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis wordt opgeheven.

Art. 121. In dezelfde wet wordt na het artikel 34 een titel 5 ingevoegd, luidende : « Algemene bepalingen ».

Art. 122. In titel 5 van dezelfde wet, ingevoegd bij artikel 121, wordt een artikel 34/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 34/1. De Koning neemt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, alle nodige maatregelen met het oog op de aanpassing van de socialezekerheidswetgeving, ten behoeve van de werknemers bedoeld in deze wet. »

Art. 123. De artikelen 120 tot 122 hebben uitwerking met ingang van 25 juni 2009.

CHAPITRE 9 - *Création, suppression, ainsi que la modification de la dénomination et des compétences des caisses de vacances*

Art. 124. L'article 44 des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 44. La création d'une Caisse spéciale de vacances afférente à une branche d'activité ou à une catégorie de travailleurs, sa suppression, ainsi que la modification de la dénomination et la modification des compétences de celle-ci, peuvent être autorisées par un arrêté royal pris à la suite d'une convention collective de travail, après avis du Comité de gestion de l'Office national des vacances annuelles. Ces Caisses spéciales ont pour mission de payer aux travailleurs qui relèvent d'elles le pécule de vacances auquel ils peuvent prétendre par leur entremise, en exécution des présentes lois coordonnées ou des arrêtés pris en vertu de celles-ci. »

Art. 125. L'alinéa 2 de l'article 46 des mêmes lois coordonnées est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque le fonctionnement d'une caisse spéciale de vacances est de nature à nuire à l'intérêt général ou pourrait porter préjudice aux intérêts des bénéficiaires de la législation sur les vacances annuelles :

1° le Comité de gestion de l'Office national des vacances annuelles peut temporairement placer cette caisse spéciale de vacances sous l'administration provisoire de l'Office national des vacances annuelles;

2° le Roi peut, après avis du Comité de gestion de l'Office national, ordonner la fusion de cette caisse spéciale de vacances, soit avec d'autres caisses spéciales de vacances, soit avec l'Office national. »

CHAPITRE 10 - *Maintien des aides à l'emploi en cas de restructuration ou de transformation juridique de l'employeur*

Art. 126. Dans le titre 16, chapitre 2, section 3, de la loi du 22 décembre 2008 portant dispositions diverses (I), il est inséré un article 201/1, rédigé comme suit :

« Art. 201/1. La présente section entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009. »

CHAPITRE 11 - *Dispositions applicables à certains ouvriers du secteur des soins de santé*

Art. 127. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent :

a) aux employeurs des établissements dispensant des soins de santé, de prophylaxie et d'hygiène suivants :

- les établissements soumis à la loi sur les hôpitaux;
- les maisons de soins psychiatriques;
- les initiatives d'habitation protégée;
- les maisons de repos pour personnes âgées;
- les maisons de repos et de soins;
- les centres de soins de jour;
- les centres de révalidation;
- les soins infirmiers à domicile;
- les services intégrés de soins à domicile;
- les services du sang de la Croix-Rouge de Belgique;
- les centres médicaux pédiatriques;
- les maisons médicales.

b) aux ouvriers comptabilisant une ancienneté d'au moins 5 ans, ininterrompue ou non, dans un ou plusieurs des services ou établissements cités au point a).

Art. 128. Par dérogation à l'article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, le délai de préavis est fixé à trois mois lorsque le congé est donné par l'employeur à un ouvrier visé à l'article 127, b), demeuré à son service sans interruption pendant moins de cinq ans.

Ce délai est augmenté de trois mois dès le commencement de chaque nouvelle période de cinq ans de service chez le même employeur.

Le délai de préavis doit être calculé en fonction de l'ancienneté réelle acquise au moment où il prend cours.

Le délai de préavis prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le préavis a été notifié.

HOOFDSTUK 9 - *Opricthting, opheffing, evenals de wijziging van de benaming en van de bevoegdheden van de vakantiefondsen*

Art. 124. Artikel 44 van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers gecoördineerd op 28 juni 1971 wordt vervangen als volgt :

« Art. 44. De opricthting van een bijzonder vakantiefonds voor een bepaalde bedrijfstak of voor een bepaalde categorie arbeiders, de opheffing ervan, evenals de wijziging van de benaming en de verruiming van de bevoegdheden ervan, mogen bij koninklijk besluit worden toegelaten, genomen ten gevolge van een collectieve arbeids-overeenkomst. Deze bijzondere fondsen hebben tot opdracht aan de arbeiders die van hen afhangen het vakantiegeld uit te betalen waarop zij door hun tussenkomst, ter uitvoering van deze gecoördineerde wetten of hun uitvoeringsbesluiten, aanspraak kunnen maken. »

Art. 125. Artikel 46, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt vervangen als volgt :

« Wanneer de werking van een bijzonder vakantiefonds van aard is het algemeen belang te schaden of nadeel zou kunnen berokkenen aan de belangen van de gerechtigden van de wetgeving betreffende de jaarlijkse vakantie :

1° kan het Beheerscomité van de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie dit bijzonder vakantiefonds tijdelijk plaatsen onder het voorlopig bestuur van de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie;

2° kan de Koning, na advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst, de samensmelting van de bijzondere vakantiefondsen, hetzij met andere bijzondere vakantiefondsen, hetzij met de Rijksdienst, gelasten. »

HOOFDSTUK 10 - *Behoud van tewerkstellingsmaatregelen in geval van herstructurering of juridische transformatie van de werkgever*

Art. 126. In titel 16, hoofdstuk 2, afdeling 3, van de wet van 22 december 2008 houdende diverse bepalingen (I), wordt een artikel 201/1 ingevoegd luidende :

« Art. 201/1. Deze afdeling treedt in werking op 1 januari 2009. »

HOOFDSTUK 11 - *Bepalingen die van toepassing zijn op bepaalde werklieden uit de sector van de gezondheidszorg*

Art. 127. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op :

a) de werkgevers van de volgende instellingen die geneeskundige, profylactische of hygiënische verzorging verlenen :

- de inrichtingen die aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn;
- de psychiatrische verzorgingstehuizen;
- de initiatieven voor beschut wonen;
- de rusthuizen voor bejaarden;
- rust- en verzorgingstehuizen;
- de dagverzorgingscentra;
- de revalidatiecentra;
- de thuisverpleging;
- de geïntegreerde diensten thuisverzorging;
- de diensten voor het bloed van het Rode Kruis van België;
- de medisch-pediatrie centra;
- de wijkgezondheidscentra.

b) de werklieden die minstens 5 jaar anciënniteit hebben, al dan niet ononderbroken, in een of meerdere diensten of instellingen vermeld onder punt a).

Art. 128. In afwijking van artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, wordt de opzeggingstermijn vastgesteld op drie maand wanneer de opzegging wordt gegeven door de werkgever aan een werkmán, bedoeld in artikel 127, b), die zonder onderbreking bij hem is tewerkgesteld gebleven gedurende minder dan vijf jaar.

Deze termijn wordt vermeerderd met drie maand vanaf de aanvang van elke nieuwe periode van vijf jaar dienst bij dezelfde werkgever.

De opzeggingstermijn moet berekend worden volgens de verworven reële anciënniteit op het ogenblik dat de opzegging ingaat.

De opzeggingstermijn begint te lopen op de eerste dag van de maand volgend op die waarin kennis van de opzegging is gegeven.

Art. 129. Le délai de préavis prévu à l'article 128 ne s'applique pas dans le cas où l'ouvrier est licencié au cours de la période d'essai, en vue de la prépension ou en vue de mettre fin à son contrat de travail conclu à durée indéterminée à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il atteint l'âge de la pension légale.

Art. 130. Les dispositions du présent chapitre entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui de leur publication au *Moniteur belge*.

Les préavis notifiés avant l'entrée en vigueur des présentes dispositions continuent à sortir leurs effets.

CHAPITRE 12 - *Adaptation de certaines dispositions des titres 1^{er}, 2 et 3 de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise*

Art. 131. Dans l'article 353bis/2 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, inséré par la loi du 19 juin 2009, les mots « avant le 1^{er} janvier 2010 » sont remplacés par les mots « avant que la sous-section 8 du titre IV, chapitre 7, section 3, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, cesse d'être en vigueur ».

Art. 132. Dans l'article 13, alinéa 2, de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise, les mots « le 1^{er} janvier 2010 » sont remplacés par les mots « à partir du 1^{er} juillet 2010 ».

Art. 133. L'article 14, § 4, de la même loi est modifié comme suit :

1° au premier alinéa, le 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° L'entreprise, au sens d'entité juridique, qui connaît une diminution substantielle de 15 % au moins de son chiffre d'affaire ou de sa production dans l'un des quatre trimestres précédant le premier recours à la réduction des prestations pour faire face à la crise, par rapport au même trimestre de l'année 2008; si cette diminution ne résulte pas du dernier trimestre précédant le recours à la réduction des prestations pour faire face à la crise, alors la tendance à la baisse doit être confirmée dans le ou les autres trimestres précédant le recours à la réduction des prestations pour faire face à la crise. La preuve de la baisse du chiffre d'affaires, est attestée par les déclarations à la T.V.A. des trimestres concernés; »;

2° le premier alinéa est complété par un 3°, rédigé comme suit :

« 3° L'entreprise, au sens d'entité juridique, qui connaît une diminution substantielle de ses commandes de 15 % au moins dans l'un des quatre trimestres précédant le premier recours à la réduction des prestations pour faire face à la crise, par rapport au même trimestre de l'année 2008; si cette diminution ne résulte pas du dernier trimestre précédant le recours à la réduction des prestations pour faire face à la crise, alors la tendance à la baisse doit être confirmée dans le ou les autres trimestres précédant le recours à la réduction des prestations pour faire face à la crise. »;

3° entre le premier et le deuxième alinéa est ajouté un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« La diminution substantielle des commandes, visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, doit :

1° affecter toutes les commandes de l'entreprise;

2° être obtenue par une pondération en fonction de l'importance des diverses commandes et donner lieu à une diminution en conséquence des heures de travail productives des travailleurs;

3° être prouvée par l'introduction d'un dossier qui, à côté des déclarations à la T.V.A. de tous les trimestres concernés à titre indicatif, contient aussi tous les documents qui démontrent la diminution des commandes requises et expliquent le mode de calcul suivi, comme des pièces comptables et des rapports transmis au conseil d'entreprise. »;

4° dans l'ancien deuxième alinéa, devenu le troisième alinéa, la seconde phrase est supprimée;

5° un alinéa 4 est inséré, rédigé comme suit :

« Les règles et modalités déterminées par le Roi en application de l'alinéa précédent et relatives à la diminution substantielle de 20 % au moins de son chiffre d'affaire ou de sa production, sont aussi d'application pour les autres diminutions substantielles visées au 1°. »

Art. 129. De opzeggingstermijn bedoeld in artikel 128 is niet van toepassing in het geval de werknemer wordt ontslagen tijdens de proefperiode, met het oog op brugpensioen of met het oog op het beëindigen van de voor onbepaalde tijd gesloten arbeidsovereenkomst vanaf de eerste dag van de maand volgend op die waarin de werknemer de wettelijke pensioenleeftijd bereikt.

Art. 130. De bepalingen van dit hoofdstuk treden in werking op de eerste dag van de tweede maand die volgt op die waarin ze zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De opzeggingen betekend vóór de inwerkingtreding van deze bepalingen blijven hun gevolgen behouden.

HOOFDSTUK 12 - *Aanpassing van sommige bepalingen van titel 1, 2 en 3 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis*

Art. 131. In artikel 353bis/2 van de programmawet (I) van 24 december 2002, ingevoegd bij de wet van 19 juni 2009, worden de woorden « vóór 1 januari 2010 » vervangen door de woorden « voordat onderafdeling 8 van titel IV, hoofdstuk 7, afdeling 3 van de programmawet (I) van 24 december 2002, buiten werking treedt ».

Art. 132. In artikel 13, tweede lid, van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis, worden de woorden « op 1 januari 2010 » vervangen door de woorden « met ingang van 1 juli 2010 ».

Art. 133. Artikel 14, § 4, van dezelfde wet, wordt gewijzigd als volgt :

1° In het eerste lid, wordt 1°, vervangen door de volgende bepaling :

« 1° de onderneming, in de zin van de juridische entiteit, met een substantiële daling van minimum 15 % van de omzet of de productie in één van de vier kwartalen voorafgaand aan het eerste gebruik van de vermindering van de arbeidsprestaties om het hoofd te bieden aan de crisis, vergeleken met hetzelfde kwartaal van het jaar 2008; als deze daling niet voortvloeit uit het laatste kwartaal voorafgaand aan het gebruik van de vermindering van de arbeidsprestaties om het hoofd te bieden aan de crisis, dan moet de dalende trend in het of de daaropvolgende kwartaal(en) bevestigd worden voorafgaand aan het gebruik van de vermindering van de arbeidsprestaties om het hoofd te bieden aan de crisis. Als bewijs van daling in omzetcijfers wordt de BTW-aangifte van de betreffende kwartalen als bijlage toegevoegd; »;

2° het eerste lid wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt :

« 3° De onderneming, in de zin van de juridische entiteit, met een substantiële daling van de bestellingen van minimum 15 % in één van de vier kwartalen voorafgaand aan het eerste gebruik van de vermindering van de arbeidsprestaties om het hoofd te bieden aan de crisis, vergeleken met hetzelfde kwartaal van het jaar 2008; als deze daling niet voortvloeit uit het laatste kwartaal voorafgaand aan het gebruik van de vermindering van de arbeidsprestaties om het hoofd te bieden aan de crisis, dan moet de dalende trend in het of de daaropvolgende kwartaal(en) bevestigd worden voorafgaand aan het gebruik van de vermindering van de arbeidsprestaties om het hoofd te bieden aan de crisis. »;

3° tussen het eerste en tweede lid, wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De substantiële daling van de bestellingen bedoeld in het eerste lid, 3°, moet :

1° betrekking hebben op alle bestellingen van de onderneming;

2° bekomen worden door een weging in functie van de belangrijkheid van de diverse bestellingen en aanleiding geven tot een daaraan gerelateerde daling aan productieve uren van de werknemers;

3° bewezen worden door de indiening van een dossier dat, naast ten indicatieve titel de BTW-aangiften van alle betreffende kwartalen, ook alle documenten bevat die de vereiste daling inzake bestellingen aantonen en de gevolgde berekeningswijze toelichten, zoals boekhoudkundige stukken en verslagen overgemaakt aan de ondernemingsraad. »;

4° in het vroegere tweede lid, dat het derde lid is geworden, wordt de tweede zin opgeheven;

5° een vierde lid wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« De nadere regels en modaliteiten bepaald door de Koning in toepassing van het vorig lid en met betrekking tot de substantiële daling van minimum 20 % van de omzet of de productie, zijn eveneens van toepassing voor de andere substantiële dalingen bedoeld in 1°. »

Art. 134. Dans le chapitre 1^{er} du Titre 2 de la même loi, un article 14bis est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 14bis. § 1. La durée d'un plan d'entreprise est automatiquement prolongée dans les conditions suivantes :

1° l'employeur est lié au 31 décembre 2009 par un plan d'entreprise visé à l'article 14, § 2, qui remplit les conditions de l'article 14, § 3;

2° la durée de validité prévue du plan d'entreprise va au-delà de la date du 31 décembre 2009 ou est liée à la durée de validité des mesures du présent chapitre.

La durée de validité du plan d'entreprise est prolongée jusqu'à la date prévue dans le plan d'entreprise introduit mais se termine au plus tard à la date à laquelle ce titre cesse d'être en application.

Le directeur général du service des Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale informe l'entreprise concernée de la prolongation automatique avec mention de la date de fin de validité du plan d'entreprise et du montant du supplément visé à l'article 23, § 7, qui doit être respecté par l'entreprise. Il informe également la commission visée à l'article 14, § 3, de la prolongation.

§ 2. La durée d'un plan d'entreprise est, à la demande de l'entreprise, prolongée dans les conditions suivantes :

1° l'employeur est lié au 31 décembre 2009 par un plan d'entreprise visé à l'article 14, § 2, qui remplit les conditions de l'article 14, § 3;

2° la demande est adressée par lettre recommandée au directeur général du service des Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;

3° la demande mentionne la date adaptée de fin du plan.

La durée de validité du plan d'entreprise est prolongée jusqu'à la date prévue dans la demande de prolongation mais se termine au plus tard à la date à laquelle ce titre cesse d'être en application.

Le directeur général du service des Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale informe l'entreprise concernée de la prolongation avec mention de la date de fin de validité du plan d'entreprise et du montant du supplément visé à l'article 23, § 7, qui doit être respecté par l'entreprise. Il informe également la commission visée à l'article 14, § 3, de la prolongation.

§ 3. La commission visée à l'article 14, § 3, octroie pour les plans d'entreprises visés à l'article 14, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, une dérogation au montant minimum visé à l'article 23, § 7, alinéa 3, si les conditions suivantes sont remplies :

1° l'entreprise a conclu un accord sur ce point avec tous les travailleurs de l'entreprise;

2° l'entreprise démontre qu'une concertation a effectivement eu lieu avec tous les travailleurs de l'entreprise.

La commission visée à l'article 14, § 3, peut octroyer pour les plans d'entreprises visés à l'article 14, § 2, alinéa 1^{er}, 2° et 3°, une dérogation au montant minimum visé à l'article 23, § 7, alinéa 3, si la Commission l'estime raisonnable. Cette décision doit être prise à l'unanimité. »

Art. 135. dans l'article 23 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 7, alinéa 1^{er}, la deuxième phrase est complétée par les mots suivants :

« ou, à défaut de tels ouvriers, au supplément prévu par la convention collective de travail conclue au sein de l'organe paritaire dont relèverait cet employeur s'il occupait des ouvriers. »;

2° le § 7, est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, et à défaut de convention collective de travail au sens de la loi du 5 décembre 1968, le montant minimum du supplément est fixé à 5 euros par jour pendant lequel il n'est pas travaillé en application du chapitre 3. »

Art. 136. Dans l'article 28, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « le 1^{er} janvier 2010 » sont remplacés par les mots « à partir du 1^{er} juillet 2010 ».

Art. 134. In hoofdstuk 1 van Titel 2 van dezelfde wet wordt een artikel 14bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14bis. § 1. De duurtijd van een ondernemingsplan wordt automatisch verlengd onder de volgende voorwaarden :

1° de werkgever is gebonden op 31 december 2009 door een ondernemingsplan bedoeld in artikel 14, § 2, en dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 14, § 3;

2° de voorziene geldigheidsduur van het ondernemingsplan gaat verder dan 31 december 2009 of is verbonden aan de geldigheidsduur van de maatregelen van dit hoofdstuk.

De duurtijd van het ondernemingsplan wordt verlengd tot de datum zoals voorzien in het ingediende ondernemingsplan maar loopt uiterlijk af op datum van buitenwerkingtreding van deze titel.

De directeur-generaal van de dienst der Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg stelt de betrokken onderneming in kennis van de automatische verlenging met vermelding van de einddatum van het ondernemingsplan en van het bedrag van het supplement bedoeld in artikel 23, § 7, dat door de onderneming moet worden gerespecteerd. Hij stelt eveneens de commissie bedoeld in artikel 14, § 3, in kennis van de verlenging.

§ 2. De duurtijd van een ondernemingsplan wordt op aanvraag van de onderneming verlengd onder de volgende voorwaarden :

1° de werkgever is gebonden op 31 december 2009 door een ondernemingsplan bedoeld in artikel 14, § 2, dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 14, § 3;

2° de aanvraag wordt bij aangetekend schrijven gericht aan de directeur-generaal van de dienst der Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;

3° de aanvraag vermeldt de aangepaste einddatum van het plan.

De duurtijd van het ondernemingsplan wordt verlengd tot de datum zoals vermeld in de aanvraag tot verlenging van het ondernemingsplan maar loopt uiterlijk af op datum van buitenwerkingtreding van deze titel.

De directeur-generaal van de dienst der Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg stelt de betrokken onderneming in kennis van de verlenging met vermelding van de einddatum van het ondernemingsplan en van het bedrag van het supplement bedoeld in artikel 23, § 7, dat door de onderneming moet worden gerespecteerd. Hij stelt eveneens de commissie bedoeld in artikel 14, § 3, in kennis van de verlenging.

§ 3. De commissie bedoeld in artikel 14, § 3, staat voor de ondernemingsplannen bedoeld in artikel 14, § 2, eerste lid, 3°, een afwijking toe op het minimumbedrag van het supplement bedoeld in artikel 23, § 7, derde lid, indien aan volgende voorwaarden is voldaan :

1° de onderneming heeft daartoe een akkoord gesloten met alle werknemers uit de onderneming;

2° de onderneming toont aan dat er effectief overleg geweest is met alle werknemers uit de onderneming.

De commissie bedoeld in artikel 14, § 3, kan voor de ondernemingsplannen bedoeld in artikel 14, § 2, eerste lid, 2° en 3°, een afwijking toestaan op het minimumbedrag van het supplement bedoeld in artikel 23, § 7, derde lid, indien de commissie dit verantwoord acht. Deze beslissing moet bij unanimité genomen worden. »

Art. 135. In artikel 23 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 7, eerste lid, wordt de tweede zin aangevuld met de volgende woorden :

« of, bij ontstentenis van dergelijke arbeiders, aan het supplement als bepaald bij de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het paritair orgaan waaronder de werkgever zou ressorteren indien hij arbeiders zou tewerkstellen. »;

2° § 7 wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

« Onverminderd het eerste lid, en bij ontstentenis van een collectieve arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 5 december 1968, wordt het minimum bedrag van het supplement bepaald op 5 euro per dag waarop niet wordt gewerkt met toepassing van hoofdstuk 3. »

Art. 136. In artikel 28, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden « op 1 januari 2010 » vervangen door de woorden « met ingang van 1 juli 2010 ».

Art. 137. Dans l'article 31 de la même loi, les mots « le 31 décembre 2009 » sont remplacés par les mots « le 30 juin 2010 ».

Art. 138. Dans l'article 1^{er}, § 3bis, de l'arrêté royal du 17 janvier 2000 pris en exécution de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victime d'une restructuration, inséré par l'arrêté royal du 28 juin 2009, l'alinéa 4 est remplacé comme suit :

« Le présent paragraphe est uniquement d'application pour les travailleurs licenciés suite à la faillite, la fermeture ou la liquidation de l'entreprise, au plus tard à la date limite de licenciement, visée à l'article 31 de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise. »

Art. 139. L'article 28/1bis de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme (1) du 24 décembre 2002, visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, inséré par l'arrêté royal du 28 juin 2009, est remplacé comme suit :

« Art. 28/1bis. L'article 28/1 est également d'application pour les travailleurs licenciés suite à la faillite, la fermeture ou la liquidation de l'entreprise, au plus tard à la date limite de licenciement, visée à l'article 31 de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise. »

Art. 140. Dans l'article 28/5 du même arrêté royal, inséré par l'arrêté royal du 28 juin 2009, l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« La convention collective de travail doit clairement mentionner les dates de début et de fin de l'adaptation temporaire de la durée du travail et, le cas échéant, de l'instauration temporaire de la semaine de quatre jours. La date de début ne peut pas précéder le jour de l'entrée en vigueur du titre 1^{er} de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise, ni se situer après la date à laquelle le titre 1^{er} précité, cesse d'être en vigueur. La date de fin doit précéder la date à laquelle le titre précité, cesse d'être en vigueur. La convention collective de travail ne peut pas contenir une disposition par laquelle elle peut être prorogée par tacite reconduction. »

Art. 141. Dans l'article 15/1, § 3, de l'arrêté royal du 9 mars 2006 relatif à la gestion active des restructurations, inséré par l'arrêté royal du 28 juin 2009, l'alinéa 7 est remplacé comme suit :

« Le présent paragraphe est uniquement d'application pour les travailleurs licenciés suite à la faillite, la fermeture ou la liquidation de l'entreprise, au plus tard à la date limite de licenciement, visée à l'article 31 de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise. »

Art. 142. Dans l'article 18 de l'arrêté royal du 28 juin 2009 pris en exécution de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise, les alinéas 2 et 3 sont remplacés comme suit :

« Le chapitre 3 cesse d'être en vigueur à la même date que celle à laquelle le titre 2 de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise, cesse d'être en vigueur. »

Le chapitre VIII du titre III de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, cesse d'être en vigueur à la même date que celle à laquelle le titre 2 de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise, cesse d'être en vigueur. »

Art. 143. Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 28 juin 2009 déterminant les conditions et les modalités relatives au paiement d'une allocation de crise pour suspension de l'exécution du contrat de travail d'employés, les mots « le 1^{er} janvier 2010 » sont remplacés par les mots « à la même date que celle à laquelle le titre 2 de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise, cesse d'être en vigueur ».

Art. 137. In artikel 31 van dezelfde wet, worden de woorden « op 31 december 2009 » vervangen door de woorden « op 30 juni 2010 ».

Art. 138. In artikel 1, § 3bis, van het koninklijk besluit van 17 januari 2000 tot uitvoering van artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering, ingevoegd bij koninklijk besluit van 28 juni 2009, wordt het vierde lid vervangen als volgt :

« Deze paragraaf is enkel van toepassing voor de werknemers die als gevolg van faillissement, sluiting of vereffening van de onderneming ontslagen worden uiterlijk op de uiterste datum van ontslag bedoeld in artikel 31 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis, buiten werking treedt. »

Art. 139. Artikel 28/1bis van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet (1) van 24 december 2002, betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen, ingevoegd bij koninklijk besluit van 28 juni 2009, wordt vervangen als volgt :

« Art. 28/1bis. Artikel 28/1 is eveneens van toepassing voor werknemers die als gevolg van het faillissement, de sluiting of de vereffening van de onderneming, ontslagen worden uiterlijk op de uiterste datum van ontslag bedoeld in artikel 31 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis, buiten werking treedt. »

Art. 140. In artikel 28/5 van het hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 28 juni 2009, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De collectieve arbeidsovereenkomst moet duidelijk de begin- en einddatum van de tijdelijke aanpassing van de arbeidsduur en, in voorkomend geval, van de tijdelijke invoering van de vierdagenweek vermelden. De begindatum mag de datum van inwerkingtreding van titel 1 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis, niet voorafgaan en niet vallen na de datum waarop voornoemde titel buiten werking treedt. De einddatum moet liggen voor de datum waarop voornoemde titel buiten werking treedt. De collectieve arbeidsovereenkomst mag geen bepaling bevatten waardoor zij stilzwijgend verlengd kan worden. »

Art. 141. In artikel 15/1, § 3, van het koninklijk besluit van 9 maart 2006 betreffende het activerend beleid bij herstructureringen, ingevoegd bij koninklijk besluit van 28 juni 2009, wordt het zevende lid vervangen als volgt :

« Deze paragraaf is enkel van toepassing voor de werknemers die als gevolg van faillissement, sluiting of vereffening van de onderneming ontslagen worden uiterlijk op de uiterste datum van ontslag bedoeld in artikel 31 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis, buiten werking treedt. »

Art. 142. In artikel 18 van het koninklijk besluit van 28 juni 2009 tot uitvoering van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in crisis, worden het tweede en derde lid vervangen als volgt :

« Hoofdstuk 3 treedt buiten werking op dezelfde datum waarop titel 2 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis buiten werking treedt. »

Hoofdstuk VIII van titel III van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet (I) van 24 december 2002, betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen, treedt buiten werking op dezelfde datum waarop titel 2 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis, buiten werking treedt. »

Art. 143. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 28 juni 2009 tot vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels met betrekking tot de uitbetaling van een crisisuitkering wegens schorsing van de arbeidsovereenkomst voor bedienden, worden de woorden « op 1 januari 2010 » vervangen door de woorden « op dezelfde datum waarop titel 2 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis, buiten werking treedt. »

Art. 144. Le Roi peut modifier, compléter et abroger les dispositions suivantes :

- l'article 1^{er}, § 3bis, alinéa 4, de l'arrêté royal du 17 janvier 2000 pris en exécution de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et aux certains travailleurs qui ont été victime d'une restructuration;

- l'article 28/1bis et l'article 28/5, alinéa 2, de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale;

- l'article 15/1, § 3, alinéa 7, de l'arrêté royal du 9 mars 2006 relatif à la gestion active des restructurations;

- l'article 18, alinéas 2 et 3, de l'arrêté royal du 28 juin 2009 pris en exécution de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise;

- l'article 2 de l'arrêté royal du 28 juin 2009 déterminant les conditions et les modalités relatives au paiement d'une allocation de crise pour suspension de l'exécution du contrat de travail d'employés.

Art. 145. L'article 3 de l'arrêté royal du 31 juillet 2009 déterminant le critère de reconnaissance comme entreprise en difficulté sur la base d'une diminution des commandes en exécution de l'article 14, § 4, alinéa 2, de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise, est abrogé.

Art. 146. L'article 108, § 1^{er}, 1^o, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, modifié par la loi du 26 mars 1999, est complété in fine comme suit :

« - aux travailleurs à temps partiel visés au chapitre 2 du Titre 2 de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise. »

Art. 147. Le présent chapitre entre en vigueur le 31 décembre 2009 sauf les articles 133, 134, 135 et 145 qui entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2010 et l'article 146 qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2009.

CHAPITRE 13 - Prime de crise

Art. 148. Le présent chapitre est applicable aux travailleurs liés par un contrat de travail d'ouvrier au sens de l'article 2 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, et à leur employeur.

Ce chapitre ne s'applique toutefois pas aux ouvriers et à leurs employeurs exclus de l'application de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

Art. 149. Tout ouvrier dont le contrat de travail est résilié sans motif grave par son employeur, avec ou sans respect d'un délai de préavis, a droit à une prime forfaitaire de crise de 1.666 euros. Ce montant est exonéré des impôts sur les revenus.

Cette prime forfaitaire de crise est exclue de la notion de rémunération tant pour ce qui concerne l'application de l'article 14 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié en dernier lieu par la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I), que pour l'application de l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, modifié en dernier lieu par la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I).

Lorsque l'ouvrier est occupé en exécution d'un contrat de travail à temps partiel au sens de l'article 11bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, cette prime forfaitaire de crise est réduite en proportion de ses prestations prévues dans le contrat de travail.

La proportion est calculée par rapport à un travailleur à temps plein tel que défini à l'article 2, 3^o de la loi du 5 mars 2002 relative au principe de non-discrimination en faveur des travailleurs à temps partiel.

L'alinéa précédent s'applique également aux montants visés à l'article 152.

Art. 144. De Koning kan volgende bepalingen wijzigen, aanvullen en opheffen :

- artikel 1, § 3bis, vierde lid, van het koninklijk besluit van 17 januari 2000 tot uitvoering van artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering;

- artikel 28/1bis en 28/5, tweede lid van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet (I) van 24 december 2002, betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen;

- artikel 15/1, § 3, zevende lid, van het koninklijk besluit van 9 maart 2006 betreffende het activerend beleid bij herstructureringen;

- artikel 18, tweede en derde lid, van het koninklijk besluit van 28 juni 2009 tot uitvoering van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in crisis;

- artikel 2 van het koninklijk besluit van 28 juni 2009 tot vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels met betrekking tot de uitbetaling van een crisissuitkering wegens schorsing van de arbeids-overeenkomst voor bedienden.

Art. 145. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 31 juli 2009 tot bepaling van het criterium tot erkenning als onderneming in moeilijkheden op basis van een daling van de bestellingen in uitvoering van artikel 14, § 4, tweede lid, van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis, wordt opgeheven.

Art. 146. Artikel 108, § 1, 1^o, van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij de wet van 26 maart 1999, wordt aangevuld als volgt :

« - op de deeltijdse werknemers bedoeld in Hoofdstuk 2 van Titel 2 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis. »

Art. 147. Dit hoofdstuk treedt in werking op 31 december 2009, met uitzondering van de artikelen 133, 134, 135 en 145 die in werking treden op 1 januari 2010 en artikel 146 dat in werking treedt op 1 september 2009.

HOOFDSTUK 13 - Crisispremie

Art. 148. Dit hoofdstuk is van toepassing op de werknemers die verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst voor werklieden in de zin van artikel 2 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, en op hun werkgever.

Dit hoofdstuk is evenwel niet van toepassing op de werklieden en op hun werkgevers die zijn uitgesloten van de toepassing van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités.

Art. 149. Elke werkman waarvan de arbeidsovereenkomst door de werkgever wordt beëindigd zonder dringende reden, met of zonder naleving van een opzeggingstermijn, heeft recht op een forfaitaire crisispremie van 1.666 euro. Dit bedrag wordt vrijgesteld van de inkomstenbelastingen.

Deze forfaitaire crisispremie wordt uitgesloten uit het begrip loon zowel voor de toepassing van artikel 14 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders laatst gewijzigd door de wet van 24 juli 2008 houdende diverse bepalingen (I) als voor de toepassing van artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, laatst gewijzigd door de wet van 24 juli 2008 houdende diverse bepalingen (I).

Wanneer de werkman wordt tewerkgesteld in uitvoering van een arbeidsovereenkomst voor deeltijdse arbeid in de zin van artikel 11bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, wordt deze forfaitaire crisispremie verminderd in verhouding tot de arbeidsprestaties voorzien in de arbeidsovereenkomst.

De verhouding wordt berekend ten aanzien van een voltijdse werknemer zoals omschreven in artikel 2, 3^o, van de wet van 5 maart 2002 betreffende het beginsel van non-discriminatie ten gunste van deeltijdwerkers.

Het vorige lid is eveneens van toepassing op de bedragen bedoeld bij artikel 152.

Art. 150. L'article 149 n'est pas applicable lorsque le contrat de travail d'ouvriers est résilié :

- pendant la période d'essai;
- en vue de la pension;
- en vue de la prépension;

- dans le cadre d'une restructuration si l'ouvrier peut s'inscrire auprès de la cellule pour l'emploi conformément à l'article 34 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations.-

Art. 151. En cas de résiliation visée à l'article 149, alinéa 1^{er}, le congé doit être notifié par l'employeur par lettre recommandée à la poste sortissant ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition ou par exploit d'huissier.

La présente disposition ne porte pas préjudice aux dispositions de l'article 37, § 1^{er}, alinéa 3 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art. 152. L'employeur paie au moment où le contrat de travail prend fin une part de la prime forfaitaire de crise visée à l'article 149 égale à 555 euros.

L'Office national de l'Emploi paie les 1.111 euros restants.

A défaut de respect de l'article 151, l'employeur est tenu de payer l'entièreté de la prime forfaitaire de crise visée à l'article 149.

Art. 153. § 1^{er}. L'employeur est dispensé de payer sa part de prime forfaitaire de crise s'il est satisfait à une des conditions suivantes :

- l'ouvrier s'est vu appliquer en 2010 une mesure de réduction collective ou individuelle de réduction du temps de travail prévue au titre 1^{er} ou au titre 2, chapitre 2, de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses pour faire face à la crise;

- l'exécution du contrat de travail de l'ouvrier a été suspendue en 2010 en application de l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, pendant un nombre de jour équivalent, en fonction de son régime de travail, à quatre semaines si l'ouvrier compte moins de vingt ans d'ancienneté dans l'entreprise au moment de la notification de son congé et à huit semaines si l'ouvrier compte au moins vingt ans d'ancienneté dans l'entreprise au moment de la notification de son congé.

S'il est satisfait à une des conditions prévues à l'alinéa 1^{er}, l'entièreté de la prime forfaitaire de crise est payée par l'Office national de l'Emploi.

§ 2. La commission visée à l'article 14, § 3, de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise, peut octroyer pour les entreprises de moins de 10 travailleurs une dérogation au paiement par l'employeur de la prime forfaitaire de crise visée à l'article 152, alinéa 1^{er}. Cette dérogation peut être octroyée à la demande de l'employeur pour autant que l'entreprise visée connaisse des difficultés économiques. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres les modalités précises quant à cette dérogation. Il définit également, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres ce qu'il faut entendre par « difficultés économiques » et la manière de déterminer le nombre de 10 travailleurs susvisé.

Art. 154. L'Office national de l'Emploi est chargé de payer les primes forfaitaires de crise prévues aux articles 152 et 153.

Le Roi détermine les modalités et délais de paiement de cette indemnité par l'Office national de l'Emploi, ainsi que les documents qui doivent être introduits pour permettre ce paiement.

Les institutions de sécurité sociales sont tenues de fournir à l'Office national de l'Emploi toute information nécessaire à l'exécution de sa mission.

Art. 155. Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent qu'aux congés notifiés entre le 1^{er} janvier 2010 et le 30 juin 2010.

Art. 156. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Art. 150. Artikel 149 is niet van toepassing wanneer de arbeidsovereenkomst voor werklieden wordt beëindigd :

- tijdens de proefperiode;
- met het oog op pensionering;
- met het oog op brugpensioen;

- in het kader van een herstructurering indien de werkmán zich kan inschrijven in de tewerkstellingscel overeenkomstig artikel 34 van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact.

Art. 151. In geval van beëindiging als bedoeld in artikel 149, eerste lid, moet de opzegging worden ter kennis gebracht door de werkgever bij een ter post aangetekende brief die uitwerking heeft de derde werkdag na de datum van verzending of bij gerechtsdeurwaardersexploot.

Deze bepaling doet geen afbreuk aan de bepalingen van artikel 37, § 1, derde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 152. De werkgever betaalt op het ogenblik dat de arbeidsovereenkomst een einde neemt een gedeelte van de bij artikel 149 bedoelde forfaitaire crisispremie dat gelijk is aan 555 euro.

De Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening betaalt de overige 1.111 euro.

Bij niet-naleving van artikel 151 is de werkgever gehouden de volledige forfaitaire crisispremie bedoeld bij artikel 149 te betalen.

Art. 153. § 1. De werkgever wordt vrijgesteld van het betalen van zijn deel van de forfaitaire crisispremie indien hij aan één van de volgende voorwaarden voldoet :

- ten aanzien van de werkmán werd in 2010 een maatregel van collectieve vermindering of individuele vermindering van de arbeidsduur toegepast zoals voorzien door titel I of titel II, hoofdstuk 2, van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis;

- de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden werd geschorst in 2010 in toepassing van artikel 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, gedurende een aantal dagen, in functie van zijn arbeidsregeling, gelijk aan vier weken zo de werkmán minder dan twintig jaar anciënniteit telt in de onderneming op het ogenblik van de kennisgeving van zijn opzeg en aan acht weken zo de werkmán ten minste twintig jaar anciënniteit telt in de onderneming op het ogenblik van de kennisgeving van zijn opzeg.

Indien de werkgever aan één van de in het eerste lid bedoelde voorwaarden voldoet, wordt de forfaitaire crisispremie betaald door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

§ 2. De commissie bedoeld in artikel 14, § 3, van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis, kan, voor de ondernemingen met minder dan 10 werknemers, een afwijking voorzien op de betaling door de werkgever van de forfaitaire crisispremie bedoeld in artikel 152, eerste lid. Deze afwijking kan worden toegekend op vraag van de werkgever voor zover de betrokken onderneming economische regels kent. De Koning zal de nadere regels bepaalt met betrekking tot deze afwijking, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Hij eveneens, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad bepaalt wat dient te worden verstaan onder « economische moeilijkheden » en hij zal de wijze van vaststelling van het bovengenoemd aantal van 10 werknemers bepaalt.

Art. 154. De Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening wordt belast met het betalen van de forfaitaire crisispremie bedoeld in de artikelen 152 en 153.

De Koning bepaalt de nadere regels en de betalingstermijnen van deze vergoeding door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, evenals de documenten die moeten worden ingediend met het oog op de betaling ervan.

De instellingen der sociale zekerheid dienen aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening alle nodige informatie te bezorgen voor het uitvoeren van zijn opdracht.

Art. 155. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn slechts van toepassing op de opzeggingen die werden ter kennis gebracht tussen 1 januari 2010 en 30 juni 2010.

Art. 156. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2010.

TITRE 11 - Intégration sociale**CHAPITRE 1^{er} - Modification de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'action sociale**

Art. 157. L'article 11, § 1^{er}, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'action sociale, modifié par les lois des 9 juillet 1971 et 27 décembre 2005, est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Le remboursement des frais visés à l'article 4 précité ne peut intervenir que lorsqu'une enquête sociale préalable a permis de constater l'existence et l'étendue du besoin d'aide sociale. »

CHAPITRE 2 - Rapport annuel unique - Procédure électronique

Art. 158. § 1^{er}. Dans les rapports entre le centre public d'action sociale et l'Etat, la procédure relative à l'octroi et à l'utilisation des subventions réglementées dans les matières énumérées au paragraphe 2, doit, à partir du 1^{er} janvier 2009, être électronique.

Le rapport annuel unique dont les modalités sont arrêtées par le ministre compétent fera l'objet d'une procédure électronique.

Il doit, sous peine de déchéance du droit à la subvention, être envoyé à l'Etat au plus tard le 31 mars de chaque année qui suit l'octroi de la subvention.

§ 2. Les matières visées au paragraphe 1^{er} sont les suivantes :

- 1° les frais de constitution de garanties locatives;
- 2° la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies;
- 3° la subvention majorée de l'Etat aux centres publics d'action sociale de certaines villes et communes pour des initiatives spécifiques d'insertion sociale;
- 4° l'octroi d'un subside à différents centres publics d'action sociale qui participent au projet pilote « Plan Clusters pour petits C.P.A.S. »;
- 5° l'intervention dans les frais de personnel dans le cadre du droit à l'intégration sociale.

§ 3. Le Roi peut étendre les matières dans lesquelles l'obligation de recourir à la procédure électronique s'impose.

§ 4. Le recours tant par le centre public d'action sociale que par l'Etat à la procédure électronique telle que définie au paragraphe 1^{er}, s'accompagne d'une authentification par une signature électronique avancée, réalisée sur la base d'un certificat qualifié et conçue au moyen d'un dispositif sécurisé de création de signature, tel que défini à l'article 4 de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification.

CHAPITRE 3 - Modification de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale

Art. 159. Dans l'article 29, § 1^{er}, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, les mots « 2262bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code civil » sont remplacés par les mots « 2277 du Code civil ».

CHAPITRE 4 - Modifications de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers

Art. 160. L'article 4 de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, l'Agence peut décider que le demandeur d'asile qui introduit une troisième demande d'asile ne peut bénéficier de l'article 6, § 1^{er}, de la présente loi pendant l'examen de la demande, tant que le dossier n'a pas été transmis par l'Office des étrangers au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides en application de l'article 51/10 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, et ce, moyennant une décision motivée individuellement. Ce principe pourra également s'appliquer pour toute nouvelle demande d'asile.

Le droit à l'accompagnement médical tel que visé aux articles 24 et 25 de la présente loi reste cependant garanti au demandeur d'asile visé à l'alinéa précédent. »

TITEL 11 - Maatschappelijke Integratie**HOOFDSTUK 1 - Wijziging van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn**

Art. 157. Artikel 11, § 1, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij de wetten van 9 juli 1971 en 27 december 2005, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De in voormeld artikel 4 bedoelde kosten kunnen slechts worden terugbetaald indien het bestaan en de omvang van de nood aan maatschappelijke dienstverlening door middel van een voorafgaand sociaal onderzoek werd vastgesteld. »

HOOFDSTUK 2 - Uniek jaarverslag - Elektronische procedure

Art. 158. § 1. Voor de betrekkingen tussen het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en de Staat, dient de procedure betreffende de toekenning en het gebruik van de subsidies, die gereguleerd wordt in de in paragraaf 2 opgesomde materies, vanaf 1 januari 2009, elektronisch te geschieden.

Het uniek jaarverslag waarvan de modaliteiten door de bevoegde minister bepaald worden zal het voorwerp zijn van een elektronische procedure.

Het dient op straffe van verval van het recht op de subsidie, ten laatste op 31 maart van ieder jaar dat volgt op de toekenning van de toelage naar de Staat te zijn opgestuurd.

§ 2. De materies die in paragraaf 1 worden beoogd, zijn de volgende :

- 1° de kosten voor het samenstellen van huurwaarborgen;
- 2° de begeleidingsopdracht en de financiële maatschappelijke steunverlening aan de meest hulpbehoevende inzake energielevering;
- 3° de verhoogde Staatstoelage aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van sommige steden en gemeenten voor specifieke initiatieven gericht op sociale inschakeling;
- 4° de toekenning van een subsidie aan verscheidene openbare centra voor maatschappelijk welzijn die participeren in het pilootproject « Clusterplan voor kleine O.C.M.W.'s »;
- 5° de toelage in de personeelskosten in het kader van het recht op maatschappelijke integratie.

§ 3. De Koning kan de materies uitbreiden waarin het gebruik van de elektronische procedure verplicht wordt.

§ 4. Het gebruik van de in de paragraaf 1 bepaalde elektronische procedure, zowel door het openbaar centrum van maatschappelijk welzijn als door de Staat, wordt geauthenticeerd door een geavanceerde elektronische handtekening, gerealiseerd op basis van een gekwalificeerd certificaat en aangemaakt door een veilig middel voor het aanmaken van een handtekening, zoals bedoeld in artikel 4 van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten.

HOOFDSTUK 3 - Wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie

Art. 159. In artikel 29, § 1, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, worden de woorden « 2262bis, § 1, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek » vervangen door de woorden « 2277 van het Burgerlijk Wetboek ».

HOOFDSTUK 4 - Wijzigingen van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen

Art. 160. Artikel 4 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën, van vreemdelingen wordt aangevuld met twee leden, luidende :

« In afwijking van de voorgaande alinea kan het Agentschap beslissen dat de asielzoeker die een derde asielaanvraag indient geen beroep kan doen op artikel 6, § 1, van deze wet, tijdens het onderzoek van de aanvraag, zolang het dossier door de Dienst Vreemdelingenzaken niet is doorgestuurd naar het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen met toepassing van artikel 51/10 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, en dit middels een individueel gemotiveerde beslissing. Dit principe kan gelden voor elke nieuwe asielaanvraag.

Het recht op medische begeleiding zoals bedoeld in de artikelen 24 en 25 van deze wet blijft echter gewaarborgd voor de asielzoekers bedoeld in de voorgaande alinea. »

Art. 161. à l'article 6, § 1^{er}, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° le premier mot « Le » est remplacé par les mots suivants : « Sans préjudice de l'application de l'article 4, alinéa 2, de la présente loi, le »;

2° entre les actuels alinéas 2 et 3 est inséré l'alinéa suivant :

« En cas de décision négative rendue à l'issue de la procédure d'asile, l'aide matérielle prend fin :

1° à l'issue d'un délai de cinq jours qui suit la date à laquelle une décision d'un des organes visés à l'alinéa 1^{er} devient définitive et non susceptible de recours si, à ce moment, le délai d'exécution de l'ordre de quitter le territoire notifié au demandeur d'asile a expiré;

2° le lendemain du jour où expire le délai d'exécution de l'ordre de quitter le territoire notifié au demandeur d'asile si à la date à laquelle une décision d'un des organes visés à l'alinéa 1^{er} devient définitive et non susceptible de recours, le délai d'exécution de l'ordre de quitter le territoire n'a pas encore expiré, mais au plus tôt à l'issue d'un délai de cinq jours à compter de la décision susmentionnée. »;

3° le paragraphe est complété par l'alinéa suivant :

« Le bénéfice de l'aide matérielle prend toutefois fin en cas de recours introduit devant le Conseil d'Etat contre la décision d'octroi de la protection subsidiaire et de refus du statut de réfugié. Le bénéfice de l'aide matérielle prend également fin lorsqu'une autorisation de séjour est accordée pour plus de trois mois sur la base de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à une personne dont la procédure d'asile ou la procédure devant le Conseil d'Etat est toujours en cours. »

Art. 162. L'article 7 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. § 1^{er}. Le bénéfice de l'aide matérielle est prolongé quand l'étranger résidant dans une structure d'accueil dont la procédure d'asile et la procédure devant le Conseil d'Etat se sont clôturées négativement, a un membre de sa famille ou une personne exerçant sur lui l'autorité parentale ou la tutelle en vertu de la loi applicable conformément à l'article 35 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé, qui entre dans le champ d'application de la présente loi.

§ 2. Le bénéfice de l'aide matérielle peut être prolongé, sur décision motivée de l'Agence, quand l'étranger résidant dans une structure d'accueil se trouve dans une des situations suivantes et en fait la demande :

1° l'étranger dont la procédure d'asile et la procédure devant le Conseil d'Etat se sont clôturées négativement, qui ne peut donner suite à l'ordre de quitter le territoire qui lui a été notifié et qui, en vue de terminer l'année scolaire, a introduit une demande de prolongation de l'ordre de quitter le territoire auprès des autorités compétentes en matière d'asile et de migration, et ce au plus tôt trois mois avant la fin de l'année scolaire. La prolongation du droit à l'aide matérielle se termine quand la prolongation de l'ordre de quitter le territoire est terminée ou quand cette prolongation est refusée;

2° l'étranger dont la procédure d'asile et la procédure devant le Conseil d'Etat se sont clôturées négativement, qui ne peut donner suite à l'ordre de quitter le territoire qui lui a été notifié en raison de sa grossesse. La prolongation du droit à l'aide matérielle s'applique au plus tôt à partir du septième mois de grossesse et se termine au plus tard à la fin du deuxième mois suivant l'accouchement;

3° l'étranger dont la procédure d'asile et la procédure devant le Conseil d'Etat se sont clôturées négativement, qui introduit auprès des autorités compétentes en matière d'asile et de migration une demande de prolongation de son ordre de quitter le territoire parce qu'il ne peut rentrer dans son pays d'origine en raison de circonstances indépendantes de sa volonté.

La prolongation du droit à l'aide matérielle se termine quand cette prolongation de l'ordre de quitter le territoire est terminée ou bien quand elle est refusée;

Art. 161. In artikel 6, § 1, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Het recht op materiële hulp geldt », worden vervangen door de woorden : « Onverminderd de toepassing van artikel 4, tweede lid, van de huidige wet, geldt het »;

2° tussen het huidige tweede en derde lid, wordt volgende lid ingevoegd :

« In het geval van een negatieve beslissing genomen na afloop van de asielprocedure, eindigt de materiële hulp :

1° na een termijn van vijf dagen die volgt op de datum waarop een beslissing van een van de organen, bedoeld in het eerste lid, definitief wordt en niet vatbaar voor beroep, als op dat moment de uitvoeringstermijn van het bevel om het grondgebied te verlaten, betekend aan de asielzoeker, verstreken is;

2° de dag volgend op de dag waarop de uitvoeringstermijn van het bevel om het grondgebied te verlaten, betekend aan de asielzoeker, verstrijkt als op de datum waarop een beslissing van de organen bedoeld in het eerste lid definitief wordt en niet vatbaar voor beroep, de uitvoeringstermijn om het grondgebied te verlaten nog niet verstreken is maar ten vroegste na een termijn van vijf dagen te rekenen vanaf de bovengenoemde beslissing. »;

3° de paragraaf wordt aangevuld met volgend lid :

« Het recht op de materiële hulp eindigt evenwel wanneer een beroep voor de Raad van State wordt ingediend tegen de beslissing van toekenning van de subsidiaire bescherming en van weigering van het vluchtelingenstatuut. Het recht op materiële hulp eindigt eveneens wanneer een machtiging tot verblijf wordt toegekend van meer dan drie maanden op grond van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, aan een persoon van wie de asielprocedure of de procedure voor de Raad van State nog lopende is. »

Art. 162. Artikel 7 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. § 1. Het recht op de materiële hulp wordt verlengd wanneer van de vreemdeling die verblijft in een opvangstructuur de asielprocedure en de procedure voor de Raad van State negatief zijn afgesloten, en hij een familielid heeft of een persoon die het ouderlijk gezag of de voogdij over hem uitoefent op grond van de wet die van toepassing is overeenkomstig artikel 35 van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht, die binnen het toepassingsveld van deze wet valt.

§ 2. Het recht op de materiële hulp kan verlengd worden, op met redenen omklede beslissing van het Agentschap, wanneer de vreemdeling die verblijft in een opvangstructuur zich in één van volgende situaties bevindt en hiertoe een aanvraag indient :

1° de vreemdeling van wie de asielprocedure en de procedure voor de Raad van State negatief zijn afgesloten, die geen gevolg kan geven aan het bevel om het grondgebied te verlaten dat hem werd betekend en die, met het oog op het beëindigen van het schooljaar, een aanvraag tot uitstel van zijn bevel om het grondgebied te verlaten heeft ingediend bij de autoriteiten bevoegd voor asiel en migratie, en dit ten vroegste drie maanden voor het einde van het schooljaar. De verlenging van het recht op de materiële hulp eindigt wanneer het uitstel van het bevel om het grondgebied te verlaten afgelopen is of wanneer dit uitstel wordt geweigerd;

2° de vreemdeling van wie de asielprocedure en de procedure voor de Raad van State negatief zijn afgesloten en die geen gevolg kan geven aan het bevel om het grondgebied te verlaten dat haar werd betekend omwille van een zwangerschap. De verlenging van het recht op de materiële hulp geldt ten vroegste vanaf de zevende maand van de zwangerschap en eindigt ten laatste na afloop van de tweede maand na de bevalling;

3° de vreemdeling van wie de asielprocedure en de procedure voor de Raad van State negatief zijn afgesloten, die een aanvraag heeft ingediend bij de autoriteiten bevoegd voor asiel en migratie tot uitstel van het bevel om het grondgebied te verlaten omwille van een onmogelijkheid om redenen onafhankelijk van zijn wil, om terug te keren naar zijn land van herkomst.

De verlenging van het recht op de materiële hulp eindigt wanneer het uitstel van het bevel om het grondgebied te verlaten afgelopen is ofwel wanneer dit uitstel wordt geweigerd;

4° l'étranger dont la procédure d'asile et la procédure devant le Conseil d'Etat se sont clôturées négativement, qui ne peut donner suite à l'ordre de quitter le territoire qui lui a été notifié et qui est parent d'un enfant belge et qui a introduit une demande d'autorisation de séjour auprès des autorités compétentes en matière d'asile et de migration sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. La prolongation du droit à l'aide matérielle se termine quand les autorités compétentes en matière d'asile et de migration se sont prononcées sur la demande d'autorisation de séjour;

5° l'étranger dont la procédure d'asile et la procédure devant le Conseil d'Etat se sont clôturées négativement et qui a signé un engagement de retour volontaire et ce, jusqu'à son départ, sauf si ce départ est reporté à cause de son seul comportement;

6° l'étranger dont la procédure d'asile et la procédure devant le Conseil d'Etat se sont clôturées négativement, et qui s'est vu notifier un ordre de quitter le territoire, et qui pour des raisons médicales certifiées et étayées par une demande d'autorisation de séjour introduite sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 précitée, et qui n'est pas en mesure de quitter la structure d'accueil dans laquelle il réside.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, 6°, l'étranger doit justifier, par le biais d'une attestation d'un médecin déposée à l'appui de sa demande, qu'il se trouve dans cette situation d'impossibilité médicale de quitter la structure d'accueil. Si elle l'estime requis, l'Agence sollicite un avis médical complémentaire. Un contrôle de la persistance du motif d'impossibilité médicale de quitter la structure d'accueil est effectué périodiquement par l'Agence. La prolongation du droit à l'aide matérielle prend fin quand ce contrôle démontre que l'impossibilité médicale ne persiste plus, et, en toute hypothèse, au moment de la notification de la décision quant à la recevabilité de la demande d'autorisation de séjour.

Les demandes visées dans le présent paragraphe doivent, sous peine d'irrecevabilité, être introduites avant l'issue du délai visé à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 3.

Tant que l'Agence n'a pas notifié à l'étranger, qui a introduit une demande sur la base du présent paragraphe, la décision motivée visée à l'alinéa 1^{er}, le bénéfice de l'aide matérielle est prolongé provisoirement.

Pour que l'étranger puisse se prévaloir du bénéfice du présent paragraphe, la procédure d'asile ne doit pas avoir fait l'objet ni d'une décision désignant un autre Etat que l'Etat belge comme responsable du traitement de la demande d'asile en application de l'article 51/5 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ni d'une décision de ne pas prendre en considération la nouvelle demande d'asile en application de l'article 51/8 de la même loi.

§ 3. Dans des circonstances particulières liées au respect de la dignité humaine, l'Agence peut déroger aux conditions fixées par la présente disposition. »

Art. 163. L'article 8, § 1^{er}, de la même loi, est complété par les mots :

« ou lorsque le bénéficiaire de l'accueil a obtenu une autorisation de séjour de plus de trois mois conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. »

Art. 164. L'article 9 de la même loi est complété par les mots suivants :

« , sans préjudice de l'application de l'article 11, § 3, dernier alinéa, ou de l'article 13. »

Art. 165. A l'article 11 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, après les mots « Un nouveau lieu obligatoire d'inscription », les mots « , correspondant à un centre public d'action sociale, » sont insérés;

2° le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, est complété par les mots « , sauf dans les hypothèses prévues à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 5 »;

4° de la procédure de l'étranger dont la procédure d'asile et la procédure devant le Conseil d'Etat se sont clôturées négativement, qui ne peut donner suite à l'ordre de quitter le territoire qui lui a été notifié et qui est parent d'un enfant belge et qui a introduit une demande d'autorisation de séjour auprès des autorités compétentes en matière d'asile et de migration sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. La prolongation du droit à l'aide matérielle se termine quand les autorités compétentes en matière d'asile et de migration se sont prononcées sur la demande d'autorisation de séjour;

5° de l'étranger dont la procédure d'asile et la procédure devant le Conseil d'Etat se sont clôturées négativement et qui a signé un engagement de retour volontaire et ce, jusqu'à son départ, sauf si ce départ est reporté à cause de son seul comportement;

6° de l'étranger dont la procédure d'asile et la procédure devant le Conseil d'Etat se sont clôturées négativement, et qui s'est vu notifier un ordre de quitter le territoire, et qui pour des raisons médicales certifiées et étayées par une demande d'autorisation de séjour introduite sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 précitée, et qui n'est pas en mesure de quitter la structure d'accueil dans laquelle il réside.

In de in het eerste lid, 6°, beoogde hypothese moet de vreemdeling met een getuigschrift van een geneesheer dat ter ondersteuning van zijn aanvraag werd ingediend, staven dat hij zich bevindt in deze situatie van medische onmogelijkheid om de opvangstructuur te verlaten. Als het dit vereist acht, vraagt het Agentschap bijkomend medisch advies. Het Agentschap voert periodiek een controle uit van het voortbestaan van het motief van medische onmogelijkheid om de opvangstructuur te verlaten. De verlenging van het recht op de materiële hulp eindigt wanneer deze controle aantoont dat de medische onmogelijkheid niet langer bestaat, en, in ieder geval, op het ogenblik van de betekening van de beslissing betreffende de ontvankelijkheid van de aanvraag tot verblijf.

De in huidige paragraaf beoogde aanvragen moeten, op straffe van onontvankelijkheid, worden ingediend alvorens de in artikel 6, § 1, derde lid, beoogde termijn verstrijkt.

Zolang het Agentschap de in het eerste lid beoogde met redenen omklede beslissing niet betekend heeft aan de vreemdeling, die op basis van huidige paragraaf een aanvraag indiende, wordt het recht op de materiële hulp voorlopig verlengd.

Om aanspraak te kunnen maken op huidige paragraaf, mag de asielprocédure van de vreemdeling niet het voorwerp hebben uitmaakt noch van een beslissing die een andere Staat dan de Belgische aanwijst als verantwoordelijke voor de behandeling van de asielaanvraag in toepassing van artikel 51/5 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, noch van een beslissing om de nieuwe asielaanvraag niet in overweging te nemen in toepassing van artikel 51/8 van dezelfde wet.

§ 3. In bijzondere omstandigheden betreffende het respect voor de menselijke waardigheid kan het Agentschap afwijken van de voorwaarden die door huidige bepaling gesteld worden. »

Art. 163. Artikel 8, § 1, van dezelfde wet, wordt aangevuld met de woorden :

« of wanneer de begunstigde van de opvang een machtiging tot verblijf heeft verkregen van meer dan drie maanden, overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. »

Art. 164. Artikel 9 van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende woorden :

« , onverminderd de toepassing van artikel 11, § 3, laatste lid, of van artikel 13. »

Art. 165. In artikel 11 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden na de woorden « Een nieuwe plaats van inschrijving », de woorden « , overeenstemmend met een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, » ingevoegd;

2° paragraaf 1, derde lid, wordt aangevuld met de woorden « , behalve in de hypothese voorzien in artikel 6, § 1, vijfde lid. »;

3° l'article est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Dans des circonstances exceptionnelles liées à la disponibilité des places d'accueil dans les structures d'accueil, l'Agence peut, après une décision du Conseil des ministres sur la base d'un rapport établi par l'Agence, pendant une période qu'elle détermine, soit modifier le lieu obligatoire d'inscription d'un demandeur d'asile en tant qu'il vise une structure d'accueil pour désigner un centre public d'action sociale, soit en dernier recours, désigner à un demandeur d'asile un centre public d'action sociale comme lieu obligatoire d'inscription.

Tant la modification que la désignation d'un lieu obligatoire d'inscriptions en application du présent paragraphe ont lieu sur la base d'une répartition harmonieuse entre les communes, en vertu des critères fixés selon les modalités visées au paragraphe 3, deuxième alinéa, 2°, de cet article. »

Art. 166. L'article 19 de la même loi dont le texte actuel devient le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2, rédigé comme suit :

« § 2. Dans le cadre de l'exercice de la mission visée au paragraphe 1^{er}, le Roi détermine les modalités concrètes permettant au directeur ou au responsable de la structure d'accueil ou aux personnes désignées par eux à cet effet d'effectuer le contrôle des chambres des bénéficiaires qui y résident.

Un tel contrôle ne peut être effectué que dans un objectif de prévention en matière de sécurité et de lutte contre l'incendie, de préservation de l'hygiène, de vérification du respect des dispositions du règlement d'ordre intérieur visé au paragraphe 1^{er} qui assurent la protection des droits et libertés des autres bénéficiaires de la structure d'accueil et des membres du personnel de celle-ci.

En aucun cas, un tel contrôle ne peut avoir un caractère vexatoire pour le bénéficiaire de l'accueil concerné et il doit se faire dans le respect des biens dont il dispose.

Dans la mise en œuvre de la compétence qui Lui est attribuée en vertu de l'alinéa 1^{er}, le Roi prévoit la stricte limitation du nombre de personnes que le directeur ou le responsable de la structure d'accueil peut désigner pour exécuter le contrôle et précise clairement et limitativement les modalités des contrôles, notamment en termes de fréquence. A titre exceptionnel, le contrôle des chambres des bénéficiaires de l'accueil peut avoir lieu, en dehors des modalités de fréquence fixées par le Roi mais uniquement lorsqu'il s'avère motivé par des exigences particulières de prévention en matière de sécurité, de lutte contre l'incendie, d'hygiène ou en cas de manquement grave au règlement d'ordre intérieur. »

Art. 167. Dans l'article 44, alinéa 2, de la même loi, les mots « les mesures d'ordre pouvant être prises à l'encontre d'un résident, » sont abrogés.

Art. 168. à l'article 45 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est complété par un 7°, rédigé comme suit :

« 7° l'exclusion temporaire du bénéfice de l'aide matérielle dans une structure d'accueil pour une durée maximale d'un mois. »;

2° l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante :

« La sanction visée à l'alinéa 2, 7°, doit être confirmée par le Directeur général de l'Agence dans un délai de trois jours ouvrables à compter de l'adoption de la sanction par le directeur ou le responsable de la structure d'accueil. À défaut de confirmation dans ce délai, la sanction d'exclusion temporaire est automatiquement levée. »;

3° au début de l'alinéa 6, les mots « Sous réserve de la sanction visée à l'alinéa 2, 7°, » sont insérés;

4° l'alinéa 6 est complété par la phrase suivante :

« La sanction visée à l'alinéa 2, 7°, entraîne pour la personne qui en fait l'objet l'impossibilité de bénéficier de toute autre forme d'accueil sauf l'accès à l'accompagnement médical, tel que visé aux articles 24 et 25 de la loi. »;

5° entre l'alinéa 6 et l'alinéa 7 actuels, ce dernier devenant l'alinéa 9, sont insérés deux alinéas, rédigés comme suit :

« La sanction visée à l'alinéa 2, 7°, ne peut être prononcée qu'en cas de manquement très grave au règlement d'ordre intérieur de la structure d'accueil mettant en danger le personnel ou les autres résidents de la structure d'accueil ou faisant peser des risques caractérisés pour la sécurité ou le respect de l'ordre public dans la structure d'accueil.

La personne visée par la sanction d'exclusion temporaire doit être entendue préalablement à la prise de celle-ci. »

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende :

« § 4. In uitzonderlijke omstandigheden, verbonden aan de beschikbare opvangplaatsen in de opvangstructuren, kan het Agentschap, na een beslissing van de Ministerraad op basis van een door het Agentschap opgesteld rapport, gedurende een periode die het bepaalt, ofwel de verplichte plaats van inschrijving van een asielzoeker wijzigen voor zover deze een opvangstructuur beoogt om een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn aan te wijzen, ofwel in laatste instantie, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn als verplichte plaats van inschrijving toe te wijzen aan een asielzoeker.

Zowel de wijziging als de toewijzing van een verplichte plaats van inschrijving in toepassing van onderhavige paragraaf gebeurt op basis van een evenwichtige verdeling tussen de gemeenten op grond van criteria bepaald overeenkomstig de modaliteiten voorzien in paragraaf 3, tweede lid, 2°, van dit artikel. »

Art. 166. Artikel 19 van dezelfde wet, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 wordt, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende :

« § 2. In het kader van de uitvoering van de opdracht bedoeld in paragraaf 1, bepaalt de Koning de concrete nadere regels die de directeur of de verantwoordelijke van de opvangstructuur of de hiertoe door hen aangeduide personen moeten toelaten om de kamers te controleren van de begunstigen die er verblijven.

Een dergelijke controle mag enkel worden uitgevoerd ten einde de preventie inzake veiligheid en brandbestrijding, het behoud van de hygiëne en het toezicht op de naleving van de bepalingen van het huishoudelijke reglement bedoeld in paragraaf 1 die de bescherming van de rechten en de vrijheden van de andere begunstigen van de opvangstructuur en zijn personeelsleden verzekeren, te garanderen.

Een dergelijke controle mag in geen geval een beledigend karakter hebben voor de betrokken begunstige van de opvang en moet verlopen met respect voor de goederen die hij bezit.

In de toepassing van de bevoegdheid die het eerste lid Hem toekent, voorziet de Koning de strikte beperking van het aantal personen dat de directeur of de verantwoordelijke van de opvangstructuur kan aanduiden om de controle uit te voeren en preciseert hij duidelijk en limitatief de nadere regels van de controles, ondermeer voor wat betreft de frequentie. Ten uitzonderlijke titel, kan de controle van de kamers van de begunstigen van de opvang buiten de door de Koning vastgelegde frequentiemodaliteiten worden georganiseerd, maar enkel wanneer ze wordt verantwoord door specifieke eisen van preventie inzake veiligheid, brandbestrijding, hygiëne of bij ernstige tekortkoming op het huishoudelijke reglement. »

Art. 167. In artikel 44, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden « legt de ordemaatregelen vast die ten aanzien van een bewoner genomen kunnen worden en » opgeheven.

Art. 168. In artikel 45 van dezelfde wet, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt aangevuld met een 7°, luidende :

« 7° de tijdelijke uitsluiting van het recht op de materiële hulp in een opvangstructuur, voor een maximale duur van een maand. »;

2° het derde lid wordt aangevuld met volgende zin :

« De in het tweede lid, 7°, bedoelde sanctie, moet worden bevestigd door de Directeur-generaal van het Agentschap, binnen een termijn van drie werkdagen te rekenen vanaf de sanctie genomen door de directeur of de verantwoordelijke van de opvangstructuur. Bij gebrek aan bevestiging binnen die termijn, wordt de sanctie van tijdelijke uitsluiting automatisch opgeheven. »;

3° vooraan in het zesde lid worden de woorden « Onder voorbehoud van de in lid 2, 7°, bedoelde sanctie » ingevoegd;

4° het zesde lid wordt aangevuld met volgende zin :

« De in het tweede lid, 7°, bedoelde sanctie heeft voor de betrokken persoon de onmogelijkheid tot gevolg om van enige andere vorm van opvang te genieten behalve de toegang tot de medische begeleiding, zoals bedoeld in de artikelen 24 en 25 van de wet. »;

5° tussen het huidige zesde lid en het zevende lid, dat het negende lid wordt, worden twee leden ingevoegd, luidende :

« De in het tweede lid, 7°, bedoelde sanctie mag enkel uitgesproken worden bij zeer ernstige inbreuk op het huishoudelijk reglement van de opvangstructuur, die het personeel of de andere bewoners van de opvangstructuur in gevaar brengt of die duidelijke risico's inhoudt voor de veiligheid of de naleving van de openbare orde in de opvangstructuur.

De door de sanctie tijdelijke uitsluiting geviseerde persoon dient voorafgaand aan het nemen van deze sanctie te worden gehoord. »

TITRE 12 - Economie et télécommunications**CHAPITRE 1^{er} - Modification de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins**

Art. 169. Dans l'article 22, § 1^{er}, 4^obis, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, modifié par les lois du 31 août 1998 et du 6 mai 2009, les mots « , de partitions, » sont remplacés par le mot « ou ».

Art. 170. L'article 169 entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 133 de la loi du 6 mai 2009 portant des dispositions diverses (I).

CHAPITRE 2 - Modifications de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité

Art. 171. L'article 1^{er} de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité, remplacé par la loi programme du 9 juillet 2004, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1^{er}. Pour l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, il faut entendre par :

1° « Accréditation » : attestation formelle délivrée par l'organisme national d'accréditation selon laquelle un organisme d'évaluation de la conformité satisfait aux critères définis par les normes harmonisées et, si d'application, à toute autre exigence supplémentaire, notamment celles fixées dans les programmes sectoriels pertinents, requis pour effectuer une opération spécifique d'évaluation de la conformité;

2° « Système d'accréditation » : système ayant ses propres règles de gestion et destiné à permettre la mise en œuvre de la procédure d'accréditation;

3° « Evaluation de la conformité » : processus évaluant s'il est démontré que des exigences définies relatives à un produit, processus, service, système, personne ou organisme ont été respectées;

4° « Organisme d'évaluation de la conformité » : organisme qui effectue des opérations d'évaluation de la conformité, comme l'étalonnage, les essais, la certification et l'inspection;

5° « Norme harmonisée » : une norme européenne adoptée par l'un des organismes européens de normalisation visés à l'annexe I de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives à la société de l'information, sur la base d'une demande formulée par la Commission conformément à l'article 6 de cette directive;

6° « Essai » : opération technique qui consiste à déterminer une ou plusieurs caractéristiques d'un produit, processus ou service donné, selon un mode opératoire spécifique;

7° « Etalonnage » : activité qui a pour objectif d'établir, dans des conditions spécifiées, la relation entre les valeurs de la grandeur indiquée par un appareil ou un système de mesure, ou les valeurs représentées par une mesure matérialisée ou par un matériau de référence, et les valeurs correspondantes de la grandeur réalisées par des étalons;

8° « Matériau de référence » : matériau ou substance dont une ou plusieurs valeurs de la ou des propriétés est ou sont suffisamment homogènes et bien définies pour permettre de l'utiliser pour l'étalonnage d'un appareil, l'évaluation d'une méthode de mesurage ou l'attribution de valeurs aux matériaux;

9° « Inspection » : examen de la conception d'un produit, service, processus ou d'une installation, et détermination de leur conformité à des exigences spécifiques, ou, sur la base d'un jugement professionnel, aux exigences générales. Le terme « contrôle » est à considérer comme synonyme du terme « inspection »;

10° « Certification » : procédure par laquelle une tierce partie donne une assurance écrite qu'un produit, un processus ou un service est conforme aux exigences définies. Par tierce partie, il faut entendre une personne ou organisme reconnu indépendant des parties en cause, en ce qui concerne le sujet en question;

11° « le Ministre » : le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions. »

Art. 172. L'article 2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. § 1^{er}. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue de créer un système d'accréditation. Il créera notamment, à cet effet, un organisme national d'accréditation unique et un conseil national d'accréditation.

§ 2. L'organisme national d'accréditation est responsable de la gestion de la procédure pour obtenir l'accréditation, y compris la délivrance et le retrait des accréditations.

TITEL 12 - Economie en telecommunicatie**HOOFDSTUK 1 - Wijziging van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten**

Art. 169. In artikel 22, § 1, 4bis, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, gewijzigd bij de wetten van 31 augustus 1998 en 6 mei 2009, worden de woorden « , van bladmuziek, » vervangen door het woord « of ».

Art. 170. Artikel 169 treedt in werking op de dag dat artikel 133 van de wet van 6 mei 2009 houdende diverse bepalingen (I) in werking treedt.

HOOFDSTUK 2 - Wijzigingen van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling

Art. 171. Artikel 1 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling, vervangen bij de programmawet van 9 juli 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 1. Voor de toepassing van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan worden verstaan onder :

1° « Accrediatie » : formele verklaring van de nationale accreditatie-instelling dat een conformiteitsbeoordelingsinstantie voldoet aan de eisen die zijn bepaald door geharmoniseerde normen en, indien van toepassing, aan aanvullende eisen, zoals die welke zijn opgenomen in de relevante sectorale regelingen, vereist om een specifieke conformiteitsbeoordelingsactiviteit te verrichten;

2° « Accredatiesysteem » : systeem met eigen beheersregels bedoeld om de uitvoering van de accreditatieprocedure toe te laten;

3° « Conformiteitsbeoordeling » : het proces waarin wordt aangetoond of voldaan is aan vastgestelde eisen voor een product, proces, dienst, systeem, persoon of instantie;

4° « Instelling voor de conformiteitsbeoordeling » : instelling die conformiteitsbeoordelingsactiviteiten verricht, zoals onder meer ijken, testen, certificeren en inspecteren;

5° « Geharmoniseerde norm » : een norm die, op grond van een door de Commissie ingediend verzoek, overeenkomstig artikel 6 van richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij is vastgelegd door één van de in bijlage I bij die richtlijn genoemde Europese normalisatie-instellingen;

6° « Proef » : technische operatie die erin bestaat één of meerdere karakteristieken van een gegeven product, proces of dienst te bepalen volgens een gespecificeerde werkwijze;

7° « Kalibratie » : activiteit die tot doel heeft, onder welbepaalde omstandigheden, de relatie vast te leggen tussen de waarden van de grootte aangeduid door een meettoestel, een meetstelsel of de waarden weergegeven door een stoffelijke maat of door een referentiemateriaal en de corresponderende waarden van de grootte gerealiseerd door standaarden;

8° « Referentiemateriaal » : materiaal of substantie waarvan één of meerdere eigenschappen voldoende homogeen en welbepaald zijn om gebruikt te worden voor de kalibratie van een toestel, de evaluatie van een meetmethode of voor de toekenning van waarden aan materialen;

9° « Keuring » : onderzoek van de conceptie van een product, een dienst, een proces of een installatie, en bepaling van hun overeenstemming met specifieke eisen, of, op basis van een professioneel oordeel, met algemene eisen; het begrip « controle » moet als een synoniem van het begrip « keuring » worden beschouwd;

10° « Certificatie » : procedure waarbij een derde partij een schriftelijke waarborg geeft dat een product, een proces of een dienst in overeenstemming is met vastgestelde eisen. Onder derde partij wordt verstaan een persoon of een instelling die voor wat betreft de betrokken materie als onafhankelijk van de betrokken partijen erkend is;

11° « de Minister » : de Minister bevoegd voor Economie. »

Art. 172. Artikel 2 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. § 1. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, alle nuttige maatregelen treffen om een accreditatiesysteem op te richten. Hij zal daartoe inzonderheid één nationale accreditatie-instelling en een nationale raad voor accreditatie oprichten.

§ 2. De nationale accreditatie-instelling is verantwoordelijk voor het beheer van de accreditatieprocedure, met inbegrip van de toekenning en de intrekking van de accreditaties.

§ 3. Le Conseil national d'Accréditation a pour mission :

1° de veiller à l'application cohérente et transparente des principes et procédures en matière d'accréditation;

2° d'évaluer le rapport annuel d'activités de l'organisme national d'accréditation et d'émettre un avis adressé au ministre;

3° d'assurer la collecte, la circulation et la publication d'informations relatives aux activités dans ce domaine;

4° d'assurer que toutes les parties intéressées soient associées aux activités d'accréditation;

5° de remettre des avis portant sur tous les aspects concernant l'accréditation.

Le Conseil national d'Accréditation sera notamment composé de représentants des autorités nationales, régionales et communautaires, du Bureau de Normalisation, des entreprises, des organisations de travailleurs et des consommateurs.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la composition du Conseil national d'Accréditation.

§ 4. Le Roi fixe, après consultation du Conseil national d'Accréditation, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les critères d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité.

§ 5. Les certificats et rapports d'évaluation de la conformité qui ont été délivrés par les organismes accrédités en vertu de la présente loi sont reconnus par l'Etat belge. »

Art. 173. L'article 3 de la même loi est abrogé.

Art. 174. L'article 4 de la même loi est abrogé.

Art. 175. Dans l'article 5 de la même loi, le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 176. Dans l'article 7 de la même loi, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Est puni d'une amende de vingt-six à cinq mille euros celui qui :

1° en employant des manœuvres frauduleuses, obtient ou tente d'obtenir d'un organisme accrédité en vertu de la présente loi, un certificat ou un rapport d'évaluation de la conformité;

2° en infraction aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution, accorde un certificat ou un rapport d'évaluation de la conformité;

3° en infraction aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution, utilise ou tente d'utiliser un certificat ou un rapport d'évaluation de la conformité;

4° en employant des manœuvres frauduleuses, notamment par des agissements qui peuvent prêter à confusion, donne faussement l'impression qu'un produit, un service ou un processus bénéficie d'un certificat ou un rapport d'évaluation de la conformité délivré par un organisme accrédité en vertu de la présente loi. »

Art. 177. Dans l'article 9, § 3, de la même loi, les mots « de la gendarmerie et » sont abrogés.

CHAPITRE 3 - Modifications de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions

Art. 178. Dans l'article 2, alinéa unique, de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, les 3°, 4° et 5° sont remplacés par ce qui suit :

« 3° « entreprise » : toute entité tenue de se faire inscrire dans la Banque-Carrefour des Entreprises;

4° « entreprise commerciale » : toute personne physique ou morale, qui a une unité d'établissement en Belgique et y exerce des actes qualifiés commerciaux comme décrits au Code de commerce et qui est ainsi présumée avoir la qualité de « commerçant »;

§ 3. De nationale Raad voor Accreditatie heeft als opdracht :

1° het toezicht op de coherente en transparante toepassing van de principes en procedures inzake accreditatie;

2° het beoordelen van het jaarlijks activiteitenverslag van de nationale accreditatie-instelling en een advies overmaken aan de minister;

3° het verzekeren van het verzamelen, verspreiden en publiceren van inlichtingen met betrekking tot de activiteiten op dit gebied;

4° het verzekeren dat alle belanghebbende partijen worden betrokken bij de activiteiten inzake accreditatie;

5° het verstrekken van adviezen handelend over alle aspecten betreffende de accreditatie.

De nationale Raad voor Accreditatie zal meer bepaald samengesteld zijn uit vertegenwoordigers van de nationale overheden en de overheden van de gewesten en de gemeenschappen, van het Bureau voor Normalisatie, van de ondernemingen, van de werknemersorganisaties en van de verbruikers.

De Koning bepaalt, bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de samenstelling van de nationale Raad voor Accreditatie.

§ 4. De Koning stelt, na raadpleging van de nationale Raad voor Accreditatie, bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de accreditatiecriteria vast van de instellingen voor de conformiteitsbeoordeling.

§ 5. De certificaten en verslagen van de conformiteitsbeoordeling afgeleverd door instellingen die op grond van deze wet zijn geaccrediteerd, worden door de Belgische Staat erkend. »

Art. 173. Artikel 3 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 174. Artikel 4 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 175. In artikel 5 van dezelfde wet wordt paragraaf 2 opgeheven.

Art. 176. In artikel 7 van dezelfde wet wordt de eerste paragraaf vervangen als volgt :

« § 1. Met een geldboete van zesentwintig tot vijftienduizend euro wordt gestraft, hij die :

1° door listige kunstgrepen, van een krachtens deze wet geaccrediteerde instelling een certificaat of een verslag van de conformiteitsbeoordeling verkrijgt of poogt te verkrijgen;

2° in overtreding met de bepalingen van deze wet of de uitvoeringsbesluiten ervan, een certificaat of een verslag van de conformiteitsbeoordeling toekent;

3° in overtreding met de bepalingen van deze wet of de uitvoeringsbesluiten ervan, een certificaat of een verslag van de conformiteitsbeoordeling gebruikt of poogt te gebruiken;

4° door listige kunstgrepen, inzonderheid door handelingen die tot verwarring aanleiding kunnen geven, ten onrechte de indruk wekt dat een product, dienst of proces beschikt over een certificaat of verslag van de conformiteitsbeoordeling afgeleverd door een krachtens deze wet geaccrediteerde instelling. »

Art. 177. In artikel 9, § 3, van dezelfde wet worden de woorden « rijkswacht en de » opgeheven.

HOOFDSTUK 3 - Wijzigingen van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen

Art. 178. In artikel 2, enig lid, van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen, worden de bepalingen onder 3°, 4° en 5° vervangen als volgt :

« 3° « onderneming » : elke entiteit die zich dient in te schrijven in de Kruispuntbank van Ondernemingen;

4° « handelsonderneming » : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon, die over een vestigingsseenheid beschikt in België en er daden van koophandel uitoefent, zoals beschreven in het Wetboek van Koophandel en die aldus wordt vermoed de hoedanigheid van « handelaar » te hebben;

5° « entreprise artisanale » : l'entreprise créée par une personne privée, qui a une unité d'établissement en Belgique et y exerce habituellement, en vertu d'un contrat de prestation de services, principalement des actes matériels, ne s'accompagnant d'aucune livraison de biens, ou seulement à titre occasionnel et qui est ainsi présumée avoir la qualité d'« artisan » ; ».

Art. 179. Dans l'article 6, § 1^{er}, de la même loi, le 10°, remplacé par la loi du 20 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« 10° le cas échéant, la référence au site web de l'entreprise, son numéro de téléphone, de fax ainsi que son adresse e-mail. »

Art. 180. Dans la même loi, il est inséré un article 21/1, rédigé comme suit :

« Art. 21/1. Les données reprises sur les extraits de la Banque-Carrefour des Entreprises ont force probante jusqu'à preuve du contraire. »

CHAPITRE 4 - Modification de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques

Art. 181. A l'article 33, § 2, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, sont insérés à la première phrase, les termes « par les forces armées sur ses terrains de manœuvre ou par la direction des établissements pénitentiaires » entre les termes « utilisé » et « pour empêcher » ;

2° au 1°, sont remplacés à la deuxième phrase les mots « Un tel appareil émetteur peut » par les mots « Lors de l'installation et de l'utilisation dans des établissements pénitentiaires, un tel appareil émetteur peut » ;

3° au 3° sont insérés les termes « qui est installé pour une utilisation dans des établissements pénitentiaires » entre les termes « visé au 1° » et « a été notifiée » ;

4° au 5°, alinéa premier et alinéa trois, sont insérés les termes « du terrain de manœuvre des forces armées ou » après les termes « en dehors » ;

5° au 5°, alinéa trois, sont remplacés les termes « accès à l'établissement pénitentiaire en question » par les termes « accès au terrain de manœuvre des forces armées ou à l'établissement pénitentiaire en question ».

CHAPITRE 5 - Modification de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges

Art. 182. L'article 17, § 2, de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, est complété par l'alinéa suivant :

« Les chargés de mission particulière visés à l'article 82, § 3/1, de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 fixant le statut administratif du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications assistent aux réunions du Conseil avec voix consultative. Le Conseil peut en outre inviter des experts externes à assister aux réunions du Conseil avec ou sans voix consultative. Les chargés de mission particulière et les experts externes sont tenus aux mêmes règles que celles applicables aux membres du Conseil en vertu de l'article 17, § 3. Les experts sont tenus au secret professionnel pendant et après la fin de leur mission. Ils ne peuvent communiquer à des tiers les informations confidentielles dont ils ont connaissance dans le cadre de l'exercice de leur mission, hormis les exceptions prévues par la loi. La violation de cette obligation entraîne la fin immédiate de la mission. »

CHAPITRE 6 - Agrément des éditeurs des titres-repas électroniques

Art. 183. Les titres-repas sous forme électronique ne peuvent être mis à disposition que par un éditeur agréé à cet effet.

Art. 184. § 1^{er}. Le Roi fixe à cet effet, après avis du Conseil national du travail, du Conseil pour la consommation, du Conseil supérieur des indépendants et des P.M.E. et de la Commission pour la protection de la vie privée, les conditions pour être agréé en tant qu'éditeur de titres-repas sous forme électronique, la procédure d'agrément, le contrôle du respect des conditions d'agrément, les conditions de révocation d'agrément, la procédure d'avertissement et de révocation de l'agrément et les conséquences d'une révocation.

5° « ambachtsonderneming » : de onderneming opgericht door een private persoon die over een vestigingseenheid beschikt in België en er gewoonlijk, krachtens een contract van huur van diensten, hoofdzakelijk materiële prestaties levert, voor zover daarmee geen leveringen van waren of slechts toevallige leveringen van waren gepaard gaan en aldus vermoed wordt de hoedanigheid van « ambachtsman » te hebben ; ».

Art. 179. In artikel 6, § 1, van dezelfde wet wordt de bepaling onder 10°, vervangen bij de wet van 20 maart 2009, vervangen als volgt :

« 10° in voorkomend geval, de verwijzing naar de website van de onderneming, haar telefoonnummer, haar faxnummer en haar e-mailadres. »

Art. 180. In dezelfde wet wordt een artikel 21/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 21/1. De gegevens vermeld op de uittreksels van de Kruispuntbank van Ondernemingen hebben bewijskracht tot bewijs van het gedeelte. »

HOOFDSTUK 4 - Wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie

Art. 181. In artikel 33, § 2, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° worden in de eerste zin de woorden « door de krijgsmacht op haar oefendomeinen of door het bestuur van de penitentiaire instellingen » ingevoegd tussen de woorden « gebruikt » en « om te verhinderen » ;

2° in 1° worden in de tweede zin de woorden « Dergelijk zendtoestel mag » vervangen door de woorden « Bij opstelling en gebruik in penitentiaire instellingen mag dergelijk zendtoestel » ;

3° in 3° worden de woorden « dat opgesteld wordt voor gebruik in penitentiaire instellingen » ingevoegd tussen de woorden « zendtoestel » en « ten minste 90 dagen » ;

4° in 5° eerste lid en derde lid, worden de woorden « het oefenterrein van de krijgsmacht of » ingevoegd tussen de woorden « buiten en « het domein » ;

5° in 5°, derde lid, worden de woorden « het oefenterrein van de krijgsmacht of » ingevoegd tussen de woorden « toegang verschaft tot » en « de penitentiaire inrichting ».

HOOFDSTUK 5 - Wijziging van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector

Art. 182. Artikel 17, § 2, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De bijzondere opdrachthouders die in artikel 82, § 3/1, van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van het Belgisch instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie worden bedoeld, wonen de vergaderingen van de Raad bij met raadgevende stem. De Raad kan bovendien externe experts uitnodigen om met of zonder raadgevende stem de vergaderingen van de Raad bij te wonen. De bijzondere opdrachthouders en de externe experts zijn onderworpen aan dezelfde regels als degenen die overeenkomstig artikel 17, § 3, van toepassing zijn op de leden van de Raad. De experts moeten zich houden aan het beroepsgeheim tijdens en na het einde van hun opdracht. Zij mogen geen vertrouwelijke informatie waarvan ze kennis hebben in het kader van de uitoefening van hun opdracht meedelen aan derden, behalve in de wettelijk vastgelegde uitzonderingen. Niet-naleving van die verplichting leidt tot de onmiddellijke stopzetting van de opdracht. »

HOOFDSTUK 6 - Erkenning van uitgevers van elektronische maaltijdcheques

Art. 183. Maaltijdcheques in een elektronische vorm kunnen enkel ter beschikking gesteld worden door uitgevers die hiertoe erkend zijn.

Art. 184. § 1. De Koning bepaalt daartoe, na advies van de Nationale Arbeidsraad, de Raad voor het verbruik, de Hoge Raad voor de zelfstandigen en de K.M.O. en de Commissie ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de voorwaarden om als uitgever van maaltijdcheques in een elektronische vorm te worden erkend, de erkenningsprocedure, de controle op de naleving van de erkenningsvoorwaarden, de voorwaarden voor de intrekking van de erkenning, de procedure van waarschuwing en intrekking van de erkenning en de gevolgen van een intrekking.

§ 2. Le Roi crée à cet effet un comité d'avis et de contrôle ad hoc pour les titres-repas sous forme électronique et Il en fixe les missions, la composition et le fonctionnement.

Art. 185. Les éditeurs des titres-repas pourvoient une sécurité financière qui couvre le risque d'une faillite. Le Roi fixe les modalités de cette sécurité financière.

TITRE 13 - Intérieur

CHAPITRE 1^{er} - Sécurité civile - Interprétation de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public

Art. 186. L'article 3 de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public, est interprété en ce sens que les volontaires des services publics d'incendie et des zones de secours telles que prévues par la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile et les volontaires des unités opérationnelles de la protection civile ne tombent pas sous la définition des travailleurs.

CHAPITRE 2 - Police intégrée

Section 1^{re} - Transfert des compétences du Service Central des Dépenses Fixes (SCDF) au Secrétariat de la Police Intégrée (SSGPI)

Art. 187. A l'article 3 de la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions sociales, modifié par la loi du 6 mai 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les mots « 140^{ter} » sont remplacés par les mots « 140^{quater} »;

2° deux alinéas, rédigés comme suit, sont insérés entre les alinéas 4 et 5 :

« Lorsque les déclarations pour les zones de police locale sont faites par le SSGPI en application de l'article 149^{octies} de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, les sanctions pour rentrée tardive de la déclaration sont imputées au SSGPI.

Lorsque le SSGPI apporte, sur la base des dates de clôture et paiement reprises dans le calendrier annuel, la preuve que ce Secrétariat n'endosse aucune responsabilité dans cette introduction tardive de la déclaration, l'ONSSAPL impute les sanctions pour rentrée tardive de la déclaration auprès de la zone de police concernée. »

Art. 188. A l'article 140^{ter} de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, modifié par la loi-programme du 27 décembre 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1° les alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4 sont abrogés;

2° dans l'alinéa 5, les mots « , le SCDF » sont remplacés par les mots « des membres du personnel des services de police, le Service Central des Dépenses fixes (SCDF) est chargé de leur paiement et » et les mots « l'Administration des Pensions » sont remplacés par les mots « le Service des Pensions du Secteur public ».

Art. 189. Dans la même loi, il est inséré un article 140^{quater}, rédigé comme suit :

« Art. 140^{quater}. Le SCDF reste chargé d'effectuer toutes les rectifications qui doivent, le cas échéant, être apportées aux traitements et droits apparentés octroyés aux membres du personnel des services de police depuis le 1^{er} avril 2001 jusqu'au 31 décembre 2009 ainsi que les déclarations et les prélèvements sociaux et fiscaux qui s'y rapportent et d'établir et communiquer les pièces comptables, les pièces de paiement et les pièces justificatives nécessaires. »

Art. 190. à l'article 149^{octies} de la même loi, inséré par la loi-programme du 27 décembre 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« En ce qui concerne les traitements et les droits apparentés, le SSGPI exécute les décisions prises par la police fédérale ou par les zones de police, chacune pour leur propre personnel. À cet effet, elles lui communiquent les données requises conformément au modèle de travail décentralisé du moteur salarial choisi par chaque employeur. »;

2° dans l'alinéa 2, 1°, les mots « immédiatement au service du personnel responsable. La direction générale des ressources humaines » sont remplacés par les mots « à l'employeur concerné. La direction générale de l'appui et de la gestion »;

§ 2. Daartoe richt de Koning een ad hoc advies- en controlecomité voor de elektronische maaltijdcheque op waarvan Hij de opdracht, de samenstelling en de werking bepaalt.

Art. 185. De uitgevers van maaltijdcheques voorzien in een financiële zekerheid die het risico van een faillissement dekt. De Koning bepaalt de modaliteiten van deze financiële zekerheid.

TITEL 13 - Binnenlandse Zaken

HOOFDSTUK 1 - Civiele Veiligheid - Interpretatie van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector

Art. 186. Artikel 3 van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector, wordt aldus uitgelegd dat de vrijwilligers van de openbare brandweerdiensten en van de hulpverleningszones zoals bedoeld in de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid en de vrijwilligers van de operationele eenheden van de civiele bescherming niet onder de definitie van werknemers vallen.

HOOFDSTUK 2 - Geïntegreerde politie

Afdeling 1 - Overdracht van de bevoegdheden van de Centrale Dienst voor vaste Uitgaven (CDVU) naar het Secretariaat van de Geïntegreerde Politie (SSGPI)

Art. 187. In artikel 3 van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij de wet van 6 mei 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « 140^{ter} » vervangen door de woorden « 140^{quater} »;

2° tussen het vierde en het vijfde lid worden twee leden ingevoegd, luidende :

« Indien de aangifte voor de politiezones gebeurt door het SSGPI in toepassing van artikel 149^{octies} van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, worden de sancties wegens laattijdige aangifte ten laste gelegd van het SSGPI.

Indien het SSGPI, op basis van de in de jaarkalender voorziene afsluitings- en betalingsdata, het bewijs levert dat dat Secretariaat geen verantwoordelijkheid draagt voor de laattijdige indiening van de aangifte, legt de RSZPPO de sancties wegens laattijdige aangifte ten laste van de betrokken politiezone. »

Art. 188. In artikel 140^{ter} van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, gewijzigd bij de programmwet van 27 december 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste, tweede, derde en vierde lid worden opgeheven;

2° in het vijfde lid worden de woorden « , voert de CDVU » vervangen door de woorden « van de personeelsleden van de politiediensten, is de Centrale Dienst voor vaste uitgaven (CDVU) belast met de uitbetaling ervan en voert het » en worden de woorden « Administratie der Pensioenen » vervangen door de woorden « Pensioendienst voor de Overheidssector ».

Art. 189. In dezelfde wet wordt een artikel 140^{quater} ingevoegd, luidende :

« Art. 140^{quater}. De CDVU blijft belast met het uitvoeren van alle rechtzettingen die, in voorkomend geval, dienen te gebeuren op de wedden en de aanverwante rechten, toegekend aan de personeelsleden van de politiediensten sinds 1 april 2001 tot 31 december 2009, alsook van de aangiften en de sociale en fiscale voorafbetalingen die hierop betrekking hebben, en het vaststellen en meedelen van de boekhoudkundige stukken, van de betalingsstukken en van de nodige verantwoordingsstukken. »

Art. 190. In artikel 149^{octies} van dezelfde wet, ingevoegd bij de programmwet van 27 december 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Het SSGPI voert, voor wat de wedden en de aanverwante rechten betreft, de beslissingen uit die de federale politie of de politiezones nemen, elk voor wat hun personeel betreft. Zij delen daartoe de gegevens mee die vereist zijn overeenkomstig het door elke werkgever gekozen model van decentrale werking van de loonmotor. »;

2° in het tweede lid, 1°, worden de woorden « onverwijld melding aan de verantwoordelijke personeelsdienst. De algemene directie personeel » vervangen door de woorden « melding aan de betrokken werkgever. De algemene directie van de ondersteuning en het beheer »;

3° l'alinéa 2, 2°, est remplacé par ce qui suit :

« 2° la communication du résultat du calcul visé au 8° et la transmission des pièces de paiement nécessaires pour pouvoir payer à temps les traitements, les droits apparentés aux ayants droit ainsi que les retenues fiscales et sociales; »;

4° l'alinéa 2, 3°, est remplacé par ce qui suit :

« 3° la gestion du contentieux relatif au recouvrement des paiements indus, aux saisies sur salaire et aux cessions de rémunération, conformément au modèle de travail décentralisé du moteur salarial choisi par chaque employeur; »;

5° dans l'alinéa 2, 4°, le mot « salarié » est remplacé par le mot « rémunéré »;

6° dans l'alinéa 2, 6°, les mots « par les services du personnel ou les personnes auxquelles délégation a été donnée. La nature, le forme ou la périodicité des données à fournir sont déterminées par le SSGPI en collaboration avec le SCDF » sont remplacés par les mots « la police fédérale ou les zones de police, conformément au modèle de travail décentralisé du moteur salarial choisi par chaque employeur; »;

7° l'alinéa 2 est complété par les 7°, 8°, 9° et 10°, rédigés comme suit :

« 7° le calcul des traitements et droits apparentés des membres du personnel des services de police;

8° le calcul des cotisations et des prélèvements légaux et réglementaires;

9° l'établissement des déclarations imposées en matière sociale et fiscale et leur introduction auprès des organismes compétents;

10° l'établissement des pièces comptables, des pièces de paiement et des pièces justificatives nécessaires. »

Art. 191. Les articles 187 à 190 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Section 2 - Agrandissement d'échelle

Art. 192. L'article 9 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Le présent article est également d'application jusqu'au 1^{er} janvier 2011, à la modification des délimitations des zones de police fixées, autre que celle visée au Titre II, Chapitre VII, pour autant que cela n'ait pas pour conséquence une augmentation du nombre de zones déterminé par l'alinéa 1^{er}. »

Art. 193. Dans le Titre II de la même loi, il est inséré un chapitre VII, comportant les articles 91/1 à 91/10, rédigés comme suit :

« Chapitre VII. La fusion volontaire des zones de police

Art. 91/1. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par :

1° la zone de police ancienne : la zone de police dont le ressort a été antérieurement déterminé par le Roi;

2° la zone de police nouvelle : la zone de police résultant de la fusion de deux ou plusieurs zones de police anciennes organisée par le présent chapitre.

Art. 91/2. Les conseils communaux ou les conseils de police des zones de police concernées peuvent introduire jusqu'au 1^{er} janvier 2011, une demande conjointe de fusion volontaire de leurs zones de police anciennes auprès des Ministres de l'Intérieur et de la Justice.

Le Roi peut définir sur proposition des deux ministres le ressort territorial de la zone de police nouvelle.

Art. 91/3. L'élection des membres du conseil de police de la zone de police nouvelle a lieu au cours de la première séance du conseil communal qui suit la publication de l'arrêté royal définissant le ressort territorial de la zone de police nouvelle.

Art. 91/4. Le mandat des membres élus du conseil de police prend cours le premier jour ouvrable du mois suivant celui de leur élection. Si une réclamation a été introduite contre l'élection, le mandat ne prend effet que quinze jours après que l'élection est devenue définitive.

3° het tweede lid, 2°, wordt vervangen als volgt :

« 2° het meedelen van het resultaat van de berekeningen bedoeld in 8° en de overbrenging van de betalingsstukken nodig om tijdig de wedden, de aanverwante rechten en de fiscale en sociale inhoudingen aan de rechthebbenden te kunnen betalen; »;

4° het tweede lid, 3°, wordt vervangen als volgt :

« 3° het beheer van de geschillen betreffende de terugvordering van de onverschuldigde betalingen, de loonbeslagen en loonoverdrachten, overeenkomstig het door elke werkgever gekozen model van decentrale werking van de loonmotor; »;

5° in het tweede lid, 4°, wordt het woord « verloond » vervangen door het woord « bezoldigd »;

6° in het tweede lid, 6°, worden de woorden « personeelsdiensten of de personen aan wie zij hiertoe delegatie verlenen verstrekte gegevens. De aard, de vorm en de periodiciteit van de mee te delen gegevens worden door het SSGPI, in samenwerking met de CDVU, bepaald » vervangen door de woorden « federale politie of de politiezones verstrekte gegevens, overeenkomstig het door elke werkgever gekozen model van decentrale werking van de loonmotor; »;

7° het tweede lid wordt aangevuld met de bepalingen onder 7°, 8°, 9° en 10°, luidende :

« 7° de berekening van de wedden en de aanverwante rechten van de personeelsleden van de politiediensten;

8° de berekening van de wettelijke en reglementaire inhoudingen en bijdragen;

9° het vervullen van de sociale en fiscale aangifteverplichtingen en de indiening bij de bevoegde instanties;

10° het opstellen van de boekhoudkundige stukken, van de betalingsstukken en van de nodige verantwoordingsstukken. »

Art. 191. De artikelen 187 tot 190 treden in werking op 1 januari 2010.

Afdeling 2 - Schaalvergroting

Art. 192. Artikel 9 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Dit artikel is tot 1 januari 2011 eveneens van toepassing op de wijziging van de grenzen van de vastgestelde politiezones, andere dan die bedoeld in Titel II, Hoofdstuk VII, voor zover dit niet tot gevolg heeft dat het aantal zones vastgelegd in uitvoering van het eerste lid wordt overschreden. »

Art. 193. In Titel II van dezelfde wet, wordt een hoofdstuk VII ingevoegd dat de artikelen 91/1 tot 91/10 bevat, luidende :

« Hoofdstuk VII. De vrijwillige samensmelting van de politiezones

Art. 91/1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk moet worden verstaan onder :

1° de vorige politiekezone : de politiekezone waarvan het ambtsgebied voordien door de Koning werd vastgelegd;

2° de nieuwe politiekezone : de politiekezone die voortvloeit uit de samensmelting van twee of meerdere vorige politiezones die bij dit hoofdstuk wordt geregeld.

Art. 91/2. De gemeente- of politieraden van de betrokken politiezones kunnen tot 1 januari 2011 gezamenlijk een aanvraag tot vrijwillige samensmelting van hun vorige politiezones indienen bij de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie.

De Koning kan op voordracht van beide ministers het territoriaal ambtsgebied van de nieuwe politiekezone bepalen.

Art. 91/3. De verkiezing van de leden van de politieraad van de nieuwe politiekezone heeft plaats tijdens de eerste zitting van de gemeenteraad die volgt op de bekendmaking van het koninklijk besluit tot bepaling van het territoriaal ambtsgebied van de nieuwe politiekezone.

Art. 91/4. Het mandaat van de verkozen leden van de politieraad vangt aan op de eerste werkdag van de maand volgend op die van hun verkiezing. Indien bezwaar is aangetekend tegen de verkiezing, dan vangt het mandaat pas aan vijftien dagen nadat de verkiezing definitief is geworden.

Art. 91/5. En cas de fusion de deux ou plusieurs zones de police anciennes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, le conseil de police de la zone de police nouvelle comprend un nombre de membres du groupe linguistique néerlandais qui est égal au nombre le plus élevé de conseillers attribués par l'article 22bis, § 1^{er}, aux zones de police anciennes auxquelles la zone de police nouvelle succède.

Art. 91/6. Le mandat de membre du collège de police d'une zone de police nouvelle prend cours à la date de la publication de l'arrêté royal définissant le ressort territorial de la zone de police nouvelle.

Art. 91/7. Le nombre de voix accordé à chaque bourgmestre au sein du collège de police de la zone de police nouvelle est défini sur la base du budget du corps de police local visé à l'article 39 ou sur la base de la dotation policière visée à l'article 40 que sa commune investissait dans la zone de police ancienne à laquelle elle appartenait.

Art. 91/8. Le plan zonal de sécurité de la zone de police nouvelle est soumis pour approbation aux Ministres de l'Intérieur et de la Justice dans les quatre mois de l'institution de la police locale visée à l'article 257quinquies/5.

La durée de validité du plan zonal de sécurité de la zone de police nouvelle est toutefois limitée au terme prévu pour les plans zonaux de sécurité en cours au sein des zones de police anciennes.

Art. 91/9. La dotation que chaque commune affecte au corps de police locale de la zone de police nouvelle ne peut, durant les deux années qui suivent l'institution de la police locale de la zone de police nouvelle, être inférieure au budget qu'elle consacrait conformément à l'article 39 au corps de police local ou à la dotation qu'elle affectait conformément à l'article 40 au budget de la zone de police ancienne à laquelle elle appartenait.

Art. 91/10. Les subventions fédérales qui sont attribuées à la zone de police nouvelle sont égales à la somme des subventions fédérales qui auraient été attribuées, conformément aux règles d'attribution des subventions fédérales qui sont d'application pour les zones de police anciennes, aux zones de police anciennes auxquelles elle succède. »

Art. 194. Dans le Titre VIII de la même loi, il est inséré un chapitre V comportant les articles 257quinquies/1 à 257quinquies/10, rédigés comme suit :

« Chapitre V. Les conséquences de la fusion des zones de police

Art. 257quinquies/1. Les membres du personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique des zones de police anciennes sont respectivement transférés dans le cadre opérationnel et dans le cadre administratif et logistique de la police locale de la zone de police nouvelle.

Art. 257quinquies/2. Le conseil de police, dès son installation visée à l'article 91/4, déclare vacant le mandat de chef de corps de la zone de police nouvelle et constitue la commission de sélection visée à l'article 48.

Art. 257quinquies/3. § 1^{er}. Le membre du personnel transféré dans une zone de police nouvelle n'est pas tenu par le temps de présence requis pour entrer en ligne de compte pour la mobilité.

§ 2. Le transfert du membre du personnel vers la zone de police nouvelle n'est pas considéré comme un changement d'employeur pour l'application des dispositions statutaires.

§ 3. Si le transfert vers la zone de police nouvelle entraîne pour un membre du personnel contractuel un changement du lieu habituel de travail, cela fait l'objet d'un avenant à son contrat de travail.

Art. 257quinquies/4. A compter de la publication de l'arrêté royal définissant le ressort territorial de la zone de police nouvelle, les prérogatives des organes des zones de police anciennes auxquelles elle succèdera sont limitées aux actes relevant de la gestion journalière, qui portent sur des affaires urgentes ou qui ont trait à des affaires en cours. A défaut, les décisions adoptées ou leurs conséquences ne sont pas opposables aux organes de la zone de police nouvelle.

Art. 91/5. In het geval van een samensmelting van twee of meerdere vorige politiezones van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, omvat de politieraad van de nieuwe politiekezone een aantal leden van de Nederlandstalige taalgroep dat gelijk is aan het hoogste aantal raadsleden, respectievelijk toegekend door artikel 22bis, § 1, aan de vorige politiezones waarop de nieuwe politiekezone opvolgt.

Art. 91/6. Het mandaat van lid van het politiecollege van een nieuwe politiekezone vangt aan op de datum van bekendmaking van het koninklijk besluit tot bepaling van het territoriaal ambtsgebied van de nieuwe politiekezone.

Art. 91/7. Het aantal stemmen toegekend aan elke burgemeester binnen het politiecollege van de nieuwe politiekezone wordt bepaald op basis van de begroting van het lokaal politiekorps bedoeld in artikel 39 of op basis van de politietoelage bedoeld in artikel 40, die zijn gemeente inbracht in de vorige politiekezone waartoe zij behoorde.

Art. 91/8. Het zonaal veiligheidsplan van de nieuwe politiekezone wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie binnen de vier maanden van de oprichting van de lokale politie, bedoeld in artikel 257quinquies/5.

De geldigheidsduur van het zonaal veiligheidsplan van de nieuwe politiekezone wordt evenwel beperkt tot de termijn voorzien voor de lopende zonale veiligheidsplannen binnen de vorige politiezones.

Art. 91/9. De dotatie die elke gemeente toekent aan het lokaal politiekorps van de nieuwe politiekezone, mag tijdens de twee jaren die volgen op de instelling van de lokale politie van de nieuwe politiekezone niet lager zijn dan de begroting die zij overeenkomstig artikel 39 besteedde aan het lokaal politiekorps of dan de dotatie die zij overeenkomstig artikel 40 toekende aan de begroting van de vorige politiekezone waartoe zij behoorde.

Art. 91/10. De federale toelagen die worden toegekend aan de nieuwe politiekezone zijn gelijk aan de som van de federale toelagen die, overeenkomstig de toekeningsmodaliteiten van de federale toelagen die gelden voor de vorige politiezones, zouden worden toegekend aan de vorige politiezones waarop zij opvolgt. »

Art. 194. In Titel VIII van dezelfde wet wordt een hoofdstuk V ingevoegd dat de artikelen 257quinquies/1 tot 257quinquies/10 bevat, luidende :

« Hoofdstuk V. De gevolgen van de samensmelting van de politiezones

Art. 257quinquies/1. De personeelsleden van het operationeel kader en van het administratief en logistiek kader van de vorige politiezones worden respectievelijk overgeheveld naar het operationeel kader en het administratief en logistiek kader van de lokale politie van de nieuwe politiekezone.

Art. 257quinquies/2. De politieraad, vanaf zijn oprichting bedoeld in artikel 91/4, verklaart het mandaat van korpschef van de nieuwe politiekezone vacant en stelt de selectiecommissie samen bedoeld in artikel 48.

Art. 257quinquies/3. § 1. Het personeelslid overgeheveld naar een nieuwe politiekezone is niet gebonden door de aanwezigheidstijd die vereist is om in aanmerking te komen voor de mobiliteit.

§ 2. De overheveling van het personeelslid naar de nieuwe politiekezone wordt niet beschouwd als een verandering van werkgever voor de toepassing van de statutaire bepalingen.

§ 3. Als de overheveling naar de nieuwe politiekezone een verandering van gewone werkplaats met zich meebrengt voor een contractueel personeelslid, dan maakt dit het voorwerp uit van een aanhangsel bij zijn arbeidsovereenkomst.

Art. 257quinquies/4. Vanaf de bekendmaking van het koninklijk besluit tot bepaling van het territoriale ambtsgebied van de nieuwe politiekezone, worden de prerogatieven van de organen van de vorige politiezones waarop zij zal opvolgen beperkt tot de handelingen die voortvloeien uit het dagelijkse beheer, die gaan over de dringende zaken of die betrekking hebben op de lopende zaken. Zoniet zijn de genomen beslissingen of hun gevolgen niet tegenstelbaar aan de organen van de nieuwe politiekezone.

Art. 257quinquies/5. Le Roi institue la police locale de la zone de police nouvelle, au premier jour d'un trimestre, lorsqu'il constate que les conditions suivantes sont remplies :

1° le ressort territorial de la zone de police est fixé conformément à l'article 91/2;

2° le cadre du personnel est déterminé;

3° le montant des dotations communales au budget de la zone de police nouvelle est conforme à l'article 91/9;

4° le compte de fin de gestion est dressé et approuvé conformément à l'article 257quinquies/9, § 1^{er}.

Art. 257quinquies/6. L'institution de la police locale de la zone de police nouvelle met fin à l'existence des zones de police anciennes et met un terme de plein droit au mandat des conseillers de police des zones de police anciennes.

Art. 257quinquies/7. § 1^{er}. L'ensemble des biens meubles, tant du domaine public que du domaine privé, en ce compris les biens faisant partie de l'équipement individuel des membres du cadre opérationnel des zones de police anciennes, sont transférés à la zone de police nouvelle.

§ 2. Le transfert visé au § 1^{er} est exécuté de plein droit. Le transfert est opposable aux tiers sans autre formalité à la date d'institution de la police locale de la zone de police nouvelle.

§ 3. Les biens visés au présent article sont transférés dans l'état où ils se trouvent, en ce compris les charges et les obligations inhérentes à ces biens.

§ 4. La zone de police nouvelle succède aux droits et obligations des zones de police anciennes relatifs aux biens meubles qui lui ont été transférés, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires pendantes et à venir.

Les communes qui constituaient les zones de police anciennes demeurent toutefois solidairement tenues des obligations dont le paiement ou l'exécution étaient exigibles avant le transfert de propriété des biens meubles visés au présent article.

Art. 257quinquies/8. § 1^{er}. Les biens immeubles qui sont propriété des zones de police anciennes sont transférés à la zone de police nouvelle à la date d'institution de la police locale de la zone de police nouvelle. La zone de police nouvelle reprend les droits, obligations et charges afférents aux biens immeubles dont la propriété lui est transférée.

§ 2. Les montants dont les zones de police anciennes bénéficiaient ou étaient redevables en application du mécanisme de correction visé à l'article 248quater sont payés à ou par la zone de police nouvelle qui leur succède.

§ 3. La zone de police nouvelle reprend les droits, obligations et charges des zones de police anciennes qui proviennent des contrats de location afférents aux biens immeubles hébergeant des membres du personnel du corps de police locale.

Art. 257quinquies/9. § 1^{er}. Le compte de fin de gestion des zones de police anciennes est dressé au dernier jour du trimestre qui précède l'institution de la police locale visée à l'article 257quinquies/5.

§ 2. La zone de police nouvelle reprend de plein droit les actifs et passifs des zones de police anciennes auxquelles elle succède.

§ 3. Le compte de fin de gestion est soumis à l'approbation du conseil de police de la zone de police nouvelle.

Art. 257quinquies/10. Sans préjudice de l'application de l'article 257quinquies/4, toute procédure relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services passée au bénéfice du corps de police des zones de police anciennes est poursuivie par la zone de police nouvelle, à compter de la date de son institution.

L'alinéa 1^{er} s'applique également pour l'exécution des marchés publics attribués avant cette même date. »

Art. 257quinquies/5. De Koning stelt de lokale politie van de nieuwe politiezone in, op de eerste dag van een trimester, wanneer Hij vaststelt dat de volgende voorwaarden zijn vervuld :

1° het territoriaal ambtsgebied van de politiezone is vastgesteld overeenkomstig artikel 91/2;

2° de personeelsformatie is bepaald;

3° het bedrag van de gemeentedotaties op de begroting van de nieuwe politiezone, is conform met artikel 91/9;

4° de eindrekening is opgemaakt en goedgekeurd overeenkomstig artikel 257quinquies/9, § 1.

Art. 257quinquies/6. De instelling van de lokale politie van de nieuwe politiezone stelt een einde aan het bestaan van de vorige politiezones en stelt van rechtswege een einde aan het mandaat van de politieraadsleden van de vorige politiezones.

Art. 257quinquies/7. § 1. Alle roerende goederen, zowel behorend tot het openbaar als tot het privaat domein, met inbegrip van de goederen die deel uitmaken van de individuele uitrusting van de leden van het operationeel kader van de vorige politiezones, worden overgedragen aan de nieuwe politiezone.

§ 2. De in § 1 bedoeld overdracht wordt van rechtswege uitgevoerd. De overdracht is zonder verdere formaliteiten tegenwerpelijk aan derden op de datum van de instelling van de lokale politie van de nieuwe politiezone.

§ 3. De goederen bedoeld in dit artikel worden overgedragen in de staat waarin ze zich bevinden, met inbegrip van de lasten en de verplichtingen eigen aan deze goederen.

§ 4. De nieuwe politiezone treedt in de rechten en plichten van de vorige politiezones betreffende de roerende goederen die haar werden overgedragen, met inbegrip van de rechten en plichten die voortvloeien uit de hangende en toekomstige gerechtelijke procedures.

De gemeenten die de vorige politiezones vormen, blijven evenwel hoofdelijk gehouden tot de verplichtingen waarvan de betaling of de uitvoering verhaalbaar waren vóór de eigendomsoverdracht van de roerende goederen bedoeld in dit artikel.

Art. 257quinquies/8. § 1. De onroerende goederen die eigendom zijn van de vorige politiezones worden overgedragen aan de nieuwe politiezone, op de datum van de instelling van de lokale politie van de nieuwe politiezone. De nieuwe politiezone neemt de rechten, plichten en lasten betreffende de onroerende goederen waarvan de eigendom haar werd overgedragen, over.

§ 2. De bedragen die de vorige politiezones genoten of verschuldigd waren, bij toepassing van het correctiemechanisme bedoeld in artikel 248quater worden betaald aan of door de nieuwe politiezone die hen opvolgt.

§ 3. De nieuwe politiezone neemt de rechten, plichten en lasten van de vorige politiezones, die voortvloeien uit de huurovereenkomsten betreffende de onroerende goederen waarin personeelsleden van het lokaal politiekorps zijn gehuust, over.

Art. 257quinquies/9. § 1. De eindrekening van de vorige politiezones wordt opgemaakt op de laatste dag van het trimester dat de oprichting van de lokale politie bedoeld in artikel 257quinquies/5 voorafgaat.

§ 2. De nieuwe politiezone neemt van rechtswege de activa en passiva van de vorige politiezones waarop zij opvolgt, over.

§ 3. De eindrekening wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de politieraad van de nieuwe politiezone.

Art. 257quinquies/10. Onverminderd de toepassing van artikel 257quinquies/4, wordt elke procedure betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gegund ten gunste van het politiekorps van de vorige politiezone, voortgezet door de nieuwe politiezone, te rekenen vanaf de datum van haar inplaatsstelling.

Het eerste lid is eveneens van toepassing voor de uitvoering van de overheidsopdrachten toegekend vóór diezelfde datum. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 30 décembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
Y. LETERME

Pour la Ministre des Affaires sociales,
chargée de l'Intégration sociale, absente :
Le Ministre des Pensions et des Grandes Villes,
M. DAERDEN

La Ministre de l'Emploi,
chargée de la Politique de migration et d'asile,
Mme MILQUET

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

La Ministre des P.M.E. et des Indépendants,
Mme S. LARUELLE

Le Ministre de l'Energie,
P. MAGNETTE

Le Ministre de la Coopération au Développement,
Ch. MICHEL

La Ministre de la Fonction publique,
Mme I. VERVOTTE

Pour le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification, absent :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,
E. SCHOUPPE

Le Secrétaire d'Etat à la Politique de Emigration et d'Asile,
M. WATHELET

Pour le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale, absent :
Le Ministre des Pensions et des Grandes villes,
M. DAERDEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Notes

Documents de la Chambre des représentants :

52-2299/ (2009/2010) :

001 : Projet de loi.

002 et 003 : Amendements.

004 : Rapport.

005 et 006 : Amendements.

007 à 011 : Rapports.

012 : Texte adopté par les commissions.

013 et 014 : Amendements.

015 à 019 : Rapports.

020 : Amendements.

021 : Rapport complémentaire.

022 : Texte adopté par les commissions.

023 et 024 : Amendements.

025 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 22 décembre 2009.

Documents du Sénat :

4-1553 - 2009/2010 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Amendements.

Nos 3 à 6 : Rapports.

N° 7 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 23 décembre 2009.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 30 december 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
Y. LETERME

Voor de Minister van Sociale Zaken,
belast met Maatschappelijke Integratie, afwezig :
De Minister van Pensioenen en Grote Steden,
M. DAERDEN

De Minister van Werk,
belast met het Migratie- en asielbeleid,
Mevr. J. MILQUET

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Minister van K.M.O.'s en Zelfstandigen,
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Energie,
P. MAGNETTE

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
Ch. MICHEL

De Minister van Ambtenarenzaken,
Mevr. I. VERVOTTE

Voor de Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen, afwezig :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
E. SCHOUPPE

De Staatssecretaris voor Migratie- en Asielbeleid,
M. WATHELET

Voor de Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie, afwezig :

De Minister van Pensioenen en Grote Steden,
M. DAERDEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Nota's

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

52-2299/ (2009/2010) :

001 : Wetsontwerp.

002 en 003 : Amendementen.

004 : Verslag.

005 en 006 : Amendementen.

007 tot 011 : Verslagen.

012 : Tekst aangenomen door de commissies.

013 en 014 : Amendementen.

015 tot 019 : Verslagen.

020 : Amendementen.

021 : Aanvullend verslag.

022 : Tekst aangenomen door de commissies.

023 en 024 : Amendementen.

025 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag : 22 december 2009.

Stukken van de Senaat :

4-1553 - 2009/2010 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Amendementen.

Nrs. 3 tot 6 : Verslagen.

Nr. 7 : Beslissing om niet te amenderen.

Handelingen van de Senaat : 23 december 2009.